



SENAT

LA RAPPORTEURE

N/Réf : 035 /CAB/RAP/04/SENAT/NNBK/2026

Transmis copie pour information :

- à l'Honorable Président du Sénat,
Palais du Peuple
à KINSHASA/ LINGWALA
- à Madame la Première Ministre, Cheffe du
Gouvernement,
Primature
à KINSHASA/ GOMBE
- aux Honorables Membres du Bureau du Sénat,
- à l'Honorable Sénateur VUNABANDI
KANYAMIHIGO Célestin
(Tous) au Palais du Peuple
à KINSHASA/ LINGWALA
- à Monsieur le Ministre d'Etat, Ministre des
Relations avec le Parlement,
- à Monsieur le Ministre du Commerce Extérieur
- à Monsieur le Directeur Général de l'Office
Congolais de Contrôle « OCC »
(Tous) à KINSHASA/ GOMBE
- à Monsieur le Secrétaire Général du Sénat,
- à Madame la Conseillère Coordinatrice du
Bureau d'Etudes du Sénat,
- ✓ - à Monsieur le Directeur a.i des Relations
Publiques, Protocole et Communication
du Sénat

(Tous) au Palais du Peuple
à KINSHASA/ LINGWALA

A l'Honorable Président du Sénat

Palais du Peuple
à KINSHASA/ LINGWALA

Concerne : **Transmission éléments de Réponses
à la Question écrite du Sénateur
VUNABANDI KANYAMIHIGO Célestin**

Honorable Président,

J'accuse réception de votre lettre émaillée en exergue, par laquelle vous me communiquez les réponses du Directeur Général de l'Office Congolais de Contrôle « OCC », à la question écrite du Sénateur VUNABANDI KANYAMIHIGO Célestin.

Je la répercute, en même temps que ses annexes I, II, III et IV au Directeur des Relations Publiques, Protocole et Communication du Sénat qui me lit sous carbone, pour publication, dans le bulletin des questions et réponses et sur le Site Web du Sénat, ce conformément au prescrit de l'article 164 du Règlement intérieur du Sénat.

Veillez agréer, **Honorable Président**, l'expression de ma haute considération.

Néfertiti NGUDIANZA BAYOKISA KISULA

A handwritten signature in blue ink is written over a circular official stamp. The stamp contains the text 'REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO' at the top, 'L'RAPporteur' at the bottom, and 'SENAT' at the very bottom. In the center of the stamp is a small emblem featuring a map of the Democratic Republic of the Congo.



SENAT
Le Président

N°CAB/PDT/SENAT/SLK/DC/PK/2026/062

Transmis copie pour information à/aux :

- Madame la Première Ministre, Cheffe du Gouvernement
- Monsieur le Ministre d'Etat, Ministre des Relations avec le Parlement
- Monsieur le Ministre du Commerce Extérieur
- Monsieur le Directeur Général de l'OCC
à KINSHASA/GOMBE
- Honorables Membres du Bureau du Sénat
- L'Honorable Sénateur Célestin VUNABANDI KANYAMIHIGO
- Monsieur le Secrétaire Général du Sénat
- Madame la Conseillère Coordinatrice du Bureau d'Etudes du Sénat
à KINSHASA/LINGWALA



A l'Honorable Rapporteure du Sénat
Palais du Peuple
à KINSHASA/LINGWALA

Objet : Transmission Réponses du Directeur Général de l'OCC à la
Question écrite du Sénateur VUNABANDI KANYAMIHIGO Célestin

Honorable Rapporteure et Chère Collègue,

J'ai l'avantage de porter à votre connaissance que par sa lettre n°OCC/DG/COORDO/ETM/PMK/10315/2025-MMA du 15 décembre 2025, Monsieur le Directeur Général de l'Office Congolais de Contrôle (OCC) m'a transmis les réponses à la Question écrite du Sénateur **VUNABANDI KANYAMIHIGO Célestin**.

Je vous les fais parvenir, à mon tour, en annexe à la présente, en vue de leur publication, conformément aux dispositions de l'article 164 de notre Règlement intérieur.

Je vous en souhaite bonne réception et vous prie d'agréer, **Honorable Rapporteure et Chère Collègue**, l'expression de ma parfaite considération.

SAMA LUKONDE KYENGE Jean-Michel



N°CAB/PDT/SEN/SLK/DC/PK/2025/

Transmis copie pour information à/aux:

- Madame la Première Ministre, Cheffe du Gouvernement
à KINSHASA/GOMBE
 - Honorables Membres du Bureau du Sénat
 - L'Honorable Sénateur VUNABANDI KANYAMIHIGO
 - Monsieur le Ministre d'Etat, Ministre des Relations avec le Parlement
 - Monsieur le Ministre du Commerce Extérieur
 - Monsieur le Secrétaire Général du Sénat
 - Madame la Conseillère Coordinatrice du Bureau d'Etudes du Sénat
- (Tous) à KINSHASA**
-

**A Monsieur le Directeur Général de l'Office
Congolais de Contrôle (OCC)
à KINSHASA/GOMBE-**

**Objet : Communication de la Question écrite
du Sénateur C. VUNABANDI KANYAMIHIGO**

Monsieur le Directeur Général,

Conformément aux dispositions de l'article 173 du Règlement intérieur du Sénat, j'ai l'avantage de vous communiquer la **Question écrite** du Sénateur Célestin VUNABANDI KANYAMIHIGO, relative à *l'évolution des effectifs du Personnel de l'OCC et son impact sur les charges d'exploitation de l'établissement.*

Vos réponses sont attendues dans les **quinze jours** de sa notification, conformément à l'article 174 du Règlement intérieur du Sénat.

Je vous en souhaite bonne réception et vous prie d'agréer, **Monsieur le Directeur Général**, l'expression de ma parfaite considération.

SAMA LUKONDE KYENGE Jean-Michel

République Démocratique du Congo



SENAT

VUNABANDI KANYAMIHIGO Célestin

Sénateur

**QUESTION ECRITE ADRESSEE A MONSIEUR LE DIRECTEUR GENERAL DE
L'OFFICE CONGOLAIS DE CONTROLE**

**Concerne : Évolution des effectifs du Personnel de l'OCC et son impact sur
les charges d'exploitation de l'établissement**

.....

Monsieur le Directeur Général,

Me référant aux dispositions des articles 100 et 138 de la Constitution telle que modifiée par la loi n° 11/ 002 du 20 janvier 2011 portant révision de certains articles de la Constitution de la République Démocratique du Congo ainsi qu'aux articles 173 et 176 du Règlement intérieur du Sénat, je me fais le devoir de vous adresser la présente question écrite en rapport avec l'objet mieux repris en concerne.

Monsieur le Directeur Général,

Comme vous le savez, la gestion des ressources humaines et les charges qui en découlent constituent une composante importante de la gestion d'une entreprise.

A ce sujet, il vous souviendra qu'au cours de votre dernière audition par l'ECOFIN du Sénat, vous aviez affirmé qu'en deux ans de votre mandat, l'effectif du Personnel de l'OCC avait augmenté de plus de 50% et que les charges du personnel de l'OCC pesaient énormément sur la gestion de votre établissement.

N'ayant pas eu l'occasion d'approfondir cette question qui n'était point à l'ordre du jour des travaux de la Commission, je me permets de vous poser les questions suivantes :

- Quelle est l'évolution de l'effectif, de la masse salariale et d'autres charges du personnel (mois par mois) de janvier 2023 à ce jour ?
- Qu'est ce qui peut avoir justifié une hausse aussi importante des effectifs au cours de cette période ?
- Quelle est l'évolution (mois par mois) des ressources et des charges d'exploitation de l'OCC au cours de la même période ?
- Pouvez-vous me fournir :
 - l'organigramme de l'OCC et la situation de l'effectif actuel du Personnel de l'OCC reparté par département, direction, province et par grade ?
 - un tableau reprenant la liste des cadres de l'OCC repartis par grade et par fonction, avec indication de la date d'engagement de chacun et de son dernier grade avant sa promotion au grade actuel ?
 - quelques éléments succincts de la politique de gestion du Personnel à l'OCC (recrutement, promotion en grade, mise en retraite...)
- Existe-t-il encore des besoins de recrutement à court et à moyen terme à l'OCC ? Si oui, merci de les chiffrer et de nous en fournir la motivation.

Monsieur le Directeur Général, je vous remercie d'avance pour vos réponses que j'espère satisfaisantes.

VUNABANDI KANYAMIHIGO Célestin





KINSHASA/GOMBE
Le Directeur Général

N/Réf. : N° OCC/DG/COORDO/ETM/PMK/10315/2025-MMA

Transmis copie pour information à :

- Madame la Première Ministre, Cheffe du Gouvernement

(Avec l'assurance de ma parfaite considération)

à KINSHASA/GOMBE

- Honorables Membres du Bureau du Sénat
 - Honorable Sénateur VUNABANDI KANYAMIHIGO Célestin
 - Son Excellence Monsieur le Ministre d'Etat, Ministre des Relations avec le Parlement
 - Son Excellence Monsieur le Ministre du Commerce Extérieur
 - Monsieur le Secrétaire Général du Sénat
 - Madame la Conseillère Coordonnatrice du Bureau d'Etudes du Sénat
- (Tous) à KINSHASA/LINGWALA

A l'Honorable Président du Sénat
à KINSHASA/LINGWALA

SENAT	
CABINET DU PRESIDENT	
Date :	17 DEC 2025
N° Enreg. :	7278
Heure :	10h15
Signature :	

Vu
Pour disposition des
prestataires avec
l'honorable Rapporteur et
l'honorable Vunabandi
le 01/12/25

Honorable Président,

Concerne : Eléments de réponse de l'Office Congolais de Contrôle à la question écrite du Sénateur Célestin VUNABANDI KANYAMIHIGO.

Consécutivement à votre lettre n° CAB/PDT/SENAT/SLK/DC/PK/2025/1071 du 29 novembre 2025 relative à la communication de la Question écrite de l'Honorable Sénateur Célestin VUNABANDI KANYAMIHIGO et me référant aux termes de référence y relatifs, j'ai l'honneur de mettre à votre disposition les éléments de réponse aux cinq questions qui m'ont été posées.

A la première question relative à l'évolution de l'effectif, de la masse salariale et d'autres charges du personnel (mois par mois) de janvier 2023 à ce jour,

je vous prie de bien vouloir consulter les tableaux en annexe I : Evolution de l'effectif du personnel de janvier 2023 à ce jour.

A la deuxième question concernant ce qui peut avoir justifié une hausse aussi importante des effectifs au cours de cette période, permettez-moi de porter à votre connaissance que l'Office a traversé une longue période de non recrutement de 2016 à 2022 ayant pour conséquences le vieillissement de l'effectif. Pendant cette période, plusieurs entités ont eu à recourir à un personnel temporaire dont les dossiers ont été régularisés.

A cette problématique, s'ajoute l'élargissement de la structure organique avec l'avènement du démembrement des provinces, les activités de l'Office aux nouveaux créneaux (certification et estampillages), les départs en retraite, décès, démissions, désertion et licenciements.

En ce qui concerne la troisième question en rapport avec l'évolution (mois par mois) des ressources et des charges d'exploitation de l'OCC au cours de la même période, je vous prie de trouver les éléments y afférent dans l'annexe II.

Quant à la quatrième question, celle de fournir :

- l'organigramme de l'OCC et la situation de l'effectif actuel du Personnel de l'OCC réparti par département, direction, province et par grade ;
- un tableau reprenant la liste des cadres de l'OCC répartis par grade et par fonction, avec indication de la date d'engagement de chacun et de son dernier grade avant sa promotion au grade actuel ;
- quelques éléments succincts de la politique de gestion du Personnel à l'OCC (recrutement, promotion en grade, mise en retraite...).

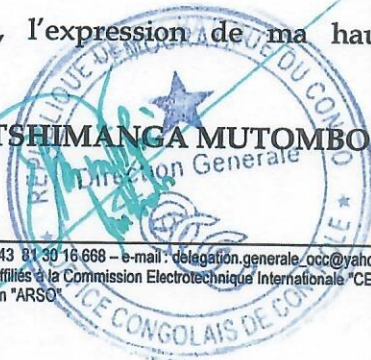
Les éléments de réponse se trouvent dans l'annexe III et dans la Convention Collective de l'Office Congolais de Contrôle dont copie dans l'annexe IV.

Enfin, en ce qui concerne la cinquième question sur l'existence des besoins de recrutement à court et à moyen terme à l'OCC, il y a lieu d'affirmer que le besoin en recrutement suit l'évolution de la situation administrative et d'exploitation de l'Office.

Tels sont les éléments de réponse que l'Office Congolais de Contrôle a réservé à votre question écrite.

Veuillez agréer, Honorable Président, l'expression de ma haute considération.

Dr Etienne TSHIMANGA MUTOMBO



A N N E X E S I, II, III

ANNEXE I

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
Office Congolais de Contrôle



KINSHASA/GOMBE
DEPARTEMENT ADMINISTRATIF

Effectif par catégorie Socio-Professionnelle, Grade et par Sexe

CAT	GR	janv-25				févr-25				mars-25				avr-25				mai-25				juin-25				juil-25				août-25						
		SEXE		TOT	TOT	SEXE		TOT	TOT	SEXE		TOT	TOT	SEXE		TOT	TOT	SEXE		TOT	TOT	SEXE		TOT	TOT	SEXE		TOT	TOT							
		H	F			H	F			H	F			H	F			H	F			H	F			H	F			H	F	H	F			
ECH	C7	0	0	0	88	0	0	0	89	0	0	0	92	0	0	0	93	0	0	0	42	0	0	0	33	0	0	0	33	0	0	0				
	C8	13	1	14		13	1	14		13	1	14		0	0	0		0	0	0		0	0	0		0	0	0		0	0	0	0	0	0	0
	C9	65	9	74		66	9	75		69	9	78		69	10	79		26	16	42		20	13	33		20	13	33		20	13	33	10	8	18	
MAI TR.	M1	294	66	360	840	293	66	359	296	69	365	304	79	383	262	44	306	242	36	278	243	36	279	252	42	294	743	252	42	294						
	M2	211	40	251		210	40	250	209	40	249	209	40	249	149	27	176	169	35	204	166	35	201	157	35	192		157	35	192						
	M3	189	40	229		184	40	224	184	40	224	183	40	223	271	70	341	225	40	265	223	40	263	221	40	261		221	40	261						
CA D. SUB	CS1	642	320	962	4 218	662	320	982	660	321	981	676	329	1 005	520	197	717	495	178	673	498	178	676	491	178	669	3 566	491	178	669						
	CS2	1 420	722	2 142		1 432	721	2 153	1 434	724	2 158	1 464	751	2 215	1 306	627	1 933	1 386	532	1 718	1 389	532	1 721	1 086	432	1 518		1 086	432	1 518						
	CS3	800	314	1 114		801	314	1 115	803	314	1 117	805	316	1 121	688	205	893	868	349	1 217	820	349	1 169	966	407	1 373		966	407	1 373						
CA D. CO M	FP	325	112	437	645	324	112	436	323	112	435	321	112	433	642	301	943	668	318	986	710	318	1 028	701	367	1 068	1 481	701	367	1 068						
	FPP	149	59	208		150	59	209	150	58	208	150	57	207	269	154	423	272	161	433	292	161	453	282	161	443		282	161	443						
	SD	96	25	121		93	25	118	94	23	117	92	23	115	171	61	232	170	61	231	168	60	228	171	65	236		168	60	228						
CA D. DIR EC	DA	45	5	50	203	45	5	50	45	5	50	45	5	50	88	25	113	88	24	112	89	24	113	88	25	113	404	88	25	113						
	DIR	28	4	32		27	4	31	25	4	29	26	4	30	44	16	60	50	17	67	46	17	63	47	17	64		47	17	64						
	TOTAL GENERAL	4 277	1 717	5 994		4 300	1 716	6 016	4 305	1 720	6 025	4 357	1 767	6 124	4 366	1 763	6 179	4 453	1 764	6 217	4 464	1 763	6 227	4 472	1 777	6 249		4 472	1 777	6 249						

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
Office Congolais de Contrôle



KINSHASA/GOMBE
DEPARTEMENT ADMINISTRATIF

EVOLUTION DES EFFECTIFS ALLANT DE
2022 à 2025

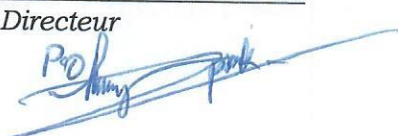
MOIS	2022	2023	2024	2025
JANVIER	4947	4882	5917	5994
FEVRIER	4937	4878	6084	6016
MARS	4937	4942	6117	6025
AVRIL	4967	4931	6106	6124
MAI	4952	4923	6095	6179
JUIN	4932	4910	6067	6217
JUILLET	4921	5131	6066	6227
AOUT	4910	5386	6057	6249
SEPTEMBRE	4896	5585	6045	6264
OCTOBRE	4895	5675	6045	6289
NOVEMBRE	4887	5947	6041	
DECEMBRE	4891	5932	6019	

LE CHEF DE DIV. DU PERSONNEL


Simon KAZENGA KANDA
Sous-Directeur

LE CHEF DE DEP. ADMINISTRATIF

Edouard KAMBU MWAKASA
Directeur



REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
OFFICE CONGOLAIS DE CONTROLE



DEPARTEMENT ADMINISTRATIF
KINSHASA/GOMBE

EVOLUTION DES EFFECTIFS PAR ENTITE

I. Départements Centraux et Provinciales de Juillet à Décembre 2023

ENTITE		Juillet	Aout	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
DA	ACTIF	376	466	430	400	415	423
	FN instance			57	55	58	63
	D'affectation						
DAI		31	31	31	31	28	30
DCA		43	43	43	43	50	42
DCE		24	25	25	25	24	28
DCENV		44	44	45	46	53	52
DCHYDRO		36	37	36	36	42	38
DCI		77	79	79	80	80	83
DCOORD		16	17	18	19	24	23
DCPL		30	32	32	33	31	33
DCT		90	89	89	90	94	91
DET(DPD)		57	59	59	58	53	58
DF		201	201	200	200	208	207
DSDG		179	174	174	174	178	181
DJUR		25	23	23	29	37	32
DLAB		116	116	117	119	120	120
DLOG		162	162	161	164	166	170
DMARK		43	43	47	46	55	55
DMET		36	36	36	36	42	42
DREF/ NORM		38	39	39	40	56	46
DSI		39	40	40	41	51	46
TOTAL		1663	1759	1783	1765	1863	1863

[Signature]

Tableau 4. Entités Provinciales

	ENTITE	JUILLET	AOUT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DECEMBRE
DIRKIN	DIRKIN SIEGE	325	328	344	362	367	367
	KIN AERO	148	146	147	146	158	158
	BEACH	53	54	67	69	91	91
	MALUKU	28	32	32	33	39	39
	KIKWIT	29	32	39	43	60	50
DIREQ	MBANDAKA	16	16	17	17	46	46
	BUMBA	37	37	37	71	71	72
	GBADO	16	17	17	18	32	24
	ZONGO	23	22	22	22	21	22
DIOR	KISANGANI	67	75	78	76	79	79
	BUTA	14	14	26	13	15	15
	ISIRO	28	46	45	46	47	48
	BUNIA	99	128	133	143	145	145
DIRKOC	MATADI	411	407	425	441	451	451
	LUKALA	106	113	115	117	113	114
	MUANDA	110	111	117	117	114	113
	BOMA	139	139	141	142	143	144
DIRKAT	LUBUMBASHI	563	583	606	607	627	624
	LUANO	37	42	44	45	48	47
	KASUMBALESA	130	128	129	133	137	136
	KALEMIE	45	46	48	48	49	48
	LIKASI	96	106	106	108	112	111
DIREST	BUKAVU	150	164	165	166	168	166
	UVIRA	84	100	101	100	102	101
DIRMA	KINDU	61	60	65	64	63	63
DIRNOKI	GOMA	179	188	193	204	203	202
	BENI	96	96	97	98	101	111
	BUTEMBO	69	68	68	64	66	67
DIRIT							
DIRCENTRE	ILEBO	09	23	25	26	33	33
	KANANGA	50	49	93	97	98	97
	TSHIKAPA						
DIRKOR	MBUJI MAYI	46	44	47	47	56	56
	MUENE DITU	16	17	19	19	20	19
DIRLUA	KOLWEZI	188	196	207	208	209	210
	DILOLO						
	TENKEFURUME						
SOUS/T Province		3468	3627	3802	3910	4084	4069
T/G		5131	5386	5585	5675	5947	5932

LE CHEF DE DIV. DU PERSONNEL

Simon KAZENGA KANDA

Sous-Directeur

LE CHEF DE DEP. ADMINISTRATIF

Edouard KAMBU MWAKASA

Directeur

EVOLUTION MASSE BRUTE/ RENTE 2025 EN SUSU

JANVIER	FEVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUN	JUILLET	AOUT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	TOTAL
MONTANT EN S	MONTANT EN S	MONTANT EN S	MONTANT EN S	MONTANT EN S	MONTANT EN S	MONTANT EN S	MONTANT EN S	MONTANT EN S	MONTANT EN S	MONTANT EN S	MONTANT EN S
1885	1885	2885	2885	2885	2900	2910	2920	2920	2199,96	3460	
370 716,82	371 816,47	372 195,98	374 569,26	376 352,31	371 212,23	369 154,12	370 023,21	374 464,87	376 148,99	375 296,76	4 101 951,4
370 716,82	371 816,47	372 195,98	374 569,26	376 352,31	371 212,23	369 154,12	370 023,21	374 464,87	376 148,99	375 296,76	4 101 951,01
94 012,06	94 012,06	97 083,97	97 294,42	100 310,71	103 341,24	101 777,15	100 769,22	99 983,41	101 155,29	101 159,68	1 090 899,21
9 908,75	10 850,56	10 850,56	10 850,56	10 850,56	10 794,43	12 415,14	12 372,62	12 372,62	12 517,64	12 520,28	126 303,71
5 126,25	5 126,25	5 126,25	5 126,25	5 636,73	6 943,75	6 919,89	6 896,19	6 896,19	6 977,02	6 948,01	67 722,77
16 311,91	16 311,91	16 311,91	16 311,91	16 311,91	15 290,60	15 238,05	15 185,87	14 526,49	14 696,75	14 692,93	171 190,24
67 901,02	69 244,14	68 419,70	68 419,70	68 419,70	68 002,15	69 459,72	71 144,07	76 746,42	78 988,53	78 937,37	785 682,51
3 067,27	3 067,27	3 067,27	3 067,27	3 067,27	3 051,40	3 040,92	3 030,50	3 030,50	3 066,02	3 067,27	33 622,98
9 683,70	9 683,70	9 683,70	9 683,70	9 683,70	9 633,61	9 600,51	9 567,63	9 567,63	9 679,77	9 659,21	106 126,86
5 708,21	5 708,21	5 708,21	5 708,21	7 688,55	8 312,71	8 284,14	8 55,77	9 455,41	9 566,23	9 570,12	83 965,76
6 692,82	6 692,82	6 692,82	6 692,82	6 692,82	6 658,20	6 635,32	7 939,62	6 612,60	6 690,10	6 663,43	74 663,38
4 589,63	4 589,63	4 589,63	4 589,63	4 589,63	4 565,89	4 550,20	4 534,62	4 534,62	4 587,77	4 589,63	50 310,87
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-
5 138,03	5 138,03	5 138,03	5 138,03	5 138,03	5 111,45	5 093,89	5 076,44	5 076,44	5 135,94	5 138,03	56 322,35
2 302,67	2 302,67	2 936,31	2 936,31	2 936,31	3 954,28	3 940,69	3 927,19	3 927,19	3 973,22	3 950,35	37 087,20
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 056,66	722,59	2 049,61	2 073,64	2 074,48	8 976,98
14 998,75	14 998,75	14 056,94	14 056,94	14 056,94	13 984,23	13 936,18	13 888,45	15 215,47	14 452,38	14 455,81	158 100,87
22 183,22	22 183,22	23 221,75	23 221,75	23 221,75	23 101,64	23 022,25	24 143,04	25 796,16	26 098,51	24 431,05	260 624,34
9 901,11	9 901,11	9 901,11	9 901,11	9 901,11	10 480,26	11 072,44	11 034,53	11 034,53	11 163,86	11 141,46	115 432,65
4 139,54	4 139,54	4 139,54	3 101,01	3 101,01	3 084,97	3 074,37	3 063,84	3 063,84	3 099,75	3 101,01	37 108,41
24 471,40	24 471,40	24 342,47	25 073,83	25 549,83	29 017,68	29 851,68	28 818,93	28 818,93	28 425,64	27 198,52	296 040,30
7 549,86	7 549,86	7 549,86	7 549,86	7 549,86	7 510,81	8 113,19	8 085,41	8 808,00	8 911,24	8 914,86	88 092,78
6 658,38	6 658,38	6 658,38	6 658,38	7 872,57	7 831,85	7 804,94	7 118,83	8 592,77	8 693,48	8 697,01	83 244,96
6 745,37	6 745,37	6 745,37	6 745,37	6 745,37	6 710,48	6 687,42	6 664,52	6 664,52	6 742,63	6 742,93	73 939,38
5 749,87	5 749,87	5 749,87	5 749,87	5 749,87	5 720,13	4 766,75	4 750,43	4 750,43	4 806,10	4 808,06	58 351,22
10 014,40	10 014,40	10 014,40	11 228,59	11 228,59	11 170,51	10 503,93	10 467,96	10 467,96	9 248,08	9 251,84	113 610,67
5 878,77	5 878,77	5 878,77	5 878,77	5 878,77	5 848,37	5 828,27	5 808,31	5 808,31	5 876,39	5 876,67	63 623,63
7 195,31	6 463,95	7 195,31	6 463,95	7 502,47	7 463,67	7 438,02	7 412,55	8 612,18	8 713,12	8 716,67	83 177,19
6 033,32	6 033,32	6 033,32	6 033,32	6 033,32	6 002,11	6 609,68	6 587,05	6 587,05	2 001,49	6 664,51	64 618,49
1 398,74	1 398,74	1 398,74	1 398,74	1 398,74	1 391,51	1 386,72	1 381,97	1 381,97	6 060,94	1 398,74	19 995,56
2 130,10	2 130,10	2 130,10	2 130,10	2 130,10	2 119,08	2 111,80	2 104,57	2 104,57	2 129,24	2 130,10	23 349,85
365 490,46	367 044,03	370 624,29	371 010,40	379 246,22	387 097,01	391 219,92	390 752,71	402 485,81	405 530,78	401 683,51	4 232 185,13
738 207,28	738 860,50	742 820,26	745 579,66	755 598,53	758 309,24	760 374,04	760 775,97	776 950,68	781 679,76	776 980,27	8 334 136,14

	PREVISION 2026	PREVISION 2026	PREVISION 2026	PREVISION 2026
	COEF.MULT.1.1	COEF.MULT.1.5	COEF.MULT.1.2	COEF.MULT.1.3
19	16 876 506 082,14	17 643 619 994,97	18 410 733 907,79	19 944 961 733,44
	16 876 506 082,14	17 643 619 994,97	18 410 733 907,79	19 944 961 733,44
	4 488 864 735,94	4 690 813 133,02	4 894 761 530,11	5 302 658 324,29
	518 401 425,53	541 965 126,70	565 528 827,86	612 656 230,18
	277 661 804,07	290 282 795,16	302 903 786,26	328 145 768,44
	705 669 564,78	737 736 045,00	769 811 525,22	833 962 485,65
	3 222 613 211,81	3 369 095 630,53	3 515 578 049,25	3 808 542 886,69
	138 351 871,65	144 640 593,09	150 929 314,53	163 506 757,41
	436 703 687,95	456 553 855,58	476 404 023,22	516 104 358,48
	342 929 879,54	358 517 601,34	374 105 323,14	405 280 766,73
	307 463 041,94	321 438 634,75	335 414 227,57	363 365 413,20
	207 019 238,81	216 429 204,22	225 839 169,62	244 659 100,42
	231 735 296,11	242 289 627,75	252 823 959,39	273 892 622,67
	151 866 422,14	158 769 441,32	165 672 460,51	179 478 498,89
	35 221 131,62	36 822 092,14	38 423 052,67	41 624 973,73
	650 513 984,68	680 082 802,16	709 651 619,65	768 789 254,62
	1 070 254 073,47	1 118 901 985,91	1 167 549 898,34	1 264 845 723,20
	474 170 717,39	495 723 931,81	517 277 146,24	560 383 575,09
	153 056 799,22	160 013 926,57	166 971 053,81	180 885 308,29
	1 217 260 596,57	1 272 590 623,68	1 327 920 650,80	1 438 580 705,03
	361 258 466,45	377 689 760,37	394 111 054,30	426 953 642,16
	341 003 852,11	356 504 027,21	372 004 202,30	403 004 552,50
	304 247 122,68	318 076 537,35	331 905 952,02	359 564 781,35
	240 782 241,39	251 726 888,73	262 671 536,06	284 560 830,74
	469 134 593,52	490 458 893,22	511 783 192,93	554 431 792,34
	262 225 196,29	274 144 837,04	286 064 177,78	309 902 859,26
	340 683 373,81	356 168 981,72	371 654 589,62	402 625 805,42
	268 621 084,89	280 831 134,21	293 041 183,52	317 461 282,15
	79 093 651,56	82 688 817,54	86 283 985,52	93 474 315,48
	96 080 006,59	100 447 279,61	104 814 552,64	113 549 098,69
	17 390 908 377,61	18 181 404 207,73	18 971 900 042,85	20 552 891 713,09
	34 267 414 454,75	35 892 024 202,70	37 382 633 950,64	40 097 853 446,53

[Handwritten signature]

EVOLUTION MASSE BRUTE/ RENTE 2025 EN CDF

JANVIER	FEVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	TOTAL
MONTANT EN FC	MONTANT EN FC	MONTANT EN FC	MONTANT EN FC	MONTANT EN FC	MONTANT EN FC	MONTANT EN FC	MONTANT EN FC	MONTANT EN FC	MONTANT EN FC	MONTANT EN FC	MONTANT EN FC
1 069 518 034,22	1 072 690 514,75	1 073 785 391,47	1 080 632 323,10	1 085 776 399,93	1 076 515 463,38	1 074 238 480,72	1 080 467 772,72	1 093 437 424,45	880 169 823,13	919 477 064,50	11 506 708 692,22
1 069 518 034,22	1 072 690 514,75	1 073 785 391,47	1 080 632 323,10	1 085 776 399,93	1 076 515 463,38	1 074 238 480,72	1 080 467 772,72	1 093 437 424,45	880 169 823,13	919 477 064,50	11 506 708 692,22
271 224 799,99	271 224 799,99	280 087 260,34	280 694 408,59	289 396 405,24	299 689 584,77	296 171 500,37	294 246 109,07	291 951 553,17	236 698 330,29	247 841 204,50	3 059 225 956,32
28 586 733,72	31 303 855,58	31 303 855,58	31 303 855,58	31 303 855,58	31 303 855,58	36 128 056,02	36 128 056,02	36 128 056,02	29 290 649,23	30 674 688,50	353 455 517,41
14 789 231,73	14 789 231,73	14 789 231,73	14 789 231,73	16 261 966,53	20 136 867,73	20 136 867,73	20 136 867,73	20 136 867,73	16 325 869,54	17 022 632,50	189 314 866,41
47 059 859,15	47 059 859,15	47 059 859,15	47 059 859,15	47 059 859,15	44 342 737,30	44 342 737,30	44 342 737,30	42 417 346,00	34 389 661,11	35 997 688,50	481 132 203,26
195 894 431,72	197 769 332,92	197 390 823,52	197 390 823,52	197 390 823,52	197 206 241,22	202 127 781,55	207 740 693,30	224 099 556,48	184 829 205,03	193 396 566,00	2 197 236 280,78
8 849 073,95	8 849 073,95	8 849 073,95	8 849 073,95	8 849 073,95	8 849 073,95	8 849 073,95	8 849 073,95	8 849 073,95	7 174 344,53	7 514 811,50	94 330 821,58
27 937 474,98	27 937 474,98	27 937 474,98	27 937 474,98	27 937 474,98	27 937 474,98	27 937 474,98	27 937 474,98	27 937 474,98	22 650 174,69	23 665 065,00	297 752 514,51
16 468 185,85	16 468 185,85	16 468 185,85	16 468 185,85	22 181 456,73	24 106 848,03	24 106 848,03	24 106 848,03	27 609 786,18	22 384 502,56	23 416 794,00	238 815 826,96
19 308 786,18	19 308 786,18	19 308 786,18	19 308 786,18	19 308 786,18	19 308 786,18	19 308 786,18	23 183 687,38	19 308 786,18	15 654 506,37	16 325 409,00	209 633 892,23
13 241 082,54	13 241 082,55	13 241 082,55	13 241 082,55	13 241 082,55	13 241 082,55	13 241 082,55	13 241 082,55	13 241 082,55	10 735 144,57	11 244 593,50	141 149 481,01
ME											
14 823 216,55	14 823 216,55	14 823 216,55	14 823 216,55	14 823 216,55	14 823 216,55	14 823 216,55	14 823 216,55	14 823 216,55	12 017 852,17	12 588 173,50	158 014 974,62
6 643 203,43	6 643 203,43	8 471 254,83	8 471 254,83	8 471 254,83	11 467 403,86	11 467 403,86	11 467 403,86	11 467 403,86	9 297 143,03	9 678 358,00	103 545 287,82
43 271 402,57	43 271 402,57	40 554 280,72	40 554 280,72	40 554 280,72	40 554 280,72	40 554 280,72	40 554 280,72	44 429 181,92	4 852 208,72	5 082 476,00	24 014 407,92
63 998 598,52	63 998 598,52	66 994 747,55	66 994 747,55	66 994 747,55	66 994 747,55	66 994 747,55	70 497 685,70	75 324 781,15	33 817 853,90	35 416 737,00	443 532 262,28
28 564 711,65	28 564 711,65	28 564 711,65	28 564 711,65	28 564 711,65	30 392 763,05	32 220 814,45	32 220 814,45	32 220 814,45	61 069 207,32	59 856 077,50	729 718 686,46
11 942 562,88	11 942 562,88	11 942 562,88	8 946 413,85	8 946 413,85	8 946 413,85	8 946 413,85	8 946 413,85	8 946 413,85	26 122 871,75	27 296 580,00	323 298 216,40
70 599 988,28	70 599 988,28	70 228 025,23	72 337 298,83	73 711 258,83	84 151 266,03	86 868 387,88	84 151 266,03	84 151 266,03	7 253 262,39	7 597 474,50	104 356 908,63
21 781 336,08	21 781 336,08	21 781 336,08	21 781 336,08	21 781 336,08	21 781 336,08	23 609 387,48	23 609 387,48	25 719 361,08	66 514 586,83	66 636 374,50	829 950 406,75
19 209 426,30	19 209 426,30	19 209 426,30	19 209 426,30	22 712 364,45	22 712 364,45	22 712 364,45	20 786 973,15	25 090 873,85	20 851 849,42	21 841 407,00	246 319 408,94
19 460 401,27	19 460 401,27	19 460 401,27	19 460 401,27	19 460 401,27	19 460 401,27	19 460 401,27	19 460 401,27	19 460 401,27	15 777 427,58	16 520 181,00	232 502 626,44
16 588 364,93	16 588 364,93	16 588 364,93	16 588 364,93	16 588 364,93	13 871 243,08	13 871 243,08	13 871 243,08	13 871 243,08	11 246 044,22	11 779 747,00	207 441 220,01
28 891 552,82	28 891 552,82	28 891 552,82	32 394 490,97	32 394 490,97	30 566 439,57	30 566 439,57	30 566 439,57	30 566 439,57	21 640 037,52	22 667 008,00	164 167 710,04
16 960 260,27	16 960 260,27	16 960 260,27	16 960 260,27	16 960 260,27	16 960 260,27	16 960 260,27	16 960 260,27	16 960 260,27	13 750 450,18	12 397 318,50	319 864 495,58
20 758 459,33	18 648 485,73	20 758 459,33	18 648 485,73	21 644 634,77	21 644 634,77	21 644 634,77	21 644 634,77	25 147 572,92	20 388 274,89	21 355 841,50	178 790 111,11
17 406 128,20	17 406 128,20	17 406 128,20	17 406 128,20	17 406 128,20	17 406 128,20	19 234 179,60	19 234 179,60	19 234 179,60	4 683 379,70	16 328 052,00	232 284 118,51
4 035 364,90	4 035 364,90	4 035 364,90	4 035 364,90	4 035 364,90	4 035 364,90	4 035 364,90	4 035 364,90	4 035 364,90	14 182 292,60	3 426 913,00	183 150 739,70
6 145 338,50	6 145 338,50	6 145 338,50	6 145 338,50	6 145 338,50	6 145 338,50	6 145 338,50	6 145 338,50	6 145 338,50	4 982 303,90	5 218 745,00	53 927 489,70
1 054 439 976,33	1 058 922 025,76	1 069 251 065,84	1 070 365 003,21	1 094 125 352,73	1 122 581 328,24	1 138 449 962,21	1 140 997 907,64	1 175 258 570,89	948 921 740,43	984 124 593,50	11 857 437 526,78
2 123 958 010,55	2 131 612 540,51	2 143 036 457,31	2 150 997 326,31	2 179 901 752,66	2 199 096 791,62	2 212 688 442,93	2 221 465 680,36	2 268 695 995,34	1 829 091 563,56	1 903 601 658,00	23 364 146 219,15

PREVISION 2026	PREVISION 2026	PREVISION 2026	PREVISION 2026
COEF.MULT.1.1	COEF.MULT.1.15	COEF.MULT.1.2	COEF.MULT.1.3
2	6 016 194,82	6 289 658,22	6 563 121,62
	6 016 194,82	6 289 658,22	6 563 121,62
			7 110 048,42
			7 110 048,42
1 599 985,51	1 672 712,12	1 745 438,73	1 890 891,96
185 245,44	193 665,69	202 085,93	218 926,43
99 326,73	103 841,58	108 356,43	117 386,13
251 079,02	262 491,71	273 904,39	296 729,75
1 152 334,35	1 204 713,18	1 257 092,02	1 361 849,69
49 313,70	51 555,23	53 796,76	58 279,83
155 652,72	162 727,85	169 802,97	183 953,22
123 149,78	128 747,50	134 345,72	145 540,65
109 506,29	114 483,84	119 461,40	129 416,52
73 789,28	77 143,34	80 497,40	87 205,51
82 606,12	86 360,94	90 115,77	97 625,42
54 394,55	56 867,03	59 339,51	64 284,47
13 166,24	13 764,71	14 363,17	15 560,11
231 881,27	242 421,33	252 961,39	274 041,51
382 249,04	399 623,99	416 998,95	451 748,86
169 301,21	176 996,72	184 692,23	200 083,25
54 425,67	56 899,56	59 373,46	64 321,25
434 192,45	453 928,47	473 664,49	513 136,53
129 202,75	135 075,60	140 948,45	152 694,16
122 092,60	127 642,27	133 191,93	144 291,26
108 444,42	113 373,71	118 303,01	128 161,59
85 581,80	89 471,88	93 361,96	101 142,12
166 628,99	174 203,03	181 777,08	196 925,17
93 314,66	97 556,24	101 797,81	110 280,96
121 993,21	127 538,35	133 083,50	144 173,79
94 773,79	99 081,69	103 389,58	112 005,38
29 326,81	30 659,85	31 992,89	34 658,96
34 246,45	35 803,11	37 359,77	40 473,08
6 207 204,86	6 489 350,53	6 771 496,21	7 335 787,56
12 223 399,68	12 779 008,75	13 334 617,83	14 445 335,98

A / GOMBE
 Intituff
 numération

EVOLUTION MASSE SALARIALE BRUTE 2023 EN CDF

JANVIER	FEBRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	GRATIFICATION	DECEMBRE	TOTAL
MONTANT EN FC	MONTANT EN FC	MONTANT EN FC	MONTANT EN FC	MONTANT EN FC	MONTANT EN FC	MONTANT EN FC	MONTANT EN FC	MONTANT EN FC	MONTANT EN FC	MONTANT EN FC	MONTANT EN FC	MONTANT EN FC	MONTANT EN FC
1 082 849 520,30	811 854 773,82	641 131 790,96	826 426 831,46	836 931 687,01	890 978 483,66	1 326 951 280,84	1 650 577 872,69	1 564 511 908,54	1 481 319 389,91	1 801 111 679,10	1 527 820 313,08	1 640 967 735,88	16 083 433 267,25
157 299 453,30	120 543 945,81	130 522 309,12	128 606 107,13	134 596 285,18	157 263 214,93	137 159 102,65	131 031 922,61	149 255 876,28	141 489 421,95	149 854 709,25	143 813 946,30	152 263 759,56	1 833 500 054,07
92 332 612,30	93 352 730,98	76 507 683,89	106 044 773,12	100 091 851,02	90 325 824,73	139 996 240,48	95 980 503,48	115 008 148,84	111 245 459,18	108 538 395,18	90 372 392,47	104 210 353,39	1 324 006 973,14
													0,00
523 180 283,26	498 817 380,37	526 572 553,73	630 561 202,38	554 535 531,60	589 220 706,17	245 805 793,44	555 684 510,97	530 693 419,70	565 004 369,97	602 084 762,72	556 666 568,23	612 994 889,61	6 991 821 972,15
17 329 321,32	4 918 439,48	7 548 750,22	10 532 272,61	22 632 079,58	5 116 869,38	493 593 061,29	12 084 896,60	11 429 473,26	11 505 016,59	11 568 347,77	11 118 370,70	6 197 919,16	625 574 817,66
474 873 532,30	481 679 213,62	454 497 879,19	455 314 020,79	381 111 812,92	503 261 871,76	568 958 212,17	472 151 566,77	462 545 51,47	461 799 800,81	492 918 336,12	453 411 117,48	480 888 289,63	6 143 411 237,03
111 672 475,57	225 397 444,35	120 295 365,64	168 489 292,42	120 839 962,17	147 263 236,00	140 032 027,27	155 750 682,48	142 656 198,22	243 572 834,39	145 105 265,12	158 070 661,68	196 217 872,30	2 077 359 316,11
611 180 031,10	753 249 115,80	747 513 539,90	825 025 522,70	676 961 304,82	862 017 550,12	867 715 430,78	693 485 539,74	711 427 119,05	660 491 289,93	852 037 407,40	753 486 411,89	1 160 656 268,85	10 175 216 532,08
608 184 933,10	1 997 728 341,85	1 625 641 315,73	1 684 421 667,78	1 787 568 088,75	1 758 954 440,39	2 025 438 589,71	1 753 508 677,38	1 859 009 782,71	1 964 039 166,28	1 964 039 166,28	1 782 341 993,98	1 671 893 632,32	23 233 641 499,04
106 554 752,20	150 048 499,09	100 919 412,26	288 645 181,36	164 497 709,76	125 851 793,91	130 585 658,45	150 113 198,86	216 388 400,46	194 571 842,80	181 625 674,54	178 795 009,46	215 453 154,71	2 035 367 324,66
252 318 019,43	311 330 822,91	288 645 181,36	303 899 455,13	246 575 480,78	256 466 491,59	304 077 521,52	293 807 524,97	309 686 634,14	303 738 836,06	488 020 822,03	736 277 135,10	430 962 340,65	4 157 481 141,34
791 426 336,96	799 001 930,75	693 484 350,85	734 003 815,14	909 683 228,57	760 183 514,58	778 369 483,41	789 146 932,48	782 679 072,56	723 442 404,16	762 671 822,27	439 318 991,62	825 707 637,16	10 086 077 663,99
451 993 365,58	452 301 471,04	584 626 142,70	446 782 296,27	385 699 917,29	516 866 484,74	549 022 824,64	377 522 510,97	402 126 252,14	410 044 896,72	481 539 188,69	371 813 096,71	378 504 328,35	5 040 169 165,36
594 381 939,58	441 397 662,61	309 354 860,96	345 162 000,04	383 130 442,91	347 019 246,90	330 846 816,77	450 612 220,37	365 677 805,87	350 656 176,79	329 068 472,21	368 067 798,84	355 612 027,50	6 784 226 424,38
644 910 452,81	493 682 851,95	312 796 631,64	387 634 772,06	366 917 544,02	473 532 021,64	477 779 394,81	479 791 693,87	427 716 757,73	457 725 795,17	493 308 600,47	355 045 894,07	389 323 985,24	5 322 730 988,51
503 208 561,95	451 330 440,99	821 770 161,69	485 543 440,59	551 685 180,85	519 791 693,87	267 073 661,36	265 990 087,63	256 194 963,62	295 487 926,26	319 419 945,74	474 002 468,14	302 311 103,99	2 252 053 146,20
378 796 884,78	225 183 540,15	264 436 841,81	366 460 330,82	154 184 331,56	147 799 216,36	159 601 439,50	169 138 405,89	193 621 846,94	163 655 816,12	179 331 398,38	172 751 254,37	179 713 135,74	2 850 848 839,27
166 839 512,23	226 960 572,48	185 759 707,23	216 582 314,24	141 021 642,87	267 742 639,14	247 432 196,88	199 907 134,94	214 036 331,24	243 210 894,81	223 127 113,76	282 303 697,35	357 858 452,92	3 676 278 876,40
189 012 465,93	209 802 426,25	153 785 955,60	231 489 261,08	209 509 166,94	301 912 229,16	250 476 706,12	316 404 161,63	250 082 265,18	266 753 395,68	270 183 179,30	325 120 910,87	607 156 912,49	4 273 664 111,10
333 627 056,42	353 905 428,20	231 489 261,08	251 773 876,42	209 509 166,94	428 298 838,88	333 288 212,21	378 446 290,12	409 447 624,66	292 523 956,41	319 560 082,97	357 858 452,92	357 858 452,92	3 676 278 876,40
317 938 634,01	263 823 463,15	250 813 143,47	332 929 996,01	264 912 921,76	502 909 723,14	620 143 873,77	179 911 141,77	499 091 788,19	564 056 840,69	621 999 781,69	562 623 834,47	607 156 912,49	7 362 382 097,49
637 598 792,01	544 427 015,16	544 055 359,53	468 585 371,03	552 294 223,59	502 909 723,14	620 143 873,77	179 911 141,77	499 091 788,19	564 056 840,69	621 999 781,69	562 623 834,47	607 156 912,49	7 362 382 097,49
224 794 908,49	285 474 187,32	196 462 036,49	217 448 103,72	220 412 913,24	260 977 974,33	306 932 264,56	284 494 939,48	238 848 341,82	314 307 239,08	312 704 995,42	322 353 467,27	357 774 554,48	3 982 912 840,05
304 238 382,48	290 181 891,12	298 661 225,55	282 600 117,20	192 453 581,39	226 999 810,12	259 150 560,59	296 540 344,21	238 848 341,82	314 307 239,08	312 704 995,42	322 353 467,27	357 774 554,48	3 982 912 840,05
303 037 988,67	310 400 769,90	221 064 504,72	328 253 545,42	294 446 675,64	327 647 975,56	308 740 404,46	296 540 344,21	238 848 341,82	314 307 239,08	312 704 995,42	322 353 467,27	357 774 554,48	3 982 912 840,05
766 322 165,40	646 046 839,55	783 688 011,15	774 897 068,67	671 711 974,34	814 021 741,82	707 319 378,1	775 790 078,49	746 096 572,64	695 783 659,58	746 406 078,63	709 922 802,86	799 491 971,21	9 637 093 145,05
809 958 527,96	590 403 493,82	726 028 337,93	912 291 755,09	733 368 385,43	693 350 176,78	789 142 867,89	703 729 972,83	691 218 384,93	740 940 224,28	731 806 104,99	654 277 828,27	829 723 771,17	9 616 228 833,37
271 416 937,41	206 033 520,43	167 016 843,75	223 622 136,37	164 994 279,15	192 258 229,52	185 124 266,34	192 627 404,99	160 738 064,63	192 960 927,36	227 248 716,24	218 381 798,83	229 729 405,31	2 632 152 530,33
244 593 301,93	201 857 901,74	168 419 791,99	168 724 466,68	230 747 152,40	189 542 948,22	271 646 785,46	274 928 053,57	223 138 701,17	221 980 850,91	261 720 519,21	236 909 658,46	254 826 030,15	2 966 761 161,99
93 534 527,84	138 724 875,56	116 148 325,66	93 467 184,10	120 193 460,55	123 807 006,93	132 887 837,48	113 490 076,01	161 431 831,83	145 625 619,34	122 311 799,90	138 519 789,80	140 834 534,84	1 641 246 869,82
													0,00
													0,00
519 469 139,84	407 243 385,47	365 633 460,39	361 807 033,12	362 205 987,59	644 064 323,28	377 028 573,31	372 260 287,93	368 627 945,26	366 376 917,23	439 442 585,42	402 279 942,80	655 820 153,24	5 642 239 734,88
597 062 816,74	12 987 104 376,22	12 121 283 734,19	12 829 350 322,23	12 164 263 854,73	13 531 071 026,22	14 366 675 674,58	13 507 276 211,60	13 273 425 004,82	13 154 992 786,63	14 502 395 225,52	13 406 160 879,19	13 089 769 448,38	174 530 829 260,85

JANVIER	FEBVIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	GRATIFICATION	DECEMBRE	TOTAL
MONTANT EN FC	MONTANT EN FC	MONTANT EN FC	MONTANT EN FC	MONTANT EN FC	MONTANT EN FC	MONTANT EN FC	MONTANT EN FC	MONTANT EN FC	MONTANT EN FC	MONTANT EN FC	MONTANT EN FC	MONTANT EN FC	MONTANT EN FC
30 703 113,74	39 244 181,52	29 514 091,78	49 268 943,87	48 275 002,74	31 734 713,50	38 069 741,76	113 073 749,10	97 286 339,72	96 022 795,90	131 733 496,24	109 134 272,85	121 176 100,38	935 237 049,10
327 988 141,64	92 060 166,21	125 821 334,57	62 447 841,51	83 719 374,03	101 115 914,07	60 592 329,42	80 196 518,47	82 364 449,75	83 503 584,92	192 593 538,51	153 970 799,83	177 487 572,34	1 623 881 375,27
115 444 227,94	111 027 673,77	125 136 477,84	116 231 391,38	138 684 373,31	203 012 003,53	147 916 251,05	145 796 564,30	147 847 954,55	232 068 856,35	257 563 547,56	234 050 336,20	275 307 525,72	2 280 087 253,50
66 719 533,66	73 487 645,00	55 365 770,31	77 463 734,49	61 786 544,40	63 408 921,24	66 411 666,17	88 476 899,00	66 189 664,14	43 867 468,20	113 422 900,42	76 339 602,39	77 492 791,65	894 685 169,50
113 597 991,69	179 706 290,50	188 808 663,01	111 474 813,74	102 624 328,11	151 312 190,66	146 605 969,57	121 453 408,91	114 664 582,71	333 810 961,08	86 819 156,78	90 091 586,41	93 600 563,47	1 614 232 445,98
310 055 036,87	365 649 932,85	385 089 099,66	296 230 080,46	364 766 039,51	357 971 873,12	350 606 242,87	385 972 500,38	392 960 586,07	333 810 961,08	365 549 373,84	347 951 876,31	4 608 622 661,22	
55 972 583,98	198 627 848,48	51 222 458,11	62 604 440,13	60 926 608,43	66 124 193,24	87 474 959,22	79 260 882,25	65 087 928,73	55 389 479,74	71 378 679,74	72 697 785,76	73 854 580,81	1 000 626 408,62
119 926 806,58	212 022 339,09	105 320 448,59	126 685 666,56	145 679 354,15	131 014 713,74	147 695 616,84	211 765 103,11	183 822 372,54	197 941 115,73	222 345 677,06	208 032 260,65	212 009 175,73	2 229 160 650,37
140 307 506,10	1 271 826 097,42	1 066 282 442,87	902 406 912,14	1 006 461 624,68	1 103 694 523,10	1 047 372 692,90	1 225 949 625,52	1 150 244 576,21	1 156 027 162,34	1 400 058 198,58	1 295 971 665,29	1 378 929 986,41	15 156 533 013,56
228 503 064,40	3 108 723 930,63	2 189 837 655,56	2 130 193 822,89	2 615 016 000,92	2 148 012 447,73	2 813 096 031,63	2 377 556 882,78	2 330 439 796,93	2 482 664 961,25	2 523 021 571,52	2 189 373 464,71	2 580 208 813,90	31 716 648 114,85
360 789 687,34	564 586 824,59	443 178 487,18	565 624 539,08	566 276 557,49	650 190 359,21	686 932 217,44	600 183 218,89	544 072 641,66	561 594 241,26	617 522 800,68	519 815 592,36	613 034 598,23	7 293 801 765,43
469 761 529,39	588 224 744,30	395 976 041,64	444 993 044,90	402 719 713,39	611 521 020,41	611 521 020,41	508 130 762,93	575 169 103,01	567 310 888,49	546 682 918,60	526 061 250,51	585 506 951,14	6 671 079 373,49
669 308 500,34	718 961 710,20	812 226 721,26	767 196 596,55	751 394 164,10	810 762 986,86	744 904 312,62	696 380 759,04	702 371 534,03	699 334 162,31	764 705 400,03	712 112 770,33	682 446 329,80	9 522 166 037,00
728 562 781,47	4 950 487 209,72	3 841 218 905,64	3 907 968 031,42	4 335 406 435,90	4 018 026 888,58	4 856 453 582,10	4 182 251 594,54	4 152 055 076,28	4 310 904 263,31	4 451 932 770,83	3 947 423 085,91	4 461 196 693,07	55 203 695 290,77
843 464 816,17	3 192 352 246,87	2 774 300 370,90	2 722 003 417,59	2 997 135 891,52	3 447 322 152,58	3 498 970 466,39	3 072 734 882,82	3 195 953 719,80	2 988 968 651,76	3 397 965 718,09	3 078 978 727,56	3 465 120 841,16	40 675 291 903,21
131 138 508,32	224 251 089,18	137 422 911,54	177 444 980,44	201 424 258,07	206 888 611,41	247 097 181,11	234 089 374,48	220 090 372,81	225 044 209,32	262 128 679,55	238 139 580,71	333 961 024,06	2 859 120 781,00
450 260 378,52	598 923 558,85	547 502 364,10	593 055 002,60	525 984 654,60	621 266 821,06	740 336 311,68	878 061 645,41	612 149 092,07	646 630 595,43	577 228 954,99	610 113 535,44	761 979 407,91	8 162 002 322,66
186 824 207,82	181 784 036,81	177 571 366,05	207 412 425,33	212 898 299,35	290 479 063,92	209 123 751,47	245 546 234,75	215 746 421,59	223 224 145,19	229 657 028,60	222 871 711,92	221 796 379,47	2 821 935 072,27
727 870 520,37	719 101 622,73	760 198 245,69	617 570 425,33	814 608 050,40	697 053 553,61	1 039 884 771,42	986 806 425,90	859 807 156,86	1 091 181 589,92	1 018 712 178,08	931 210 943,12	984 635 215,93	11 248 650 040,36
394 678 423,73	532 944 667,97	493 792 464,56	420 620 340,84	494 257 996,06	514 899 149,03	689 792 620,54	484 525 077,93	565 278 004,92	484 665 712,52	656 409 824,74	521 546 573,19	587 515 292,07	6 841 325 950,10
734 256 854,93	5 449 357 222,41	4 890 787 722,84	4 738 106 592,13	5 246 309 150,00	5 777 909 151,61	6 425 705 102,61	5 897 763 642,29	5 669 024 768,05	5 659 714 904,14	6 142 121 924,05	5 022 860 573,94	6 375 408 160,60	72 608 326 069,60
335 787 869,69	438 671 094,98	385 387 622,76	464 911 189,94	520 111 915,78	454 618 064,39	517 021 503,60	688 881 040,29	613 391 043,06	632 853 084,86	703 310 541,37	606 502 994,55	721 788 177,24	7 081 235 442,51
935 787 869,69	438 671 094,98	385 387 622,76	464 911 189,94	520 111 915,78	454 618 064,39	517 021 503,60	688 881 040,29	613 391 043,06	632 853 084,86	703 310 541,37	606 502 994,55	721 788 177,24	7 081 235 442,51
345 273 662,50	856 466 428,19	891 321 465,93	961 491 862,23	967 545 229,88	1 143 022 298,18	1 076 264 527,27	1 093 652 397,26	1 051 851 152,52	1 029 541 821,64	1 035 563 344,73	1 002 524 835,21	1 127 854 082,45	13 180 374 647,99
453 543 040,72	453 871 983,55	489 805 328,01	506 484 915,09	457 783 753,98	549 298 191,08	520 478 954,69	583 155 312,73	417 313 858,16	420 422 239,37	621 999 349,43	502 617 966,13	637 874 612,99	6 614 649 505,93
268 067 016,60	338 349 399,61	343 738 276,68	339 272 361,88	403 246 308,42	336 391 795,91	347 239 696,37	548 337 252,12	281 206 719,48	417 275 895,30	407 233 274,94	336 797 714,76	333 838 933,59	4 701 014 645,66
664 883 715,82	1 648 687 811,35	1 724 885 070,62	1 807 249 139,20	1 828 575 292,28	2 028 713 285,17	1 943 883 178,33	2 225 145 502,11	1 750 371 730,16	1 867 229 563,31	2 064 795 969,10	1 841 940 516,10	2 099 567 629,03	24 496 038 799,58
778 517 946,29	891 421 568,88	703 615 871,20	717 387 890,51	822 111 453,15	929 509 545,48	963 214 284,66	940 320 920,18	949 932 212,09	849 926 719,67	932 434 326,40	860 839 135,39	1 185 036 606,98	11 524 459 487,08
425 097 938,51	398 519 300,02	356 000 974,05	434 999 004,27	378 156 190,87	394 593 487,94	458 510 919,81	462 925 947,57	442 535 280,57	485 747 016,36	464 918 857,64	430 061 764,97	430 519 125,16	5 531 987 777,74
251 530 921,91	232 317 878,25	246 890 816,65	229 791 048,68	286 637 008,18	303 177 218,11	274 669 091,86	311 164 810,01	297 807 558,50	323 088 629,28	357 855 669,09	282 534 584,71	289 922 631,17	3 678 385 892,40
455 146 812,71	1 522 258 747,15	1 306 507 667,90	1 381 977 943,46	1 486 904 652,20	1 627 080 221,53	1 686 394 296,53	1 714 411 677,76	1 690 275 051,16	1 628 762 365,31	1 755 208 853,13	1 573 430 485,07	1 896 478 363,31	20 734 837 137,22
219 465 910,10	323 135 053,83	171 376 732,99	233 867 045,40	234 666 966,86	243 558 499,04	299 302 532,53	252 898 042,60	393 321 787,97	367 166 360,10	385 268 763,16	376 265 000,44	398 131 354,77	3 900 422 049,79
219 465 910,10	323 135 053,83	171 376 732,99	233 867 045,40	234 666 966,86	243 558 499,04	299 302 532,53	252 898 042,60	393 321 787,97	367 166 360,10	385 268 763,16	376 265 000,44	398 131 354,77	3 900 422 049,79
227 209 133,53	295 713 459,36	297 489 253,32	215 072 602,76	255 325 961,21	231 498 661,11	260 227 046,74	218 597 708,14	214 617 411,37	245 035 914,24	298 172 591,94	251 470 013,73	257 296 699,33	3 268 586 456,78
121 041 602,15	73 608 784,94	51 223 107,24	104 568 617,22	107 945 096,84	110 343 095,71	66 061 230,90	90 864 049,40	222 916 771,77	93 448 540,10	75 446 098,60	91 306 021,17	91 376 505,11	1 300 149 521,15
348 250 735,68	369 322 244,30	348 712 360,56	319 641 219,98	363 271 038,05	341 841 756,82	326 288 277,64	309 461 757,54	437 534 183,14	339 944 454,34	373 618 690,54	342 776 034,90	348 673 204,44	4 568 735 977,93
626 462 190,50	15 973 755 481,16	13 735 158 526,18	13 756 128 045,67	15 021 707 095,75	15 657 442 390,24	17 112 521 166,24	16 495 762 882,65	15 856 216 216,03	15 962 012 550,71	17 285 315 510,76	15 587 166 156,20	17 680 173 566,87	203 749 823 780,96
223 525 007,04	28 960 859 857,38	25 856 442 260,37	26 585 478 367,90	27 185 970 950,48	29 188 513 416,46	31 479 194 740,82	30 003 039 094,25	29 129 641 220,85	29 117 005 337,34	31 787 710 736,28	28 993 329 035,39	32 766 943 017,25	378 280 653 041,81

LAIS DE CONTRÔLE
ADMINISTRATIVE
NÉRATION

EVOLUTION MASSE SALARIALE 2023 EN DOLLARS

2195	2250	2310	2350	2360	2450	2750	2750	2560	2595	2670	2670	2698	TOTAL
JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	GRATIFICATION	DECEMBRE	MONTANT EN \$
MONTANT EN \$	MONTANT EN \$	MONTANT EN \$	MONTANT EN \$	MONTANT EN \$	MONTANT EN \$	MONTANT EN \$	MONTANT EN \$	MONTANT EN \$	MONTANT EN \$	MONTANT EN \$	MONTANT EN \$	MONTANT EN \$	MONTANT EN \$
taux:2195	taux:2250	taux:2310	taux:2350	taux:2360	taux:2450	taux:2750	taux:2750	taux:2560	taux:2595	Taux:2670	Taux:2670	Taux:2698	
493 325,52	360 824,34	277 546,23	351 670,99	354 632,07	363 664,69	482 527,74	600 210,14	611 137,46	570 835,99	674 573,66	572 217,35	608 216,36	6 321 382,54
71 662,62	53 575,09	56 503,16	54 726,00	56 947,58	64 189,07	49 876,04	47 647,97	58 303,08	54 523,86	56 125,36	53 862,90	56 435,79	734 378,52
42 064,97	41 490,10	33 120,21	45 125,44	42 411,80	36 667,69	50 907,72	34 902,00	44 925,06	42 869,16	40 651,08	33 847,34	38 625,04	527 807,61
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238 350,93	221 696,61	227 993,49	268 323,92	234 972,68	240 498,25	89 383,92	202 067,09	207 302,12	217 728,08	225 499,91	208 489,35	227 203,44	2 809 469,80
7 894,91	2 185,97	3 267,86	4 481,82	9 589,86	2 088,52	179 488,39	4 394,51	4 464,64	4 433,53	4 332,71	4 164,18	2 297,23	233 084,13
216 343,29	214 079,65	196 756,23	193 750,65	161 488,06	205 413,01	206 893,90	171 691,48	180 681,86	177 957,54	184 613,62	169 816,90	178 238,80	2 457 721,07
51 787,00	100 176,64	52 075,92	71 635,87	51 203,37	60 107,44	50 920,74	56 636,61	55 725,08	93 862,36	54 346,54	59 202,50	72 727,16	830 467,23
278 441,93	334 777,38	323 598,94	351 074,69	286 848,01	351 843,90	315 532,88	252 176,56	277 901,22	254 524,58	319 122,62	282 185,92	430 191,35	4 058 219,99
732 658,28	887 879,26	703 740,83	716 775,18	757 444,11	717 940,59	736 523,12	637 639,52	726 175,70	661 622,68	735 595,19	667 543,82	619 678,89	9 301 217,17
48 544,31	66 688,22	43 688,06	51 059,24	69 702,42	51 368,08	47 475,88	54 586,62	84 526,72	74 979,52	68 024,60	66 964,42	79 856,62	807 464,69
114 951,26	138 369,25	124 954,62	129 318,92	104 481,14	104 680,20	110 573,64	106 475,46	120 971,34	117 047,72	182 779,33	138 184,27	159 734,00	1 652 921,18
360 558,70	355 111,97	300 209,68	312 342,05	385 459,00	310 278,99	283 043,45	286 962,52	305 734,01	278 783,20	285 644,88	275 759,23	306 044,34	4 045 932,00
205 914,97	201 022,88	233 084,91	190 120,13	163 432,17	210 965,91	199 644,66	137 280,91	157 080,57	158 013,45	180 351,76	164 538,95	176 570,50	2 398 021,76
270 789,04	196 176,74	132 188,25	146 877,45	162 343,41	141 640,51	127 580,66	163 858,99	142 842,89	135 127,83	133 188,03	139 285,84	140 290,71	2 032 160,34
293 808,86	219 414,60	135 409,80	164 990,97	156 520,99	193 278,38	173 737,96	125 775,39	128 542,37	141 837,15	140 850,65	132 982,73	144 300,96	2 151 210,81
229 252,19	200 591,31	355 474,66	206 529,11	233 764,91	212 159,88	225 926,57	148 668,50	167 076,86	176 387,59	184 759,78	177 529,01	210 603,02	2 728 993,36
172 572,61	100 081,57	114 474,82	156 017,17	98 702,27	159 833,67	97 117,70	96 723,67	100 076,16	113 868,18	119 632,94	119 632,94	110 658,68	1 547 809,52
76 008,89	100 871,37	80 415,46	65 610,36	62 626,79	65 143,44	55 524,91	61 504,87	75 633,53	63 066,98	67 165,32	64 700,84	66 609,76	904 882,52
86 110,46	93 245,52	66 574,01	92 162,69	59 754,93	109 282,71	89 982,62	72 693,50	83 607,94	93 722,85	83 568,21	86 811,16	90 863,64	1 108 380,25
151 994,10	157 291,30	100 211,80	107 137,82	88 775,07	123 229,48	91 082,44	113 056,06	97 688,38	102 795,14	101 192,20	105 731,72	132 638,42	1 474 823,94
144 846,76	117 254,87	108 577,12	141 378,72	112 251,24	174 815,86	121 195,71	137 616,83	159 940,48	112 725,99	119 685,42	121 768,13	132 410,05	1 704 467,20
290 477,81	241 967,56	235 521,80	199 398,03	234 022,98	205 269,27	225 506,86	235 795,85	192 613,98	217 362,94	232 958,72	210 720,54	223 186,40	2 944 802,75
106 968,07	126 877,42	85 048,50	92 531,11	93 395,30	90 044,07	111 611,73	65 422,23	79 427,79	84 151,72	80 771,12	81 359,56	78 876,81	1 176 485,43
138 604,27	128 969,73	129 590,57	120 285,37	81 548,13	110 040,74	94 236,57	103 452,71	92 518,88	89 158,19	91 890,10	92 002,64	93 955,17	1 365 923,07
138 058,31	137 955,90	95 968,92	139 682,36	124 765,46	133 733,87	112 269,24	107 832,85	111 578,33	121 120,34	117 117,98	120 731,64	132 607,32	1 593 152,51
349 212,83	287 131,93	339 256,71	329 743,43	284 623,72	332 253,77	257 207,05	282 105,48	291 443,90	268 124,72	278 552,84	265 888,69	296 527,64	3 862 872,72
369 001,61	262 401,55	318 526,12	388 209,26	310 748,04	283 000,07	286 961,04	255 901,81	270 004,84	245 562,10	274 084,68	245 047,88	307 532,90	3 857 045,90
123 652,36	91 570,45	72 501,66	95 158,36	69 912,83	78 472,75	67 317,92	70 046,33	62 788,31	74 358,74	85 111,88	81 790,94	85 148,04	1 057 630,56
111 295,35	89 714,62	72 509,00	79 457,22	97 774,22	77 364,47	98 780,65	99 973,84	87 163,56	85 541,75	98 022,67	88 730,21	94 449,97	1 181 177,53
42 749,22	61 655,50	50 280,66	39 773,27	50 929,43	50 533,47	48 311,94	41 269,12	63 059,31	56 117,77	45 809,66	51 880,07	52 199,61	654 569,03
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
236 660,20	180 997,06	158 282,88	153 960,44	153 477,11	262 883,40	137 101,30	135 367,38	143 995,29	141 185,71	164 585,24	150 666,65	243 076,41	2 262 239,06
6 194 561,65	5 772 046,39	5 247 306,98	5 459 298,01	5 154 349,09	5 522 886,13	5 224 244,54	4 911 736,80	5 184 931,64	5 069 361,38	5 431 608,70	5 021 034,04	5 592 946,42	69 786 314,17

Handwritten signature

JANVIER	FEBVIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	GRATIFICATION	DECEMBRE	TOTAL
DEBITANT EN \$	MONTANT EN \$	MONTANT EN \$	MONTANT EN \$	MONTANT EN \$	MONTANT EN \$	MONTANT EN \$	MONTANT EN \$	MONTANT EN \$	MONTANT EN \$	MONTANT EN \$			MONTANT EN \$
13 987,75	17 441,86	12 776,66	20 965,51	20 455,51	12 952,94	13 843,54	41 117,73	38 002,67	37 003,00	49 338,39	40 874,26	44 913,31	363 673,14
149 425,12	40 915,63	54 468,07	26 573,55	35 474,31	41 271,80	22 033,54	29 162,37	32 181,43	32 178,65	72 132,41	57 666,97	65 784,87	659 268,71
52 594,21	49 345,63	54 171,64	49 460,17	58 764,56	82 862,04	53 787,73	53 016,93	57 753,11	89 429,23	96 465,75	87 639,30	102 041,34	887 351,64
30 396,14	32 661,18	23 967,87	32 963,29	26 180,74	23 881,19	24 876,97	32 173,42	25 855,42	16 904,61	28 342,60	28 591,61	28 722,31	357 517,34
51 753,07	79 869,46	81 735,44	47 436,09	43 484,88	61 760,08	53 311,26	44 164,88	44 790,85	43 708,25	32 516,54	33 742,17	34 771,03	652 964,00
141 255,14	162 511,09	166 705,24	126 095,35	154 561,88	146 110,97	127 493,18	140 336,91	153 500,23	128 636,21	137 059,69	131 706,01	128 966,50	1 844 898,49
25 500,04	88 279,04	22 175,96	26 640,19	28 816,36	26 989,47	31 809,08	28 822,14	25 424,97	21 344,69	26 733,59	27 227,63	27 373,83	404 136,97
54 590,80	94 232,15	45 593,27	53 908,79	61 728,54	53 475,39	53 707,50	77 005,49	71 805,61	76 277,89	85 148,19	77 914,70	78 580,12	883 968,46
519 502,28	565 256,04	461 594,13	384 002,94	426 466,79	451 303,89	380 862,80	445 799,86	449 314,29	445 482,53	527 737,15	485 382,65	511 093,40	6 053 798,75
1015 263,36	1 381 655,08	947 981,67	906 465,46	1 108 057,63	876 739,65	1 022 944,01	864 566,13	910 328,05	956 710,97	944 951,90	819 990,06	956 341,19	12 711 995,25
164 368,88	250 927,48	191 852,16	240 691,29	239 947,69	265 383,82	249 793,53	218 248,44	212 528,38	216 413,97	231 281,95	194 687,49	227 218,16	2 903 343,24
214 014,36	248 099,89	171 418,20	189 341,72	170 643,95	195 535,26	222 371,28	184 774,82	224 675,43	218 616,92	204 750,16	197 026,69	217 015,18	2 658 283,85
304 924,15	319 538,54	351 613,30	326 466,64	318 387,36	326 842,04	270 874,30	253 229,37	274 363,88	269 492,73	286 406,55	266 731,38	252 945,17	3 821 815,68
1 698 570,74	2 200 220,98	1 662 865,33	1 662 965,11	1 837 036,63	1 664 500,77	1 765 983,12	1 320 818,76	1 621 895,73	1 661 234,78	1 667 390,55	1 478 435,61	1 653 519,90	22 099 438,02
1 295 437,27	1 418 823,22	1 200 995,83	1 158 299,33	1 269 972,84	1 407 070,27	1 272 352,90	1 117 358,14	1 248 419,42	1 151 818,36	1 272 646,34	1 153 175,55	1 284 329,44	16 250 698,91
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
59 744,20	99 667,15	59 490,44	75 508,50	85 349,26	84 444,33	89 853,52	85 123,41	85 972,80	86 722,84	98 175,54	89 190,85	131 193,86	1 130 436,09
205 130,01	256 188,25	237 014,01	252 363,83	222 874,85	253 578,29	269 395,02	318 567,87	239 120,74	249 183,27	216 194,37	228 506,94	282 423,80	3 240 541,26
85 113,33	80 792,91	76 870,72	88 260,61	90 211,14	118 562,88	76 045,00	88 198,63	84 275,95	86 020,87	86 013,87	83 472,55	82 207,70	1 126 046,36
331 603,88	319 600,72	329 090,15	262 795,93	345 172,90	284 511,57	378 139,92	358 838,70	335 862,17	420 499,87	381 543,71	348 766,14	364 950,04	4 461 371,71
179 807,94	236 864,30	213 762,97	178 987,38	209 431,35	210 162,92	250 833,68	176 190,94	220 811,72	186 759,06	245 846,38	195 335,72	217 907,82	2 722 712,17
2 156 836,84	2 421 936,54	2 117 224,12	2 016 215,57	2 232 012,35	2 358 330,27	2 336 620,04	2 144 277,69	2 214 462,80	2 181 007,67	2 300 420,20	2 098 449,77	2 267 527,12	28 931 806,51
152 978,53	194 076,04	166 834,47	197 834,55	220 386,40	185 558,39	188 007,82	250 502,20	239 605,88	243 874,02	263 412,11	227 154,49	267 527,12	2 797 752,03
152 978,53	194 076,04	166 834,47	197 834,55	220 386,40	185 558,39	188 007,82	250 502,20	239 605,88	243 874,02	263 412,11	227 154,49	267 527,12	2 797 752,03
429 737,43	380 651,75	385 853,45	409 145,47	409 976,79	466 540,12	391 368,92	397 691,98	410 879,36	396 740,59	387 851,44	375 477,47	418 033,39	5 259 948,15
206 625,53	201 720,88	212 036,94	215 525,50	193 976,17	224 203,34	189 265,07	212 056,48	163 013,23	162 012,42	232 958,56	188 246,43	236 424,99	2 638 065,53
122 126,20	150 377,51	148 813,11	144 371,22	170 867,08	137 302,77	126 268,98	199 395,36	109 846,37	160 799,96	152 521,83	126 141,47	123 735,71	1 872 567,57
758 489,17	732 750,14	746 703,49	769 042,19	774 820,04	828 046,24	706 902,97	809 143,82	683 738,96	719 552,97	773 331,82	689 865,36	778 194,08	9 770 581,25
354 677,88	396 187,36	304 595,62	305 356,55	348 352,31	379 391,65	350 259,74	341 934,88	371 067,27	327 524,75	349 226,34	332 408,29	439 227,80	4 590 210,44
193 666,49	177 119,69	154 112,98	184 935,75	160 235,67	160 976,92	166 731,24	168 336,71	172 865,34	175 625,05	174 126,91	161 072,57	159 569,73	1 538 980,79
548 344,37	573 307,05	458 708,59	490 292,30	508 587,98	540 368,57	516 990,98	510 271,59	543 932,61	503 149,80	523 553,25	483 480,86	598 797,53	8 853 502,03
114 592,68	103 252,39	106 879,14	97 783,42	121 456,36	123 745,80	99 879,67	113 150,84	116 331,08	627 654,09	657 381,59	589 299,81	104 122,55	2 975 529,42
114 592,68	103 252,39	106 879,14	97 783,42	121 456,36	123 745,80	99 879,67	113 150,84	116 331,08	627 654,09	657 381,59	589 299,81	104 122,55	2 975 529,42
99 984,47	144 504,47	74 189,06	99 517,89	99 435,16	99 411,63	108 837,28	91 962,92	153 641,32	141 489,93	144 295,42	140 922,47	147 565,37	1 545 757,39
99 984,47	144 504,47	74 189,06	99 517,89	99 435,16	99 411,63	108 837,28	91 962,92	153 641,32	141 489,93	144 295,42	140 922,47	147 565,37	1 545 757,39
103 512,13	131 428,20	128 783,23	91 520,26	108 188,97	94 489,25	94 628,02	79 490,08	83 834,93	94 757,58	111 675,13	94 183,53	95 365,72	915 875,06
55 144,24	32 715,02	22 174,51	44 497,28	45 739,45	45 038,00	24 022,27	33 041,47	87 076,66	36 011,00	28 236,97	34 197,01	33 868,24	389 449,09
158 656,37	164 143,22	150 997,73	136 017,54	153 928,41	139 527,25	118 650,28	112 531,55	170 911,79	130 768,58	139 932,09	128 380,54	129 233,95	1 833 639,31
6 207 955,44	7 099 446,88	5 945 996,07	5 853 671,51	6 365 130,13	6 390 792,81	6 222 734,97	5 998 459,23	6 193 834,46	6 654 214,37	6 997 254,19	6 327 371,56	6 553 066,56	56 277 981,50
12 402 517,09	12 871 493,27	11 193 265,05	11 312 969,52	11 519 479,22	11 913 678,95	11 446 979,91	10 910 196,03	11 378 766,10	11 723 375,75	12 428 862,89	11 342 403,59	12 146 012,98	152 590 202,34

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
Office Congolais de Contrôle



DEPARTEMENT ADMINISTRATIF
KINSHASA/GOMBE

EVOLUTION DES EFFECTIFS PAR ENTITE

I. Départements Centraux et Provinciales de Janvier à Juin 2025

Tableau 1. Départements Centraux

ENTITE	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin
DA	267	263	265	328	355	370
DAI	28	29	30	30	30	29
DCA	52	53	53	53	53	55
DCE	34	34	34	34	34	34
DENVIRON	63	64	64	65	65	65
DHYDRO	42	42	43	42	42	42
DCI	88	88	89	89	88	88
DCOORD	26	28	28	28	30	31
DCPL	49	51	50	51	51	50
DCT	91	91	90	90	89	89
DPD	84	82	83	82	83	83
DFIN	221	221	217	218	218	220
DSDG	213	213	216	217	215	215
DJUR	36	36	35	35	34	34
DLABO	120	118	118	118	118	119
DLOG	164	166	167	166	166	166
DMARK	54	54	54	54	54	54
DMETRO	42	42	43	43	44	43
DNORM	57	58	58	56	54	55
DSI	52	52	51	52	52	52
	1783	1788	1785	1851	1875	1894

Tableau 2. Entités Provinciales

	ENTITE	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin
DIRKIN	DIRKIN SIEGE	417	422	427	426	427	426
	KIN AERO	199	198	197	200	200	202
	BEACH	90	92	88	91	92	92
	MALUKU	41	41	42	55	55	61
	KIKWIT	60	59	59	62	62	32
DIREQ	MBANDAKA	42	42	42	42	45	45
	BUMBA	63	62	60	60	61	59
	GBADO	32	32	32	32	32	32
	ZONGO	22	22	20	23	23	23
DIOR	KISANGANI	153	77	77	77	88	161
	BUTA	14	158	14	14	14	13
	ISIRO	57	58	58	58	58	59
DIRKOC	MATADI	436	434	427	435	431	436
	LUKALA	110	110	110	110	110	109
	MUANDA	106	106	106	107	108	106
	BOMA	137	136	136	136	141	142
DIRKAT	LUBUMBASHI	617	616	617	617	624	624
	LUANO	48	48	48	48	48	48
	KASUMBALESA	143	143	143	143	143	143
	KALEMIE	46	46	46	45	44	143
	LIKASI	112	112	113	113	116	116
DIREST	BUKAVU	171	171	171	171	172	171
	UVIRA	101	101	101	101	102	101
DIRMA	KINDU	59	59	59	59	59	58
DIRNOKI	GOMA	219	219	221	221	210	208
	BENI	69	115	118		118	118
	BUTEMBO	115	69	71		70	70
DIRIT	BUNIA	153	158	158	158	162	161
DIRCENTRE	ILEBO	43	53	51	53	55	55
	KANANGA	60	61	60	60	58	70
	TSHIKAPA	58	58	59	60	61	63
DIRKOR	MBUJI MAYI	53	55	55	55	61	
	MUENE DITU	24	24	25	25	26	
DIRLUA	KOLWEZI	158	159	160	167	168	168
	DILOLO	09	09	11	11	49	11
	TENKEFURUME	50	50	160	49	11	49
SOUS/T Province		4211	4231	4237	4273	4305	4323
T/G		5994	6016	6025	6124	6179	6217

II. Département Centraux et Provinciales de Juillet à Décembre 2025

Tableau 3. Départements Centraux

ENTITE		Juillet	Aout	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
DA	ACTIF	177	178	179	181		
	FN instance	191	202	183	152		
	D'affectation						
DAI		28	28	29	29		
DCA		56	57	57	59		
DCE		34	34	34	35		
DCENV		65	65	64	64		
DCHYDRO		42	40	40	40		
DCI		88	86	86	87		
DCOORD		30	30	30	30		
DCPL		48	47	47	48		
DCT		88	88	88	88		
DET(DPD)		81	79	79	78		
DF		221	223	219	220		
DSDG		217	221	220	219		
DJUR		33	33	33	34		
DLAB		120	120	120	121		
DLOG		166	166	170	169		
DMARK		51	50	50	51		
DMET		44	43	43	43		
DNORM		55	57	58	57		
DSI		49	48	48	48		
TOTAL		1884	1895	1877	1853		

Tableau 4. Entités Provinciales

ENTITE		AOUT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DECEMBRE
DIRIT	BUNIA		161	162	167	
DIOR	KISANGANI		88	88	90	
	BUTA		13	13	13	
	ISIRO		60	59	59	
DIRCENTRE	KANANGA		72	81	81	
	ILEBO		53	51	53	
	TSHIKAPA		70	71	72	
DIREQ	MBANDAKA		44	42	41	
	BUMBA		60	61	61	
	GBADOLITE		32	32	32	
	ZONGO		31	33	33	
DIREST	BUKAVU		169	169	167	
			99	99	100	
	UVIRA					
DIRKAT	LUBUMBASHI		626	630	629	
	KALEMI		45	44	45	
	KASUMBALESA		146	147	147	
	LIKASI		116	116	117	
	LUANO		47	47	47	
DIRLU	DILOLO		11	11	11	
	TEKEFUNGURUME		49	49	48	
	KOLWEZI		169	172	173	
DIRKIN	SIEGE		430	450	473	
	AERO		207	209	212	
	BEACHES		93	91	97	
	MALUKU		64	64	63	
	KIKWIT		62	64	64	
DIRKOC	MATADI		385	432	430	
	BOMA		194	141	141	
	LUKALA		108	111	111	
	MUANDA		108	108	108	
DIRKOR	MBUJIMAYI		49	63	64	
	MWENEDITU		40	26	26	

DIRMA	KINDU		58	59	60	
DIRNOKI	GOMA		208	205	205	
	BUTEMBO		70	70	70	
	BENI		117	117	117	
	TOTAL :		4354	4387	4426	
	TOTAL GENERAL :		6249	6264	6289	

LE CHEF DE DIV. DU PERSONNEL

Simon KAZENGA KANDA
Sous-Directeur

LE CHEF DE DEP. ADMINISTRATIF

Edouard KAMBU MWAKASA
Directeur

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
Office Congolais de Contrôle



DEPARTEMENT ADMINISTRATIF
KINSHASA/GOMBE

EVOLUTION DES EFFECTIFS PAR ENTITE

I. Départements Centraux et Provinciales de Janvier à Juin 2024

Tableau 1. Départements Centraux

ENTITE	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin
DA	383	484	376	356	340	336
DAI	29	29	30	30	29	29
DCA	42	42	47	48	49	49
DCE	28	28	31	33	33	34
DENVIRON	52	50	58	58	58	58
DHYDRO	38	38	39	39	39	39
DCI	82	82	92	91	91	89
DCOORD	22	22	23	24	24	23
DCPL	34	33	48	47	50	49
DCT	90	95	91	91	91	91
DPD	57	60	68	72	74	78
DFIN	208	205	212	219	224	220
DSDG	178	178	201	211	209	207
DJUR	32	30	36	36	37	37
DLABO	120	122	121	123	122	122
DLOG	170	172	173	174	174	172
DMARK	55	50	54	57	57	57
DMETRO	34	34	38	39	39	39
DNORM	47	48	50	52	53	53
DSI	46	48	49	50	50	48
	1747	1850	1837	1850	1843	1830

Tableau 2. Entités Provinciales

	ENTITE	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin
DIRKIN	DIRKIN SIEGE	362	362	383	390	390	387
	KIN AERO	177	177	199	205	205	204
	BEACH	95	95	93	91	91	93
	MALUKU	38	38	39	39	39	39
	KIKWIT	46	46	61	60	60	60
		718	718	775	785	785	783
DIREQ	MBANDAKA	46	46	46	46	46	45
	BUMBA	73	73	67	66	66	65
	GBADO	29	29	32	32	32	32
	ZONGO	21	21	21	21	21	21
		169	169	166	165	165	163
DIOR	KISANGANI	75	75	79	79	79	79
	BUTA	14	14	15	15	15	15
	ISIRO	61	61	62	61	61	60
	BUNIA	148	148	157	156	155	155
		298	298	313	311	310	309
DIRKOC	MATADI	453	453	450	448	451	447
	LUKALA	115	115	116	115	113	112
	MUANDA	113	113	114	114	114	112
	BOMA	145	145	146	144	143	143
		826	826	826	821	821	814
DIRKAT	LUBUMBASHI	631	631	631	628	627	631
	LUANO	49	49	48	48	48	48
	KASUMBULESA	135	135	138	138	137	137
	KALEMIE	48	48	49	49	49	49
	LIKASI	117	117	116	115	115	114
		980	980	982	978	976	979
DIREST	BUKAVU	174	174	176	175	175	174
	UVIRA	101	101	100	102	102	102
		275	275	276	277	277	276
DIRMA	KINDU	63	63	63	63	63	63
		63	63	63	63	63	63
DIRNOKI	GOMA	222	222	221	221	221	221
	BENI	114	114	112	112	112	112
	BUTEMBO	66	66	66	66	66	64
		402	402	399	399	399	397
DIRIT							
		0	0	0	0	0	0
DIRCENTRE	ILEBO	40	40	62	40	39	39
	KANANGA	101	101	120	119	118	117
	TSHIKAPA						
		141	141	182	159	157	156
DIRKOR	MBUJI MAYI	55	55	55	55	56	55
	MUENE DITU	24	24	24	24	24	24
		79	79	79	79	80	79
DIRIUA	KOLWEZI	219	219	160	160	160	159
	DIILOLO			0	0	0	0
	TENKEFURUME			50	50	50	50
		219	219	219	219	219	218
SOUS/T Province		4170	4170	4280	4256	4252	4237
T/G		5917	6084	6117	6106	6095	6067

II. Département Centraux et Provinciales de Juillet à Décembre 2024

Tableau 3. Départements Centraux Juillet à Décembre

ENTITE		Juillet	Aout	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
DA	ACTIF	163	163	172	171	174	175
	FN instance	156	156	143	119	97	96
	D'affectation						
DAI		28	29	29	28	28	28
DCA		49	49	49	49	50	52
DCE		35	33	35	33	34	34
DCENV		35	61	61	62	63	63
DCHYDRO		40	42	43	42	42	42
DCI		89	89	89	90	90	90
DCOORD		23	24	24	24	24	24
DCPL		53	52	52	52	51	50
DCT		91	93	93	93	94	93
DET(DPD)		81	84	83	83	83	83
DF		221	223	224	228	228	221
DSDG		208	211	207	207	213	214
DJUR		37	37	37	37	37	36
DLAB		121	120	120	122	120	120
DLOG		171	170	169	167	166	167
DMARK		56	56	55	55	55	54
DMET		40	42	42	42	42	41
DREF/ NORM		53	55	55	57	56	57
DSI		48	47	47	51	51	52
TOTAL		1828	1836	1829	1812	1798	1793

Tableau 4. Entités Provinciales Juillet à Décembre

ENTITE		JUILLET	AOUT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DECEMBRE
DIRIT	BUNIA	79	77	153	151	154	153
DIOR	KISANGANI	155	154	77	79	77	77
	BUTA	15	15	15	14	14	14
	ISIRO	60	59	58	58	58	58
DIRCENTRE	KANANGA	118	119	119	119	60	59
	ILEBO	39	41	41	41	41	43
	TSHIKAPA					58	59
DIREQ	MBANDAKA	47	44	44	44	43	42
	BUMBA	85	65	65	64	63	63
	GBADOLITE	32	32	32	32	32	32
	ZONGO	21	21	21	21	22	22
DIREST	BUKAVU	174	174	173	174	174	172
	UVIRA	102	102	102	102	101	101
DIRKAT	LUBUMBASHI	630	620	617	618	620	621
	KALEMI	49	48	48	48	48	46
	KASUMBALESA	137	146	147	147	146	142
	LIKASI	114	114	114	112	112	112
	LUANO	48	48	48	48	47	48
DIRLU	DILOLO	09	09	09	09	09	09
	TEKEFUNGURUME	50	50	50	50	50	50
	KOLWEZI	160	159	159	160	158	159
DIRKIN	SIEGE	387	386	395	396	421	421
	AERO	204	205	206	201	203	201
	BEACHES	91	91	89	87	91	89
	MALUKU	40	39	40	41	42	41
	KIKWIT	60	61	61	61	60	60
DIRKOC	MATADI	448	445	438	438	438	437
	BOMA	142	142	141	138	137	137
	LUKALA	112	111	110	110	110	110
	MUANDA	111	110	109	107	108	107
DIRKOR	MBUJIMAYI	55	55	55	54	53	53
	MWENEDITU	24	24	24	24	24	24
DIRMA	KINDU	64	62	62	61	60	59
DIRNOKI	GOMA	220	218	219	223	225	221
	BUTEMBO	64	64	64	64	69	69
	BENI	112	111	111	116	115	115
TOTAL GENERAL :		6066	6057	6045	6045	6041	6019

LE CHEF DE DIV. DU PERSONNEL


Simon KAZENGA KANDA
 Sous-Directeur

LE CHEF DE DEP. ADMINISTRATIF

Edouard KAMBU MWAKASA
 Directeur

ANNEXE II :

3. Evolution des Ressources et des Charges d'exploitation de l'OCC (2023 - 2025)

✓ Situation premier Trimestre 2023

N° CPTÉ	INTITULES	PREVISIONS Trimestrielles	REALISATIONS					Tx. Exec.
			Mensuelles	Janvier	Février	Mars	ier Trimestre	
	Solde initial	29 750 792,00	29 750 792,00	30 632 118,61	17 741 446,24	17 696 018,16	30 632 118,61	102,96%
	Recettes nettes encaissées (Facturation)	106 376 819,25	35 458 939,75	13 293 375,25	26 501 218,09	28 699 635,73	68 494 229,07	64,39%
	Créances échues	9 031 620,25	3 010 540,08	9 156 374,11	1 237 088,43	680 915,86	11 074 378,40	122,62%
	Autres encaissements	330 487,75	110 162,58	23 204,94	35 290,64	22 052,05	80 547,63	24,37%
	Fonds Propres	145 489 719,25	68 330 434,42	53 105 072,91	45 515 043,40	47 098 621,80	110 281 273,71	75,80%
	TVA	15 232 887,75	5 077 629,25	303 210,48	1 196 112,76	1 715 419,94	3 214 743,18	21,10%
	Emprunt Bancaire	3 750 000,00	1 250 000,00	-	-	-	-	0,00%
	Subvention d'équipement	351 413,75	117 137,92	-	-	-	-	0,00%
	Transferts	-	-	-	-	-	-	0,00%
	Virements	-	-	-	-	3 337 245,56	-	0,00%
	Total encaissements	164 824 020,75	74 775 201,58	53 408 283,39	46 711 156,16	52 151 287,30	113 496 016,89	68,86%
	Dépense d'exploitation (60 à 83)	32 820 986,50	10 940 328,83	5 763 352,46	7 571 374,85	9 961 941,55	23 296 668,86	70,98%
60	- Achats & Variations des stocks	3 014 288,75	1 004 762,92	882 956,76	958 265,87	1 280 101,09	3 121 323,72	103,55%
61	- Transports	980 839,25	326 946,42	165 290,43	285 670,80	282 973,63	733 934,86	74,83%
62	- Services Extérieurs	1 672 110,00	557 370,00	311 919,39	451 409,76	1 312 248,59	2 075 577,74	124,13%
63	- Autres Services Extérieurs (*)	20 450 613,75	6 816 871,25	1 452 685,03	1 895 700,80	2 447 335,88	5 795 721,71	28,34%
64	- Impôts & Taxes	195 837,50	65 279,17	1 351 331,70	1 318 605,03	1 302 729,64	3 972 666,37	2028,55%
65	- Autres Charges	1 398 158,25	466 052,75	405 231,65	759 572,55	991 651,65	2 156 455,85	154,24%
66	- Charges du Personnel	3 261 382,00	1 081 127,33	824 207,62	1 402 642,59	1 812 164,43	4 039 014,64	123,84%
67	- Frais financiers & Charges assimilées	1 046 877,25	348 959,08	274 478,05	218 695,51	250 884,21	744 057,77	71,07%
83	- Charges Hors Activités Ordinaires	800 879,75	266 959,92	95 251,83	280 811,94	281 852,43	657 916,20	82,15%
	Remboursement Emprunt	4 200 000,00	1 400 000,00	1 250 000,00	1 250 000,00	1 250 000,00	3 750 000,00	89,29%
	Dépenses du Personnel	61 453 933,75	20 484 644,58	17 760 775,48	8 342 791,35	18 821 028,61	44 924 595,44	73,10%
	- Prêt à LT	1 275 000,00	425 000,00	-	-	-	-	0,00%
	- Prêt à MT	-	-	-	-	-	-	0,00%
	- Salaire Net 2023	42 989 613,50	14 329 871,17	15 682 082,05	7 452 948,16	17 634 778,91	40 769 809,12	94,84%
	- Décompte Final 2023	6 184 959,50	2 061 653,17	147 300,00	777 754,48	755 042,60	1 680 097,08	27,16%
	- Frais de réparation 2023	2 179 092,00	726 364,00	98 145,12	13 081,68	81 902,69	193 129,49	8,86%
	- Indemnité complémentaire de retr. 2023	1 281 848,00	427 282,67	117 029,50	9 279,62	136 261,99	262 571,11	20,48%
	- Arriérés Salaire	-	-	-	-	-	-	0,00%
	- Arriérés Décompte Final	5 769 307,25	1 923 102,42	1 639 163,48	35 367,00	89 458,17	1 763 988,65	30,58%
	- Arriérés Frais de réparation & Rente	-	-	-	-	-	-	0,00%
	- Arriérés Délégation Syndicale	82 588,25	27 529,42	34 000,55	2 034,75	28 765,00	64 800,30	78,46%
	- Autres Charges à payer	617 822,50	205 940,83	43 054,78	52 325,66	94 819,25	190 199,69	30,79%
	- Prêts scolaires	1 073 702,75	357 900,92	-	-	-	-	0,00%
	Dépenses en faveur des tiers	5 281 277,00	1 760 425,67	244 858,09	244 840,70	461 127,49	950 826,28	18,00%
	- Fournisseurs	2 381 143,25	793 714,42	210 558,76	193 300,95	459 705,99	863 565,70	36,27%
	- Organismes sociaux 2023	1 896 199,25	632 066,42	34 299,33	51 539,75	1 421,50	87 260,58	4,60%
	- Arriérés Organismes sociaux	1 003 934,50	334 644,83	-	-	-	-	0,00%
	Contribution au budget de l'Etat	24 009 697,00	8 003 232,33	7 523 922,63	4 960 211,18	7 113 780,89	19 597 914,70	81,62%
	- Etat (TVA, IPR, IRL, AMR)	24 009 697,00	8 003 232,33	7 523 922,63	4 960 211,18	7 113 780,89	19 597 914,70	81,62%
	- Dividende	-	-	-	-	-	-	0,00%
	Transferts	-	-	1 160 759,94	1 956 344,59	227 073,30	3 344 177,83	0,00%
	Virements	-	-	1 625 707,95	3 976 461,84	-	2 264 924,23	0,00%
	Total Décaissement	142 052 220,00	47 350 740,00	35 666 837,15	29 015 138,00	38 670 807,09	100 015 536,68	70,41%
	Solde Final (31/03/2023)	22 771 800,75	27 424 461,58	17 741 446,24	17 696 018,16	13 480 480,21	13 480 480,21	59,20%

✓ Situation deuxième Trimestre et premier Semestre 2023

N° CPTÉ	INTITULES	Prévisions	PREVISIONS	REALISATIONS				Réalisations	
		Semestrielles	Trimestrielles	Avril	Mai	Juin	2ème Trimestre	Tx. Exec.	1er Semestre
								Tx. Exec.	
	Solde Initial	29 750 792,00	29 750 792,00	13 480 480,21	5 971 329,61	28 200 842,27	13 480 480,21	45,31%	30 632 118,61
	Recettes nettes encaissées (Facturation)	212 753 638,50	106 376 819,25	25 885 636,68	26 808 836,56	33 071 746,22	85 766 219,46	80,62%	154 260 448,53
	Créances échues	18 063 240,50	9 031 620,25	330 114,48	7 525 072,07	326 837,66	8 182 024,21	90,59%	19 256 402,61
	Autres encaissements	660 975,50	330 487,75	16 750,49	49 085,17	16 500,48	82 336,14	24,91%	162 883,77
	Fonds Propres	261 228 646,50	145 489 719,25	39 712 981,86	40 354 323,41	61 615 926,63	107 511 060,02	73,90%	217 792 333,73
	TVA	30 465 775,50	15 232 887,75	950 429,84	1 193 207,46	1 328 034,18	3 471 671,48	22,79%	6 686 414,66
	Emprunt Bancaire	7 500 000,00	3 750 000,00	-	14 500 000,00	-	14 500 000,00	386,67%	14 500 000,00
	Subvention d'équipement	702 827,50	351 413,75	-	-	-	-	0,00%	-
	Transferts	-	-	-	1 149 105,08	8 787 380,18	-	#DIV/0!	-
	Virements	-	-	-	4 635 241,73	42 632 946,17	-	#DIV/0!	-
	Total encaissements	299 897 249,50	164 824 020,75	40 663 411,70	61 821 877,68	114 364 287,16	125 482 731,50	76,13%	225 498 268,18
	Dépenses d'investissement	28 572 651,50	14 286 325,75	934 560,91	848 671,57	642 766,60	2 425 999,08	16,98%	4 312 428,42
	Dépense d'exploitation (60 à 83)	65 641 973,00	32 820 986,50	8 455 569,96	7 888 219,18	10 900 538,20	27 244 327,34	83,01%	50 540 996,20
60	- Achats & Variations des stocks	6 028 577,50	3 014 288,75	1 003 220,52	1 060 551,12	890 145,23	2 953 916,87	98,00%	6 075 240,59
61	- Transports	1 961 678,50	980 839,25	301 613,88	309 584,72	290 840,92	902 039,52	91,97%	1 635 974,38
62	- Services Extérieurs	3 344 220,00	1 672 110,00	586 363,68	623 763,48	3 451 720,36	4 661 847,52	278,80%	6 737 425,26
63	- Autres Services Extérieurs (*)	40 901 227,50	20 450 613,75	1 705 234,06	2 363 369,90	1 963 028,46	6 031 641,42	29,49%	11 827 363,13
64	- Impôts & Taxes	391 675,00	195 837,50	2 632 636,61	1 285 232,21	1 225 599,43	5 143 468,25	266,40%	9 116 134,62
65	- Autres Charges	2 796 316,50	1 398 158,25	807 330,20	459 757,50	643 583,12	1 910 670,82	136,66%	4 067 126,67
66	- Charges du Personnel	6 522 764,00	3 261 382,00	996 850,18	1 318 727,67	1 768 042,42	4 083 620,27	125,21%	8 122 634,91
67	- Frais financiers & Charges assimilées	2 093 754,50	1 046 877,25	309 249,55	270 572,12	430 995,87	1 010 817,54	96,56%	1 754 875,31
83	- Charges Hors Activités Ordinaires	1 601 759,50	800 879,75	113 062,28	196 660,46	236 582,39	546 305,13	68,21%	1 204 221,33
	Remboursement Emprunt	-	4 200 000,00	1 250 000,00	1 250 000,00	2 458 333,33	4 958 333,33	118,06%	8 708 333,33
	Dépenses du Personnel	122 907 867,50	61 453 933,75	9 225 269,08	17 836 480,98	15 603 206,46	42 664 956,52	69,43%	87 589 551,96
	- Prêt à LT	2 550 000,00	1 275 000,00	-	-	-	-	0,00%	-
	- Prêt à MT	-	-	-	-	-	-	0,00%	-
	- Salaire Net 2023	85 979 227,00	42 989 613,50	5 635 895,89	15 556 320,36	14 402 094,37	35 594 310,62	82,80%	76 364 119,74
	- Décompte Final 2023	12 369 919,00	6 184 959,50	3 399 164,34	1 629 519,83	910 535,64	5 939 219,81	96,03%	7 619 316,89
	- Frais de réparation 2023	4 358 184,00	2 179 092,00	23 724,26	103 200,59	59 670,59	186 595,44	8,56%	379 724,93
	- Indemnité complémentaire de retr. 2023	2 563 696,00	1 281 848,00	25 111,21	155 352,12	175 152,59	355 615,92	27,74%	618 187,03
	- Arriérés Salaire	-	-	-	-	-	-	#DIV/0!	-
	- Arriérés Décompte Final	11 538 614,50	5 769 307,25	63 251,06	334 404,96	-	397 656,02	6,89%	2 161 644,67
	- Arriérés Frais de réparation & Rente	-	-	-	-	-	-	#DIV/0!	-
	- Arriérés Délégation Syndicale	165 176,50	82 588,25	15 000,00	2 475,00	582,00	18 057,00	21,86%	82 857,30
	- Autres Charges à payer	1 235 645,00	617 822,50	63 122,32	55 208,12	55 171,27	173 501,71	28,08%	363 701,40
	- Prêts scolaires	2 147 405,50	1 073 702,75	-	-	-	-	0,00%	-
	Dépenses en faveur des tiers	10 562 554,00	5 281 277,00	978 822,24	265 534,15	5 981 960,74	7 126 317,13	136,83%	8 177 143,41
	- Fournisseurs	4 762 286,50	2 381 143,25	976 279,85	244 970,24	5 981 957,38	7 203 207,47	302,51%	8 066 773,17
	- Organismes sociaux 2023	3 792 398,50	1 896 199,25	2 542,39	20 563,91	3,36	23 109,66	1,22%	110 370,24
	- Arriérés Organismes sociaux	2 007 869,00	1 003 934,50	-	-	-	-	0,00%	-
	Contribution au budget de l'Etat	48 019 394,00	24 009 697,00	4 982 226,13	5 532 129,53	7 859 980,78	18 374 336,44	76,53%	37 972 251,14
	- Etat (TVA, IPR, IRL, AMR)	48 019 394,00	24 009 697,00	4 982 226,13	5 532 129,53	7 859 980,78	18 374 336,44	76,53%	37 972 251,14
	- Dividende	-	-	-	-	-	-	#DIV/0!	-
	Transferts	-	-	5 079 021,61	-	10 123 696,44	5 266 232,79	#DIV/0!	8 610 410,62
	Virements	-	-	3 786 612,16	-	48 604 298,75	5 152 723,01	#DIV/0!	7 397 647,24
	Total Décaissement	276 158 552,00	142 052 220,00	34 692 082,09	33 621 035,41	102 174 781,30	113 293 225,64	79,75%	213 308 762,32
	Solde Final (30/06/2023)	23 738 697,50	22 771 800,75	5 971 329,61	28 200 842,27	12 189 505,86	12 189 505,86	53,53%	12 189 505,86

✓ Situation Troisième Trimestre 2023

N° CPTÉ	INTITULES	PREVISIONS	REALISATIONS				
		Trimestrielles	Juillet	Août	Septembre	3ème Trimestre	Tx. Exec.
	Solde initial	29 750 792,00	12 189 505,86	6 396 455,32	11 433 274,28	12 189 505,86	40,97%
	Recettes nettes encaissées (Facturation)	106 376 819,25	24 905 087,15	30 327 445,15	30 151 441,22	85 383 973,52	80,27%
	Créances échues	9 031 620,25	100 500,06	244 033,49	94 865,57	439 399,12	4,87%
	Autres encaissements	330 487,75	17 675,33	46 960,41	96 331,60	160 967,34	48,71%
	Fonds Propres	145 489 719,25	37 212 768,40	37 014 894,37	41 775 912,67	98 173 845,84	67,48%
	TVA	15 232 887,75	2 379 875,19	1 481 742,26	1 163 958,17	5 025 575,62	32,99%
	Emprunt Bancaire	3 750 000,00	-	15 000 000,00	-	15 000 000,00	400,00%
	Subvention d'équipement	351 413,75	-	-	-	-	0,00%
	Transferts	-	-	989 607,69	4 577 370,30	175 261,07	#DIV/o!
	Virements	-	-	5 049 611,50	-	-	#DIV/o!
	Total encaissements	164 824 020,75	39 592 643,59	59 535 855,82	47 517 241,14	118 374 682,53	71,82%
	Dépenses d'investissement	14 286 325,75	457 255,50	1 860 993,70	593 201,90	2 911 451,10	20,38%
	Dépense d'exploitation (60 à 83)	32 820 986,50	7 824 006,72	9 271 020,86	7 541 934,09	24 636 961,67	75,06%
60	- Achats & Variations des stocks	3 014 288,75	944 805,29	1 124 852,04	893 207,99	2 962 865,32	98,29%
61	- Transports	980 839,25	244 303,88	380 084,03	310 531,39	934 919,30	95,32%
62	- Services Extérieurs	1 672 110,00	1 203 113,71	805 100,96	542 512,39	2 550 727,06	152,55%
63	- Autres Services Extérieurs (*)	20 450 613,75	1 949 433,72	2 970 923,53	1 878 824,56	6 799 181,81	33,25%
64	- Impôts & Taxes	195 837,50	1 149 278,69	1 196 907,85	1 342 413,65	3 688 600,19	1883,50%
65	- Autres Charges	1 398 158,25	612 848,04	369 798,34	616 269,57	1 598 915,95	114,36%
66	- Charges du Personnel	3 261 382,00	997 410,37	1 051 516,96	1 268 683,12	3 317 610,45	101,72%
67	- Frais financiers & Charges assimilées	1 046 877,25	506 909,34	1 156 557,49	522 983,25	2 186 450,08	208,85%
83	- Charges Hors Activités Ordinaires	800 879,75	215 903,68	215 279,66	166 508,17	597 691,51	74,63%
	Remboursement Emprunt	4 200 000,00	2 458 333,33	7 608 333,33	1 358 333,33	11 424 999,99	272,02%
	Dépenses du Personnel	61 453 933,75	5 713 685,59	22 289 359,24	13 075 356,05	41 078 400,88	66,84%
	- Prêt à LT	1 275 000,00	-	-	-	-	0,00%
	- Prêt à MT	-	-	-	-	-	#DIV/o!
	- Salaire Net 2023	42 989 613,50	4 247 404,86	19 278 828,32	9 303 568,91	32 829 802,09	76,37%
	- Décompte Final 2023	6 184 959,50	1 373 457,55	575 312,94	3 086 134,22	5 034 904,71	81,41%
	- Frais de réparation 2023	2 179 092,00	19 916,28	49 352,63	47 968,72	117 237,63	5,38%
	- Indemnité complémentaire de retr. 2023	1 281 848,00	33 965,97	190 561,98	157 565,33	382 093,28	29,81%
	- Arriérés Salaire	-	-	-	-	-	#DIV/o!
	- Arriérés Décompte Final	5 769 307,25	-	-	-	-	0,00%
	- Arriérés Frais de réparation & Rente	-	-	-	-	-	#DIV/o!
	- Arriérés Délégation Syndicale	82 588,25	100,00	250,90	2 640,34	2 991,24	3,62%
	- Autres Charges à payer	617 822,50	36 340,93	105 167,52	54 010,86	195 519,31	31,65%
	- Prêts scolaires	1 073 702,75	2 500,00	2 089 884,95	423 467,67	2 515 852,62	234,32%
	Dépenses en faveur des tiers	5 281 277,00	277 334,06	370 821,19	3 676 529,73	4 324 684,98	81,89%
	- Fournisseurs	2 381 143,25	266 152,83	337 957,10	515 690,58	1 119 800,51	47,03%
	- Organismes sociaux 2023	1 896 199,25	11 181,23	32 864,09	3 160 839,15	3 204 884,47	169,02%
	- Arriérés Organismes sociaux	1 003 934,50	-	-	-	-	0,00%
	Contribution au budget de l'Etat	24 009 697,00	5 883 598,10	6 702 053,22	6 430 744,08	19 016 395,40	79,20%
	- Etat (TVA, IPR, IRL, AMR)	24 009 697,00	5 883 598,10	6 702 053,22	6 430 744,08	19 016 395,40	79,20%
	- Dividende	-	-	-	-	-	#DIV/o!
	Transferts	-	5 391 716,92	-	-	-	#DIV/o!
	Virements	-	5 190 258,05	-	4 130 574,06	4 271 220,61	#DIV/o!
	Total Décaissement	142 052 220,00	33 196 188,27	48 102 581,54	36 806 673,24	107 664 114,63	75,79%
	Solde Final (30/09/2023)	22 771 800,75	6 396 455,32	11 433 274,28	10 710 567,90	10 710 567,90	47,03%

✓ Situation Quatrième Trimestre et Situation Annuelles 2023

N° COTE	INTITULES	Prévisions	PREVISIONS	REALISATIONS					Situation Annuelle	
		Annuelles	Trimestrielles	Octobre	Novembre	Décembre	4ème Trimestre	Tx. Exec.	Réalisations	Tx. Exec.
	Solde Initial	29 750 792,00	29 750 792,00	10 710 567,90	11 044 363,90	13 373 678,54	10 710 567,90	36,00%	30 632 118,61	102,96%
	Recettes nettes encaissées (Facturation)	425 507 277,00	106 376 819,25	30 274 617,58	27 615 795,45	28 002 262,08	85 892 675,11	80,74%	325 537 097,16	76,51%
	Créances échues	36 126 481,00	9 031 620,25	296 472,95	6 294 119,66	451 829,04	7 042 421,65	77,98%	26 738 223,38	74,01%
	Autres encaissements	1 321 951,00	330 487,75	18 480,28	19 503,87	343 305,58	381 289,73	115,37%	705 140,84	53,34%
	Fonds Propres	492 706 502,00	145 489 719,25	41 300 138,71	44 973 782,88	42 171 075,24	104 026 954,39	96,76%	383 612 579,99	77,86%
	TVA	60 931 551,00	15 232 887,75	1 151 508,68	856 770,56	889 646,93	2 897 926,17	19,02%	14 609 916,45	23,98%
	Emprunt Bancaire	15 000 000,00	3 750 000,00	-	-	15 861 516,00	15 861 516,00	422,97%	45 361 516,00	302,41%
	Subvention d'équipement	1 405 655,00	351 413,75	-	-	-	0,00	0,00%	-	0,00%
	Transferts	-	-	-	-	652 674,24	0,00	#DIV/0!	-	#DIV/0!
	Virements	-	-	2 276 990,30	399 841,42	-	0,00	#DIV/0!	-	#DIV/0!
	Total encaissements	570 043 707,00	164 824 020,75	44 728 637,69	46 330 394,86	59 574 912,41	122 786 396,56	74,50%	443 584 012,44	77,82%
	Dépenses d'investissement	57 145 303,00	14 286 325,75	753 896,96	561 033,26	872 044,27	2 186 974,49	15,31%	9 410 854,01	16,47%
	Dépense d'exploitation (60 à 83)	131 283 946,00	32 820 986,50	6 808 894,11	7 209 414,89	8 763 116,75	22 781 425,75	69,41%	97 959 383,62	74,62%
60-	Achats & Variations des stocks	12 057 155,00	3 014 288,75	1 056 110,02	986 101,48	1 098 304,58	3 140 516,08	104,19%	12 178 621,99	101,01%
61-	Transports	3 923 357,00	980 839,25	348 351,38	302 485,54	238 895,14	889 732,06	90,71%	3 460 625,74	88,21%
62-	Services Extérieurs	6 688 440,00	1 672 110,00	475 768,07	615 647,39	551 801,04	1 643 216,50	98,27%	10 931 368,82	163,44%
63-	Autres Services Extérieurs (*)	81 802 455,00	20 450 613,75	2 788 490,04	2 566 920,78	2 693 563,83	8 048 974,65	39,36%	26 675 519,59	32,61%
64-	Impôts & Taxes	783 350,00	195 837,50	15 222,95	164 718,92	6 766,83	186 708,70	95,34%	12 991 443,51	1658,45%
65-	Autres Charges	5 592 633,00	1 398 158,25	517 663,67	457 595,74	851 530,08	1 806 789,49	129,23%	7 472 832,11	133,62%
66-	Charges du Personnel	13 045 528,00	3 261 382,00	876 894,09	1 236 217,28	2 553 991,08	4 667 102,45	143,10%	16 107 347,81	123,47%
67-	Frais financiers & Charges assimilées	4 187 509,00	1 046 877,25	575 726,64	646 960,96	563 559,28	1 786 246,88	170,63%	5 727 572,27	136,78%
83-	Charges Hors Activités Ordinaires	3 203 519,00	800 879,75	154 667,25	232 766,80	224 704,89	612 158,94	76,43%	2 414 051,78	75,36%
	Remboursement Emprunt	16 800 000,00	4 200 000,00	2 458 333,33	2 458 333,33	1 208 333,33	6 124 999,99	145,83%	26 258 333,31	156,30%
	Dépenses du Personnel	245 815 735,00	61 453 933,75	12 873 233,15	13 790 297,15	17 755 885,49	44 419 415,79	72,28%	173 087 368,63	70,41%
	- Prêt à LT	5 100 000,00	1 275 000,00	-	-	-	0,00	0,00%	-	0,00%
	- Prêt à MT	-	-	-	-	-	0,00	#DIV/0!	-	#DIV/0!
	- Salaire Net 2023	171 958 454,00	42 989 613,50	10 595 613,06	11 790 241,17	16 316 434,00	38 702 288,23	90,03%	147 896 210,06	86,01%
	- Décompte Final 2023	24 739 838,00	6 184 959,50	1 427 159,76	1 680 340,05	1 261 116,75	4 368 616,56	70,63%	17 022 838,16	68,81%
	- Frais de réparation 2023	8 716 368,00	2 179 092,00	411 110,19	25 152,96	14 609,02	80 872,17	3,71%	577 834,73	6,63%
	- Indemnité complémentaire de retr. 2023	5 127 392,00	1 281 848,00	156 196,08	149 397,92	79 852,31	385 446,31	30,07%	1 385 726,62	27,03%
	- Arriérés Salaire	0,00	-	-	-	-	0,00	#DIV/0!	-	#DIV/0!
	- Arriérés Décompte Final	23 077 229,00	5 769 307,25	603 822,36	64 638,78	52 153,26	720 614,40	12,49%	2 882 259,07	12,49%
	- Arriérés Frais de réparation & Rente	0,00	-	-	-	-	0,00	#DIV/0!	-	#DIV/0!
	- Arriérés Délégation Syndicale	330 353,00	82 588,25	-	6 188,63	2 500,00	8 688,63	10,52%	94 537,17	28,62%
	- Autres Charges à payer	2 471 290,00	617 822,50	25 802,29	74 337,64	29 220,15	129 360,08	20,94%	688 580,79	27,86%
	- Prêts scolaires	4 294 811,00	1 073 702,75	23 529,41	-	-	23 529,41	2,19%	2 539 382,03	59,13%
	Dépenses en faveur des tiers	21 125 108,00	5 281 277,00	262 870,93	2 723 166,71	242 952,16	3 228 980,80	44,68%	15 730 818,19	74,47%
	- Fournisseurs	9 524 573,00	2 381 143,25	250 105,15	156 265,84	232 225,38	638 596,37	26,82%	9 825 170,05	103,16%
	- Organismes sociaux 2023	7 584 797,00	1 896 199,25	12 765,78	2 566 900,87	10 726,78	2 590 393,43	136,61%	5 905 648,14	77,86%
	- Arriérés Organismes sociaux	4 015 738,00	1 003 934,50	-	-	-	0,00	0,00%	-	0,00%
	Contribution au budget de l'Etat	96 038 788,00	24 009 697,00	5 696 361,40	2 895 729,02	8 141 281,53	16 733 371,95	91,07%	73 722 018,49	76,76%
	- Etat (TVA, IPR, IRL, AMR)	96 038 788,00	24 009 697,00	5 696 361,40	2 895 729,02	8 141 281,53	16 733 371,95	69,69%	73 722 018,49	76,76%
	- Dividende	-	-	-	-	-	0,00	#DIV/0!	-	#DIV/0!
	Transferts	-	-	4 830 683,91	3 218 741,96	-	7 396 751,63	#DIV/0!	15 831 901,18	#DIV/0!
	Virements	-	-	-	-	6 362 801,00	3 685 969,28	#DIV/0!	15 354 837,13	#DIV/0!
	Total Décaissement	568 208 880,00	142 052 220,00	33 684 273,79	32 856 716,32	43 346 414,53	106 557 848,68	75,01%	427 355 544,56	75,21%
	Solde Final (31/12/2023)	1 834 828,00	22 771 800,75	11 044 363,90	13 373 678,54	16 228 497,88	16 228 497,88	71,27%	16 228 497,88	88,47%

3.1. Ressource et Charges d'Exploitation de l'OCC en 2024 en USD

✓ Situation premier Trimestre 2024

N° CPTÉ	INTITULES	PREVISIONS Trimestrielles	REALISATIONS				
			Janvier	Février	Mars	1er Trimestre	Tx. Exec.
	Solde initial	22 911 605,00	24 725 696,43	19 095 228,00	11 439 702,37	24 725 696,43	107,92%
	Recettes nettes encaissées (Facturation)	102 934 407,00	20 665 974,23	26 259 041,41	28 861 159,62	75 786 175,26	73,63%
	Créances échues	5 057 227,75	6 365 572,20	977 146,76	1 184 778,40	8 527 497,36	168,62%
	Autres encaissements	578 131,50	39 328,19	7 217,29	16 157,41	62 702,89	10,85%
	Fonds Propres	131 481 371,25	51 796 571,05	46 338 633,46	41 501 797,80	109 102 071,94	82,98%
	TVA	14 808 311,75	730 536,26	1 129 129,00	973 277,83	2 832 943,09	19,13%
	Emprunt Bancaire	3 750 000,00	-	7 513 422,79	-	7 513 422,79	200,36%
	Subvention d'équipement	307 016,75	-	-	-	-	0,00%
	Transferts	-	-	-	1 675 192,41	1 675 192,41	0,00%
	Virements	-	-	2 584 848,74	-	2 584 848,74	0,00%
	Total encaissements	150 346 699,75	52 527 107,31	57 566 033,99	44 150 268,04	123 708 478,97	82,28%
	Dépenses d'investissement	8 368 857,50	2 322 738,70	3 487 751,01	2 237 337,33	8 047 827,04	96,16%
	Dépense d'exploitation (60 à 83)	32 257 492,75	5 650 024,34	10 393 770,32	7 891 019,70	23 934 814,35	74,20%
60	- Achats & Variations des stocks	3 354 099,00	693 515,26	959 577,72	1 128 890,61	2 781 983,59	82,94%
61	- Transports	1 102 727,00	301 334,57	325 051,85	378 517,81	1 004 904,23	91,13%
62	- Services Extérieurs	2 154 274,00	603 430,45	490 248,63	711 595,61	1 805 274,69	83,80%
63	- Autres Services Extérieurs (*)	18 184 026,50	1 928 758,27	4 498 517,36	2 399 505,35	8 826 780,98	48,54%
64	- Impôts & Taxes	409 844,25	13 063,19	21 772,36	23 041,70	57 877,25	14,12%
65	- Autres Charges	1 426 711,50	524 626,56	577 923,66	735 842,13	1 838 392,35	128,86%
66	- Charges du Personnel	3 646 485,25	974 230,96	2 404 421,48	1 462 665,82	4 841 318,26	132,77%
67	- Frais financiers & Charges assimilées	1 180 144,25	460 713,49	870 611,17	705 311,54	2 036 636,20	172,58%
83	- Charges Hors Activités Ordinaires	799 181,00	150 351,59	245 646,09	345 649,13	741 646,81	92,80%
	Remboursement Emprunt	5 260 416,75	-	2 500 000,00	494 000,00	2 994 000,00	56,92%
	Dépenses du Personnel	61 553 864,00	14 277 160,82	15 708 800,20	16 109 627,89	46 095 588,91	74,89%
	- Prêt à LT	-	-	-	-	-	#DIV/0!
	- Prêt à MT	-	-	-	-	-	0,00%
	- Salaire Net 2024	42 889 351,50	-	14 182 553,67	14 608 184,43	28 790 838,10	67,13%
	- Décompte Final 2024	3 442 004,75	2 477 539,84	1 226 439,66	1 293 260,04	4 997 239,54	145,18%
	- Frais de réparation 2024	2 048 667,00	3 075,90	5 413,44	11 243,49	19 732,83	0,96%
	- Indemnité complémentaire de retr. 2024	2 209 804,50	124 494,63	135 374,80	154 558,12	414 427,55	18,75%
	- Arriérés Salaire	2 651 780,00	11 068 415,47	-	-	11 068 415,47	0,00%
	- Arriérés Décompte Final	6 138 774,50	548 759,94	102 347,19	-	651 107,13	10,61%
	- Arriérés Frais de réparation & Rente	439 767,00	18 525,91	4 569,16	-	23 095,07	0,00%
	- Arriérés Délégation Syndicale	62 729,25	-	185,00	-	185,00	0,29%
	- Autres Charges à payer	311 145,25	36 349,13	51 917,28	42 281,81	130 548,22	41,96%
	- Prêts scolaires	1 359 840,25	-	-	-	-	0,00%
	Dépenses en faveur des tiers	4 078 652,00	271 174,06	370 233,05	235 876,66	877 283,77	21,51%
	- Fournisseurs	1 556 877,00	269 686,74	369 425,51	235 546,70	874 658,95	56,18%
	- Organismes sociaux 2024	1 840 918,50	1 487,32	807,54	329,96	2 624,82	0,14%
	- Arriérés Organismes sociaux	680 856,50	-	-	-	-	0,00%
	Contribution au budget de l'Etat	21 383 628,25	6 612 162,43	10 159 268,49	6 560 088,22	23 331 519,14	109,11%
	- Etat (TVA, IPR, IRL, AMR)	21 383 628,25	6 612 162,43	10 159 268,49	6 560 088,22	23 331 519,14	109,11%
	- Dividende	-	-	-	-	-	0,00%
	Transferts	-	1 280 465,63	3 506 508,55	-	4 786 974,18	0,00%
	Virements	-	3 018 153,34	-	8 797 366,71	11 815 520,05	0,00%
	Total Décaissement	132 902 911,25	33 431 879,32	46 126 331,62	42 325 316,51	121 883 527,44	91,71%
	Solde Final (31/03/2024)	17 443 788,50	19 095 228,00	11 439 702,37	1 824 951,53	1 824 951,53	10,46%

✓ Situation deuxième Trimestre et premier Semestre 2024

N° C/PTE	INTITULES	Prévisions	PREVISIONS	REALISATIONS					Réalizations	
		Semestrielles	Trimestrielles	Avril	Mai	Juin	2ème Trimestre	Tx. Exec.	1er Semestre	Tx. Exec.
	Solde initial	22 911 605,00	22 911 605,00	1 824 951,53	2 153 665,31	9 439 476,18	1 824 951,53	7,97%	24 725 696,43	107,92%
	Recettes nettes encaissées (Facturation)	205 868 814,00	102 934 407,00	25 647 220,28	28 170 650,41	27 210 372,03	81 028 242,72	78,72%	156 814 417,98	76,17%
	Créances échues	10 114 455,50	5 057 227,75	893 914,23	304 599,84	319 013,03	1 517 527,10	30,01%	10 045 024,46	99,31%
	Autres encaissements	1 156 263,00	578 131,50	6 540,69	3 461,73	261 407,26	271 409,68	46,95%	334 112,57	28,90%
	Fonds Propres	240 051 137,50	131 481 371,25	28 372 626,73	30 632 377,29	37 230 268,50	84 642 131,03	64,38%	193 744 202,97	80,71%
	TVA	29 616 623,50	14 808 311,75	963 175,78	1 299 255,70	5 622 677,69	7 885 109,17	53,25%	10 718 052,26	36,19%
	Emprunt Bancaire	7 500 000,00	3 750 000,00	-	-	-	-	0,00%	7 513 422,79	100,18%
	Subvention d'équipement	614 033,50	307 016,75	-	-	-	-	0,00%	-	0,00%
	Transferts	-	-	-	-	1 488 913,16	-	#DIV/0!	-	#DIV/0!
	Virements	-	-	5 813 594,46	6 407 497,08	-	-	#DIV/0!	-	#DIV/0!
	Total encaissements	277 781 794,50	150 346 699,75	35 149 396,97	38 339 130,07	44 341 859,35	92 527 240,20	61,54%	210 150 726,49	75,65%
	Dépenses d'investissement	16 737 715,00	8 368 857,50	391 296,17	333 514,79	458 016,67	1 181 827,63	14,13%	9 230 654,67	55,15%
	Dépense d'exploitation (60 à 83)	64 514 985,50	32 257 492,75	7 385 541,79	6 731 419,72	5 464 940,02	19 581 901,53	60,70%	43 516 715,89	67,45%
60	- Achats & Variations des stocks	6 708 198,00	3 354 099,00	704 107,97	897 382,74	676 632,00	2 278 122,71	67,92%	5 060 106,30	75,43%
61	- Transports	2 205 454,00	1 102 727,00	186 437,82	323 147,67	242 518,42	752 103,91	68,20%	1 757 008,14	79,67%
62	- Services Extérieurs	4 308 548,00	2 154 274,00	612 564,71	620 548,28	563 399,69	1 796 512,68	83,39%	3 601 787,37	83,60%
63	- Autres Services Extérieurs (*)	36 368 053,00	18 184 026,50	2 362 001,53	1 953 043,82	1 558 623,32	5 873 668,67	32,30%	14 700 449,65	40,42%
64	- Impôts & Taxes	819 688,50	409 844,25	5 816,92	91 991,11	78 376,36	176 184,39	42,99%	234 061,64	28,55%
65	- Autres Charges	2 853 423,00	1 426 711,50	706 491,58	631 148,58	486 931,39	1 824 571,35	127,89%	3 662 963,70	128,37%
66	- Charges du Personnel	7 292 970,50	3 646 485,25	1 706 655,50	1 327 011,33	1 330 350,00	4 364 016,83	119,68%	9 205 335,09	126,22%
67	- Frais financiers & Charges assimilées	2 360 288,50	1 180 144,25	914 024,90	707 613,59	371 021,20	1 992 659,69	168,85%	4 029 295,89	170,77%
83	- Charges Hors Activités Ordinaires	1 598 362,00	799 181,00	187 441,06	179 532,60	157 087,64	524 061,30	65,57%	1 265 708,11	79,19%
	Remboursement Emprunt	-	5 260 416,75	1 743 027,78	2 952 333,34	484 416,67	5 179 777,79	98,47%	8 173 777,79	#DIV/0!
	Dépenses du Personnel	123 107 728,00	61 553 864,00	12 492 807,08	12 718 187,76	11 861 093,72	37 072 088,56	60,23%	83 167 677,47	67,56%
	- Prêt à LT	-	-	-	-	-	-	#DIV/0!	-	#DIV/0!
	- Prêt à MT	-	-	-	-	-	-	#DIV/0!	-	#DIV/0!
	- Salaire Net 2024	85 778 703,00	42 889 351,50	12 214 984,92	12 356 261,61	11 506 930,52	36 078 177,05	84,12%	64 869 015,15	75,62%
	- Décompte Final 2024	6 884 009,50	3 442 004,75	21 436,23	141 021,41	180 477,69	342 935,33	9,96%	5 340 174,87	77,57%
	- Frais de réparation 2024	4 097 334,00	2 048 667,00	12 131,03	18 166,19	19 257,25	49 554,47	2,42%	69 287,30	1,69%
	- Indemnité complémentaire de retr. 2024	4 419 609,00	2 209 804,50	173 913,65	154 516,63	126 420,62	454 850,90	20,58%	869 278,45	19,67%
	- Arriérés Salaire	5 303 560,00	2 651 780,00	-	-	-	-	0,00%	11 068 415,47	208,70%
	- Arriérés Décompte Final	12 277 549,00	6 138 774,50	-	-	-	-	0,00%	651 107,13	5,30%
	- Arriérés Frais de réparation & Rente	879 534,00	439 767,00	-	-	-	-	0,00%	23 095,07	2,63%
	- Arriérés Délégation Syndicale	125 458,50	62 729,25	150,00	4 875,00	146,57	5 171,57	8,24%	5 356,57	4,27%
	- Autres Charges à payer	622 290,50	311 145,25	70 191,25	43 346,92	27 861,07	141 399,24	45,44%	271 947,46	43,70%
	- Prêts scolaires	2 719 680,50	1 359 840,25	-	-	-	-	0,00%	-	0,00%
	Dépenses en faveur des tiers	8 157 304,00	4 078 652,00	158 172,94	234 054,55	722 790,03	1 115 017,52	27,34%	1 992 301,29	24,42%
	- Fournisseurs	3 113 754,00	1 556 877,00	107 140,96	234 054,55	146 352,88	487 548,39	31,32%	1 362 207,34	43,75%
	- Organismes sociaux 2024	3 681 837,00	1 840 918,50	51 051,98	-	576 437,15	627 469,13	34,08%	630 093,95	17,11%
	- Arriérés Organismes sociaux	1 361 713,00	680 856,50	-	-	-	-	0,00%	-	0,00%
	Contribution au budget de l'Etat	42 767 256,50	21 383 628,25	7 114 601,02	5 867 501,46	6 093 138,45	19 075 240,93	89,20%	42 406 760,07	99,16%
	- Etat (TVA, IPR, IRL, AMR)	42 767 256,50	21 383 628,25	7 114 601,02	5 867 501,46	6 093 138,45	19 075 240,93	89,20%	42 406 760,07	99,16%
	- Dividende	-	-	-	-	-	-	#DIV/0!	-	#DIV/0!
	Transferts	-	-	3 710 284,88	62 642,27	-	2 284 013,99	#DIV/0!	5 395 795,76	#DIV/0!
	Virements	-	-	-	-	15 617 847,15	3 396 755,61	#DIV/0!	12 627 426,92	#DIV/0!
	Total Décaissement	255 739 101,00	132 902 911,25	32 995 731,66	28 899 652,89	40 702 242,71	88 887 623,56	66,88%	206 511 109,86	80,75%
	Solde Final (30/06/2024)	22 042 693,50	17 443 788,50	2 153 665,31	9 439 476,18	3 639 616,64	3 639 616,64	20,86%	3 639 616,64	16,51%

✓ Situation Troisième Trimestre 2024

N° CPTÉ	INTITULES	PREVISIONS	REALISATIONS				
		Trimestrielles	Juillet	Août	Septembre	3ème Trimestre	Tx. Exec.
	Solde initial	22 911 605,00	3 639 616,64	1 501 391,23	8 031 797,55	3 639 616,64	15,89%
	Recettes nettes encaissées (Facturation)	102 934 407,00	29 233 299,45	30 235 634,14	27 691 628,97	87 160 562,56	84,68%
	Créances échues	5 057 227,75	212 257,14	111 606,12	190 558,53	514 421,79	10,17%
	Autres encaissements	578 131,50	133 365,24	13 314,07	6 276,35	152 955,66	26,46%
	Fonds Propres	131 481 371,25	33 218 538,47	31 861 945,56	35 920 261,40	91 467 556,65	69,57%
	TVA	14 808 311,75	1 044 691,79	889 370,61	889 615,45	2 823 677,85	19,07%
	Emprunt Bancaire	3 750 000,00	-	-	-	-	0,00%
	Subvention d'équipement	307 016,75	-	-	-	-	0,00%
	Transferts	-	-	1 128 999,59	-	-	#DIV/o!
	Virements	-	-	7 674 514,39	-	1 212 317,52	#DIV/o!
	Total encaissements	150 346 699,75	34 263 230,26	41 554 830,15	36 809 876,85	95 503 552,02	63,52%
	Dépenses d'investissement	8 368 857,50	805 638,82	2 554 896,90	358 314,79	3 718 850,51	44,44%
	Dépense d'exploitation (60 à 83)	32 257 492,75	5 850 427,13	8 488 188,86	6 545 229,07	20 883 845,06	64,74%
60	- Achats & Variations des stocks	3 354 099,00	744 001,54	1 015 826,95	909 547,35	2 669 375,84	79,59%
61	- Transports	1 102 727,00	208 038,56	386 092,52	292 834,95	886 966,03	80,43%
62	- Services Extérieurs	2 154 274,00	542 757,09	973 169,21	513 421,73	2 029 348,03	94,20%
63	- Autres Services Extérieurs (*)	18 184 026,50	1 887 717,39	1 206 526,24	1 598 889,87	4 693 133,50	25,81%
64	- Impôts & Taxes	409 844,25	228 129,42	2 213 962,09	1 082 941,25	3 525 032,76	860,09%
65	- Autres Charges	1 426 711,50	553 216,88	565 991,24	445 944,00	1 565 152,12	109,70%
66	- Charges du Personnel	3 646 485,25	1 261 666,89	1 853 767,57	1 360 892,62	4 476 327,08	122,76%
67	- Frais financiers & Charges assimilées	1 180 144,25	267 851,91	98 667,12	207 155,60	573 674,63	48,61%
83	- Charges Hors Activités Ordinaires	799 181,00	157 047,45	174 185,92	133 601,70	464 835,07	58,16%
	Remboursement Emprunt	5 260 416,75	480 711,81	483 099,99	472 219,22	1 436 031,02	27,30%
	Dépenses du Personnel	61 553 864,00	15 835 667,59	17 590 356,93	13 761 365,98	47 187 390,50	76,66%
	- Prêt à LT	-	-	-	-	-	#DIV/o!
	- Prêt à MT	-	-	-	7 000,00	7 000,00	#DIV/o!
	- Salaire Net 2024	42 889 351,50	15 367 434,93	14 487 219,35	11 756 255,82	41 610 910,10	97,02%
	- Décompte Final 2024	3 442 004,75	206 402,15	401 415,99	1 603 189,06	2 211 007,20	64,24%
	- Frais de réparation 2024	2 048 667,00	31 561,62	24 703,05	81 066,89	137 331,56	6,70%
	- Indemnité complémentaire de retr. 2024	2 209 804,50	151 442,66	125 290,30	101 028,44	377 761,40	17,09%
	- Arriérés Salaire	2 651 780,00	-	-	-	-	0,00%
	- Arriérés Décompte Final	6 138 774,50	21 984,47	108 372,79	176 702,69	307 059,95	5,00%
	- Arriérés Frais de réparation & Rente	439 767,00	4 836,73	5 702,57	4 853,59	15 392,89	3,50%
	- Arriérés Délégation Syndicale	62 729,25	500,00	6 845,65	40,00	7 385,65	11,77%
	- Autres Charges à payer	311 145,25	51 505,03	38 144,16	31 229,49	120 878,68	38,85%
	- Prêts scolaires	1 359 840,25	-	2 392 663,07	-	2 392 663,07	175,95%
	Dépenses en faveur des tiers	4 078 652,00	602 383,05	80 368,45	19 976,96	662 774,54	16,25%
	- Fournisseurs	1 556 877,00	371 203,84	59 343,93	46 062,44	384 485,33	24,70%
	- Organismes sociaux 2024	1 840 918,50	231 179,21	21 024,52	26 085,48	278 289,21	15,12%
	- Arriérés Organismes sociaux	680 856,50	-	-	-	-	0,00%
	Contribution au budget de l'Etat	21 383 628,25	3 490 060,99	4 326 121,47	4 351 619,12	12 167 801,58	56,90%
	- Etat (TVA, IPR, IRL, AMR)	21 383 628,25	3 490 060,99	4 326 121,47	4 351 619,12	12 167 801,58	56,90%
	- Dividende	-	-	-	-	-	#DIV/o!
	Transferts	-	4 448 472,79	-	1 325 363,97	4 644 837,17	#DIV/o!
	Virements	-	1 248 476,85	-	5 213 720,02	-	#DIV/o!
	Total Décaissement	132 902 911,25	32 761 839,03	33 523 032,60	32 007 855,21	90 701 530,38	68,25%
	Solde Final (30/09/2024)	17 443 788,50	1 501 391,23	8 031 797,55	4 802 021,64	4 802 021,64	27,53%

✓ Situation Quatrième Trimestre et Situation Annuelles 2024

N° CPTE	INTITULES	Prévisions	PREVISIONS	REALISATIONS				Situation Annuelle		
		Annuelles	Trimestrielles	Octobre	Novembre	Décembre	4ème Trimestre	Tx. Exec.	Réalisations	Tx. Exec.
	Solde initial	22 911 605,00	22 911 605,00	4 802 021,64	20 472 278,58	24 174 992,70	4 802 021,64	20,96%	24 725 696,43	107,92%
	Recettes nettes encaissées (Facturation)	411 737 628,00	102 934 407,00	29 905 073,25	31 246 844,11	27 675 193,34	88 827 110,70	86,29%	332 802 091,24	80,83%
	Créances échues	20 228 911,00	5 057 227,75	49 746,23	177 840,95	607 073,85	834 661,03	16,50%	11 394 107,28	56,33%
	Autres encaissements	2 312 326,00	578 131,50	331 410,20	14 696,17	20 158,31	366 264,68	63,35%	853 332,91	36,90%
	Fonds Propres	457 190 671,00	131 481 371,25	35 088 251,32	51 911 659,81	52 477 418,20	94 830 058,05	72,12%	369 775 227,86	80,88%
	TVA	59 233 247,00	14 808 311,75	1 082 105,83	2 452 988,95	1 060 597,42	4 595 692,20	31,03%	18 137 422,31	30,62%
	Emprunt Bancaire	15 000 000,00	3 750 000,00	-	-	5 000 000,00	5 000 000,00	133,33%	12 513 422,79	83,42%
	Subvention d'équipement	1 228 067,00	307 016,75	-	-	-	0,00	0,00%	-	0,00%
	Transferts	-	-	-	-	-	0,00	#DIV/0!	-	#DIV/0!
	Virements	-	-	10 445 086,62	-	2 426 939,72	11 555 046,50	#DIV/0!	139 937,10	#DIV/0!
	Total encaissements	532 651 984,00	150 346 699,75	46 615 443,77	54 364 648,76	60 964 955,34	115 980 796,75	77,14%	400 566 010,06	75,20%
	Dépenses d'investissement	33 475 430,00	8 368 857,50	414 683,24	323 973,50	113 671,62	852 328,36	10,18%	13 801 833,54	41,23%
	Dépense d'exploitation (60 à 83)	129 029 971,00	32 257 492,75	6 746 597,94	5 862 302,73	9 930 480,40	22 539 381,07	69,87%	86 939 942,02	67,38%
60	- Achats & Variations des stocks	13 416 396,00	3 354 099,00	1 142 688,45	697 038,67	1 114 940,68	2 954 667,80	88,09%	10 684 149,94	79,64%
61	- Transports	4 410 908,00	1 102 727,00	300 502,07	302 076,16	331 768,66	934 346,89	84,73%	3 578 321,06	81,12%
62	- Services Extérieurs	8 617 096,00	2 154 274,00	648 629,47	698 848,90	880 910,49	2 228 388,86	103,44%	7 859 524,26	91,21%
63	- Autres Services Extérieurs (*)	72 736 106,00	18 184 026,50	1 674 144,95	2 089 158,03	4 317 393,83	8 080 696,81	44,44%	27 474 279,96	37,77%
64	- Impôts & Taxes	1 639 377,00	409 844,25	68 213,89	13 587,25	203 330,22	285 131,36	69,57%	4 044 225,76	246,69%
65	- Autres Charges	5 706 846,00	1 426 711,50	499 525,18	539 690,69	512 570,52	1 551 786,39	108,77%	6 779 902,21	118,80%
66	- Charges du Personnel	14 585 941,00	3 646 485,25	1 948 705,87	943 839,30	1 628 068,53	4 520 613,70	123,97%	18 202 275,87	124,79%
67	- Frais financiers & Charges assimilées	4 720 577,00	1 180 144,25	219 574,55	419 406,40	573 072,53	1 212 053,48	102,70%	5 815 024,00	123,18%
83	- Charges Hors Activités Ordinaires	3 196 724,00	799 181,00	244 613,51	158 657,33	368 424,94	77 695,78	96,56%	2 502 238,96	78,28%
	Remboursement Emprunt	21 041 667,00	5 260 416,75	466 500,00	4 611 838,59	3 803 573,39	8 881 911,98	168,84%	18 491 720,79	87,88%
	Dépenses du Personnel	246 215 456,00	61 553 864,00	13 983 480,58	13 466 609,27	21 022 419,42	48 472 509,27	78,75%	178 827 577,24	72,61%
	- Prêt à LT	-	-	-	-	-	0,00	#DIV/0!	-	#DIV/0!
	- Prêt à MT	-	-	-	-	-	0,00	#DIV/0!	7 000,00	#DIV/0!
	- Salaire Net 2024	171 557 406,00	42 889 351,50	12 388 503,75	13 245 686,22	20 808 853,32	46 443 043,29	108,29%	152 922 968,54	89,14%
	- Décompte Final 2024	13 768 019,00	3 442 004,75	1 377 121,08	62 712,52	-	1 439 833,60	41,83%	8 991 015,67	65,30%
	- Frais de réparation 2024	8 194 668,00	2 048 667,00	58 128,44	22 447,01	30 950,64	111 526,09	5,44%	318 144,95	3,88%
	- Indemnité complémentaire de retr. 2024	8 839 218,00	2 209 804,50	117 191,72	112 844,93	121 053,38	351 090,03	15,89%	1 598 129,88	18,08%
	- Arriérés Salaire	10 607 120,00	2 651 780,00	-	-	-	0,00	0,00%	11 068 415,47	104,35%
	- Arriérés Décompte Final	24 555 098,00	6 138 774,50	-	-	-	0,00	0,00%	958 167,08	3,90%
	- Arriérés Frais de réparation & Rente	1 759 068,00	439 767,00	-	9 200,02	21 840,96	31 040,98	7,06%	69 528,94	3,95%
	- Arriérés Délégation Syndicale	250 917,00	62 729,25	1 650,00	2 135,00	1 500,00	5 285,00	8,43%	18 027,22	7,18%
	- Autres Charges à payer	1 244 581,00	311 145,25	40 885,59	11 583,57	38 221,12	90 690,28	29,15%	483 516,42	38,85%
	- Prêts scolaires	5 439 361,00	1 359 840,25	-	-	-	0,00	0,00%	2 392 663,07	43,99%
	Dépenses en faveur des tiers	16 314 608,00	4 078 652,00	211 884,85	57 790,85	678 027,80	947 703,50	23,24%	3 602 779,33	22,08%
	- Fournisseurs	6 227 508,00	1 556 877,00	190 993,99	37 977,56	186 095,58	415 067,13	26,66%	2 161 759,80	34,71%
	- Organismes sociaux 2024	7 363 674,00	1 840 918,50	20 890,86	19 813,29	491 932,22	532 636,37	28,93%	1 441 019,53	19,57%
	- Arriérés Organismes sociaux	2 723 426,00	680 856,50	-	-	-	0,00	0,00%	-	0,00%
	Contribution au budget de l'Etat	85 534 513,00	21 383 628,25	4 196 969,13	4 367 213,70	8 350 252,41	16 914 435,24	79,10%	71 488 996,89	83,58%
	- Etat (TVA, IPR, IRL, AMR)	85 534 513,00	21 383 628,25	4 196 969,13	4 367 213,70	8 350 252,41	16 914 435,24	79,10%	71 488 996,89	83,58%
	- Dividende	-	-	-	-	-	0,00	#DIV/0!	-	#DIV/0!
	Transferts	-	-	123 049,45	182 947,58	2 716 277,17	3 022 274,20	#DIV/0!	13 062 907,13	#DIV/0!
	Virements	-	-	-	1 316 979,84	-	0,00	#DIV/0!	-	#DIV/0!
	Total Décaissement	531 611 639,00	132 902 911,25	26 143 163,19	30 189 656,06	46 614 702,21	101 630 543,62	76,47%	386 215 756,94	72,65%
	Solde Final (31/12/2024)	1 040 346,00	17 443 788,50	20 472 278,58	24 174 992,70	14 350 253,13	14 350 253,13	82,27%	14 350 253,13	1379,37%

3.2. Ressources et Charges d'Exploitation de l'OCC en 2025 en USD (*)

✓ Situation premier Trimestre 2024

N° CPTÉ	INTITULES	PREVISIONS Trimestrielles	REALISATIONS					
			Janvier	Février	Mars	Tx. Exec.	1er Trimestre	Tx. Exec.
	Solde Initial	12 693 584,00	17 256 270,73	14 654 327,82	13 920 864,41	109,67%	17 256 270,73	135,94%
	Recettes nettes encaissées (Facturation)	104 407 476,00	22 789 429,04	24 238 174,20	28 064 303,57	80,64%	75 091 906,81	71,92%
	Créances échues	4 190 689,00	5 971 693,29	1 876 143,05	608 829,87	43,58%	8 456 666,21	201,80%
	Autres encaissements	91 745,75	11 600,31	67 020,94	3 087,14	10,09%	81 708,39	89,06%
	Fonds Propres	121 383 494,75	46 028 993,37	40 835 666,01	42 597 084,99	87,07%	100 886 552,14	83,11%
	TVA	14 850 706,00	792 358,77	912 262,09	508 389,10	10,27%	2 213 009,96	14,90%
	Emprunt Bancaire	7 500 000,00	-	-	-	0,00%	-	0,00%
	Subvention d'équipement	295 547,75	-	-	-	0,00%	-	0,00%
	Transferts	-	-	-	105 129,43	#DIV/o!	-	0,00%
	Virements	-	111 924,10	-	-	#DIV/o!	-	0,00%
	Total encaissements	144 029 748,50	46 933 276,24	41 747 928,10	43 210 603,52	76,52%	103 099 562,10	71,58%
	Dépenses d'investissement	6 177 423,75	310 766,52	283 257,62	892 369,51	43,34%	1 486 393,65	24,06%
	Dépense d'exploitation (60 à 83)	31 266 113,25	4 892 085,70	4 989 263,57	5 027 560,24	48,24%	14 908 909,51	47,68%
60	- Achats & Variations des stocks	3 201 038,75	782 974,24	821 524,13	668 350,25	62,64%	2 272 848,62	71,00%
61	- Transports	903 122,75	179 379,04	314 767,33	301 802,55	100,25%	795 948,92	88,13%
62	- Services Extérieurs	2 040 423,00	545 492,52	623 907,53	272 707,09	40,10%	1 442 107,14	70,68%
63	- Autres Services Extérieurs (*)	18 264 971,00	1 169 939,48	1 208 988,23	1 224 754,69	20,12%	3 603 682,40	19,73%
64	- Impôts & Taxes	367 851,00	97 101,41	18 733,16	203 497,11	165,96%	319 331,68	86,81%
65	- Autres Charges	920 304,25	646 962,75	617 764,05	369 833,10	120,56%	1 634 559,90	177,61%
66	- Charges du Personnel	3 464 250,50	884 990,57	997 950,14	1 297 326,76	112,35%	3 180 267,47	91,80%
67	- Frais financiers & Charges assimilées	1 235 486,75	287 903,92	256 799,66	576 746,91	140,05%	1 121 450,49	90,77%
83	- Charges Hors Activités Ordinaires	868 665,25	297 341,77	128 829,34	112 541,78	38,87%	538 712,89	62,02%
	Remboursement Emprunt	5 212 500,00	454 277,78	792 379,17	4 584 173,07	263,84%	5 830 830,02	111,86%
	Dépenses du Personnel	67 898 259,50	12 370 570,31	13 330 333,28	13 477 782,30	59,55%	39 178 685,89	57,70%
	- Prêt à LT	-	-	-	-	#DIV/o!	-	#DIV/o!
	- Prêt à MT	-	-	9 000,00	-	#DIV/o!	9 000,00	0,00%
	- Salaire Net 2025	46 834 771,25	4 698 540,20	12 327 429,58	13 029 266,08	83,46%	30 055 235,86	64,17%
	- Décompte Final 2025	4 118 969,75	173 310,23	558 452,99	181 559,23	13,22%	913 322,45	22,17%
	- Frais de réparation 2025	1 790 139,50	44 682,29	35 589,12	28 273,92	4,74%	108 545,33	6,06%
	- Indemnité complémentaire de retr. 2025	2 610 767,50	65 916,13	93 885,89	104 395,10	12,00%	264 197,12	10,12%
	- Arriérés Salaire	2 975 106,50	7 191 782,15	89 773,44	42 485,83	4,28%	7 324 041,42	0,00%
	- Arriérés Décompte Final	7 693 052,00	-	141 806,64	59 618,72	2,32%	201 425,36	2,62%
	- Arriérés Frais de réparation & Rente	299 231,75	29 810,06	5 622,67	5 622,67	5,64%	41 055,40	0,00%
	- Arriérés Délégation Syndicale	-	4 026,34	5 632,14	1 875,00	#DIV/o!	11 533,48	#DIV/o!
	- Autres Charges à payer	283 131,75	139 176,47	63 140,81	24 685,75	26,16%	227 003,03	80,18%
	- Prêts scolaires	1 293 089,50	23 326,44	-	-	0,00%	23 326,44	1,80%
	Dépenses en faveur des tiers	4 208 174,75	798 670,22	1 753 549,97	337 025,66	24,03%	2 889 245,85	68,66%
	- Fournisseurs	1 258 544,50	333 391,47	1 702 158,98	127 633,05	30,42%	2 163 183,50	171,88%
	- Organismes sociaux 2025	2 371 298,75	465 278,75	51 390,99	209 392,61	26,49%	726 062,35	30,62%
	- Arriérés Organismes sociaux	578 331,50	-	-	-	0,00%	-	0,00%
	Contribution au budget de l'Etat	19 248 765,25	12 697 450,31	2 478 286,44	7 127 479,92	111,08%	22 303 216,67	115,87%
	- Etat (TVA, IPR, IRL, IBPPE, AMR)	19 248 765,25	12 697 450,31	2 478 286,44	7 127 479,92	111,08%	22 303 216,67	115,87%
	- Dividende	-	-	-	-	#DIV/o!	-	0,00%
	Transferts	-	753 127,58	944 932,18	-	#DIV/o!	1 594 930,33	0,00%
	Virements	-	-	3 255 061,46	853 246,08	#DIV/o!	3 996 383,44	0,00%
	Total Décaissement	134 011 236,50	32 278 948,42	27 827 063,69	32 299 636,78	72,31%	92 188 595,36	68,79%
	Solde Final (31/03/2025)	10 018 512,00	14 654 327,82	13 920 864,41	10 910 966,74	92,45%	10 910 966,74	108,91%

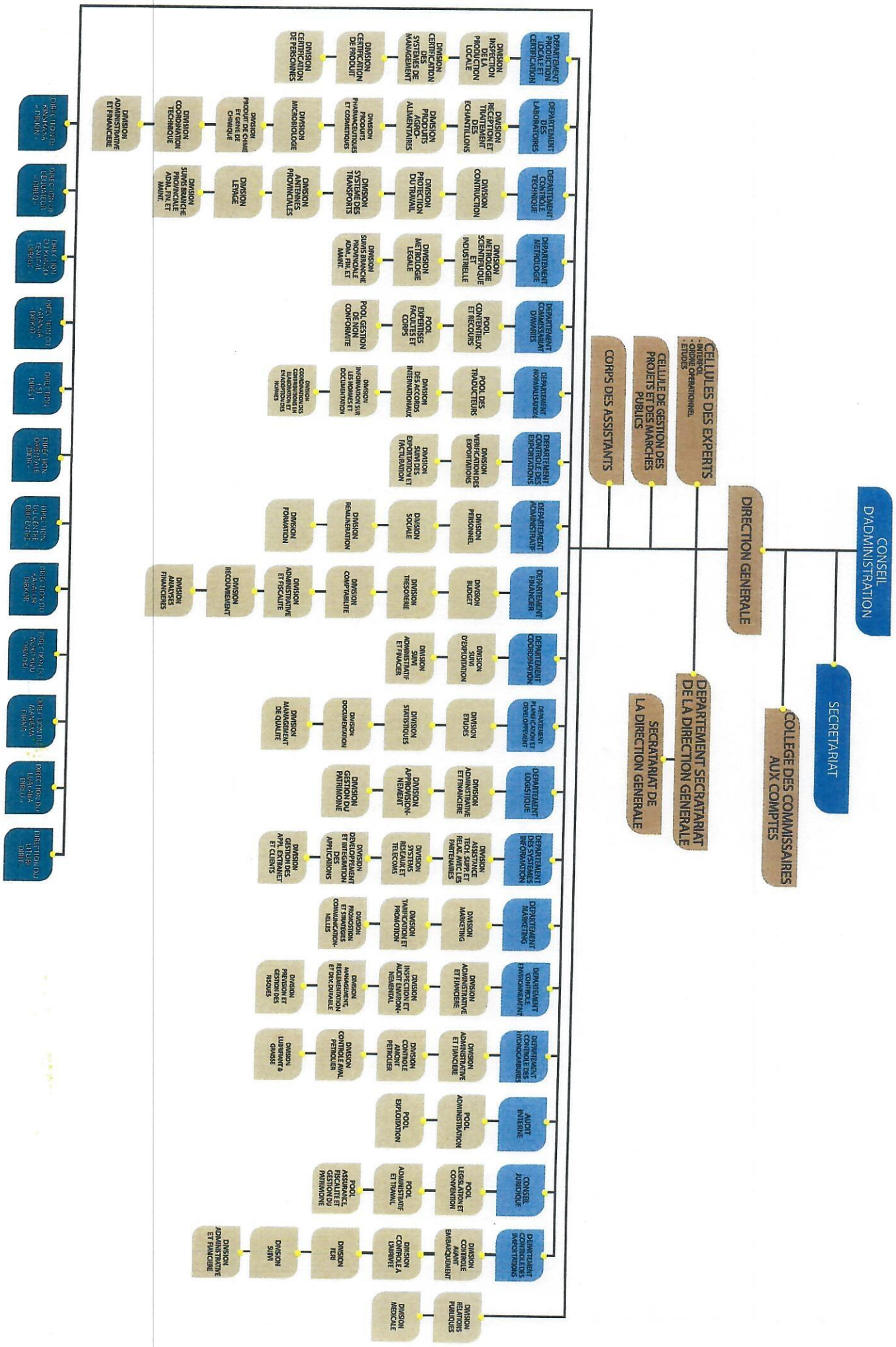
✓ Situation deuxième Trimestre et premier Semestre 2025 (*)

N° C/PTE	INTITULES	Prévisions	PREVISIONS	REALISATIONS				Réalisations	
		Semestrielles	Trimestrielles	Avril	Mai	Juin	2ème Trimestre	Tx. Exec.	1er Semestre
	Solde initial	12 693 584,00	12 693 584,00	10 910 966,74	16 696 969,20	13 973 842,95	10 910 966,74	85,96%	17 256 270,73
	Recettes nettes encaissées (Facturation)	208 814 952,00	104 407 476,00	33 023 466,90	27 807 947,30	28 778 068,90	89 609 299,67	85,83%	164 701 206,48
	Créances échues	8 381 378,00	4 190 689,00	150 755,47	470 070,51	407 864,37	1 029 343,55	24,56%	9 486 009,76
	Autres encaissements	183 491,50	91 745,75	58 013,28	8 353,45	676 504,27	742 871,00	809,71%	824 579,39
	Fonds Propres	230 073 405,50	121 383 494,75	44 143 202,39	44 983 340,46	43 836 280,49	102 292 480,96	84,27%	192 268 066,36
	TVA	29 701 412,00	14 850 706,00	1 373 056,24	1 255 119,40	1 303 812,68	3 391 988,32	26,48%	6 144 998,28
	Emprunt Bancaire	15 000 000,00	7 500 000,00	6 708 425,81	-	-	-	0,00%	-
	Facilités de caisse	-	-	-	-	-	-	#DIV/0!	-
	Subvention d'équipement	591 095,50	295 547,75	-	-	-	-	0,00%	-
	Transferts	-	-	-	248 634,39	2 000 000,00	856 832,34	#DIV/0!	-
	Virements	-	-	-	-	-	-	#DIV/0!	-
	Total encaissements	275 365 913,00	144 029 748,50	52 224 684,44	46 487 094,25	47 140 093,17	107 081 301,62	74,35%	198 413 064,64
	Dépenses d'investissement	12 354 847,50	6 177 423,75	707 531,65	785 614,26	238 205,93	1 782 419,39	28,85%	3 268 813,04
	Dépense d'exploitation (60 à 83)	62 532 226,50	31 266 113,25	5 751 581,86	5 754 778,07	2 331 641,17	18 122 876,43	57,96%	33 031 785,94
60-	Achats & Variations des stocks	6 402 077,50	3 201 038,75	916 099,24	852 503,34	912 947,31	2 681 549,89	83,77%	4 954 398,51
61-	Transports	1 806 245,50	903 122,75	216 502,19	224 811,03	126 606,45	659 857,61	73,06%	1 455 806,53
62-	Services Extérieurs	4 080 846,00	2 040 423,00	542 405,23	446 911,14	361 584,86	1 515 650,03	74,38%	2 957 757,17
63-	Autres Services Extérieurs (*)	36 529 942,00	18 264 971,00	1 346 358,89	1 494 521,65	408 418,26	4 657 533,14	25,50%	8 261 215,54
64-	Impôts & Taxes	735 702,00	367 851,00	196 146,02	7 751,82	107 101,34	311 564,13	84,70%	630 895,81
65-	Autres Charges	1 840 608,50	920 304,25	588 731,45	661 876,94	92 840,84	1 961 011,92	213,08%	3 595 571,82
66-	Charges du Personnel	6 928 501,00	3 464 250,50	1 038 230,57	1 204 967,15	224 247,90	3 657 598,43	105,58%	6 837 865,90
67-	Frais financiers & Charges assimilées	2 470 973,50	1 235 486,75	698 362,96	554 835,34	45 724,59	1 960 719,38	158,20%	3 082 169,87
83-	Charges Hors Activités Ordinaires	1 737 330,50	868 665,25	208 745,31	306 599,66	52 169,62	717 391,90	82,59%	1 256 104,79
	Remboursement Emprunt	-	5 212 500,00	6 708 425,81	3 546 054,50	4 460 162,72	14 714 643,03	282,30%	20 545 473,05
	Remboursement Facilité de caisse	454 112,00	-	-	-	-	-	#DIV/0!	-
	Dépenses du Personnel	135 796 519,00	67 898 259,50	13 855 900,06	13 529 761,05	14 948 605,41	45 427 375,83	66,91%	84 606 061,72
	- Prêt à LT	-	-	-	-	-	-	#DIV/0!	-
	- Prêt à MT	-	-	-	-	-	-	#DIV/0!	-
	- Salaire Net 2025	93 669 542,50	46 834 771,25	12 483 998,18	12 882 317,34	12 432 628,22	40 890 647,60	87,31%	66 247 343,26
	- Décompte Final 2025	8 237 939,50	4 118 969,75	946 640,72	416 615,95	2 308 801,29	3 098 118,65	75,22%	4 011 441,10
	- Frais de réparation 2025	3 580 279,00	1 790 139,50	44 379,54	19 865,02	19 910,34	89 935,42	5,02%	153 798,46
	- Indemnité complémentaire de retr. 2025	5 221 535,00	2 610 767,50	106 488,34	124 975,34	128 080,43	369 251,11	14,14%	567 532,10
	- Arriérés Salaire	5 950 213,00	2 975 106,50	214 897,75	-	-	214 897,75	7,22%	12 237 479,37
	- Arriérés Décompte Final	15 386 104,00	7 693 052,00	-	-	-	573 939,31	7,46%	775 364,67
	- Arriérés Frais de réparation & Rente	598 463,50	299 231,75	5 622,67	4 691,00	-	10 313,67	3,45%	161 967,49
	- Arriérés Délégation Syndicale	-	-	3 480,09	21 900,26	4 135,00	15 433,28	#DIV/0!	26 966,76
	- Autres Charges à payer	566 263,50	283 131,75	50 392,77	59 396,14	55 050,13	164 839,04	58,22%	391 842,07
	- Prêts scolaires	2 586 179,00	1 293 089,50	-	-	-	-	0,00%	23 326,44
	Dépenses en faveur des tiers	8 416 349,50	4 208 174,75	282 407,90	245 522,95	164 511,46	641 652,77	15,25%	3 530 898,62
	- Fournisseurs	2 517 089,00	1 258 544,50	242 255,30	156 291,92	146 607,86	545 155,08	43,32%	2 708 338,58
	- Organismes sociaux 2025	4 742 597,50	2 371 298,75	40 152,60	89 231,03	17 903,60	96 497,69	4,07%	822 560,04
	- Arriérés Organismes sociaux	1 156 663,00	578 331,50	-	-	-	-	0,00%	-
	Contribution au budget de l'Etat	38 497 530,50	19 248 765,25	6 009 080,99	6 377 061,40	6 596 154,73	18 982 297,12	98,62%	41 285 513,79
	- Etat (TVA, IPR, IRL, ISPE, AMR)	38 497 530,50	19 248 765,25	6 009 080,99	6 377 061,40	6 596 154,73	18 982 297,12	98,62%	41 285 513,79
	- Dividende	-	-	-	-	-	-	#DIV/0!	-
	Transferts	-	-	1 188 508,57	-	14 538 146,58	-	#DIV/0!	986 732,38
	Virements	-	-	1 024 278,40	2 274 459,07	568 957,22	4 116 329,08	#DIV/0!	7 864 078,13
	Total Décaissement	258 051 585,00	134 011 236,50	35 527 715,24	32 513 251,30	43 846 385,22	103 787 593,67	77,45%	195 119 356,67
	Solde Final (30/06/2025)	17 314 328,00	10 018 512,00	16 696 969,20	13 973 842,95	3 293 707,95	3 293 707,95	32,88%	3 293 707,97

(*) Données au premier Semestre 2025

ANNEXE III

2008



N°	Matricule	Nom & Postnom	Entité	Grade précédent	Grade actuel	Fonction	Date d'Engagement
1	00088	KONZI YONGO BANA	Dirkin/Siège	CS3	FP	Chef de Bureau	15/03/1988
2	00140	BAKU TSUMBU	Boma	FP	FP	Chef de Bureau	29/09/1981
3	00330	MOLEMAKE ON'EKONZO	Matadi	CS3	FP	Chef de Bureau	01/06/1987
4	00346	SAVU SUNGU Faustin	Matadi	M1	FPP	Chef de Bureau	01/06/1987
5	00381	MAMBE MOMBA	Matadi	FPP	SD	Chef de Division	01/07/1988
6	00394	NTOTO MUANZA Maurice	Matadi	CS2	CS3	Chef de Bureau	10/08/1988
7	00407	NLANDU MAVINGA	Matadi	M2	CS1		09/03/1989
8	00423	NDJOLI EKWANZALA	Matadi	CS1	CS3	Chef de Bureau	08/05/1989
9	00435	MPAMBU MAMBU Noé	Matadi	FPP	SD	Chef de Service	04/04/1990
10	00438	LUTALAKIO DIANTONDO Adolphe	Matadi	FPP	SD	Chef de Service	05/03/1991
11	00512	MVEMBA KAZA JOSE	Matadi	CS3	CS3	Chef de Bureau	09/01/1985
12	00732	MBIYAVANGA BENAZO	Dirkin/Siège	CS3	FP	Prime de tech	22/10/1982
13	00906	KOLOKANYI OKITA	Dirkin/Siège	CS2	CS3	Chef de poste	19/04/1988
14	00931	IPAN IYEKINI	DLOG	CS3	FPP	Chef de Bureau	15/08/1988
15	01001	BAMBEMBA BAFUMBA Florent	DA Sans affect	SD	DA		01/11/1991
16	01140	LELO KHASA Espoir	Boma	FP	SD	Chef de Service	14/05/1985
17	01154	MANA NTAMA	Boma	FP	FPP	Chef de Service	12/01/1988
18	08658	KALEND KAVUL	Likasi	SD	DA		14/06/1990
19	08663	KANYIMBU TSHIWEWE	Lubumbashi	FPP	SD	Chef de Service	14/06/1990
20	08666	MONGBONGO NGAMBO André	Kisangani	SD	DA	Chef de Division	14/11/1988
21	08673	MUNYATA IMBONGO	Lubumbashi	FPP	SD	Prime de tech	12/06/1990
22	08833	IKAKO BAONGOLA Yvette	DCI	SD	DA	Chef de Division	30/10/1990
23	09340	MUZANGU MULAMBA Joel	Hydrocarbures	CS2	CS3	Chef de Bureau	25/12/2018
24	09342	BORA KASONGO	Butembo	CS1	CS2	Chef de Bureau	30/12/2018
25	09343	LUSENGE VAKOLOVATI	Butembo	CS1	CS2	Prime fixe	15/12/2018
26	09344	MAPATHI MUKARAMBYA	Butembo	CS1	CS3	Chef de Bureau	30/04/2016
27	09345	EDUNGU NSAMBA Alain	Lukala	CS2	CS3	Chef de Bureau	15/12/2018
28	09346	NDOMBA KABONGO	Butembo	CS1	CS2	Chef de Bureau	30/12/2018
29	09347	KATUNGU MBAMULYA	Butembo	CS1	CS2	Prime de tech	15/12/2018
30	09348	OTEPA KEMBE	Butembo	CS2	CS3	Chef de Bureau	30/05/2016
31	09349	NDIVITO MATHOLI	Butembo	CS2	CS3	Prime de tech	30/05/2018
32	09350	THEMBO KAZUNGU	Butembo	CS2	CS3	Prime de tech	30/12/2018
33	09353	BAGI MUZINGA	Butembo	CS2	CS3	Prime de tech	21/06/2016
34	09354	MAPASA ABWANA	Bunia	CS2	CS3	Prime de tech	25/12/2018
35	09355	BUSSA OBAMBULE Gaël	DA	CS2	CS3	Prime de tech	25/12/2018
36	09356	FUNDU NSIMBA Hervé	Finances	CS3	CS3	Chef de Bureau	25/12/2018
37	09357	MAYEMBA TEMBE	Finances	CS2	FP	Chef de Bureau	25/12/2018
38	09358	MBONGOMPASI IKEMBA Fabrice	Lukala	CS2	CS3	Chef de Bureau	25/12/2018
39	09359	SANGO WILUNGULA Berton	Lukala	CS1	CS2	Chef de Bureau	25/12/2018
40	09368	AMISI ALI Dieudonné	Muanda	CS1	CS2	Chef de Bureau	21/01/2019
41	10038	NANGENDE NEU	DCT	CS2	CS3	Chef de Bureau	15/01/1986
42	10042	MUKENDI SABWA	Bunia	CS3	FP	Chef de Service	02/01/1990
43	21397	SEKE PENELOMBE	Zongo	CS2	CS2		22/09/2025
44	31110	MBOMBO TSHIKOLOLO HELENE	Finances II	FPP	SD	Chef de Service	08/03/2001
45	36215	MBONDJU LEKILA Joseph	Lukala	M2	FPP	Chef de Bureau	07/10/2000
46	36219	KIAKULANDA NKINDU	Lukala	CS1	CS2	Chef de poste	07/10/2000
47	90223	KAMABU KAHINDO	Bunia	CS3	FP	Chef de Division	17/01/1991
48	90231	KICHA KITOKO	Luano	CS2	CS3	Chef de Bureau	01/10/1990
49	90243	AMATO ALELO BRIGITTE	Matadi	CS2	FPP	Chef de Service	02/08/1991

50	90253	MUTEBA KALUNGA	Lubumbashi	CS2	CS3	Chef de Bureau	07/08/1991
51	90274	KIKUFI NINGA Nancy	DA Sans affect	FP	FPP		01/01/1991
52	90312	MBELE OPWEY	Lubumbashi	FPP	SD	Chef de Service	09/07/1991
53	90343	NKISI OMPOLA NAZER	Matadi	DA	DIR	Chef de Division	31/10/1990
54	90360	PHEMBA LOKO Philomène	Matadi	FP	FPP	Chef de Service	16/09/1991
55	90383	ONOMBILI NGUDUMBA	DLOG	CS3	CS3	Chef de poste	21/07/1992
56	90530	WETUNGANYI KADIEBWE	Kananga	CS2	CS3		02/01/1985
57	90562	TANGA LUMBALA Justin	Matadi	CS3	FP	Chef de Bureau	02/01/1985
58	90596	MUAMBA NTUMBA	Tshikapa	CS2	SD	Chef de Division	30/11/1990
59	90616	EFOY LOKAMBA Clément	Boma	CS3	CS3	Chef de Service	05/03/1985
60	90683	GITIMO LITA	Gbadolite	M3	CS1	Chef de Bureau	28/05/1990
61	90705	KELENGE MUTANDA	Dirkin/Siège	FP	FP	Chef de Bureau	17/04/1987
62	90707	LIBOKE MOBUDI Anastasie	DA	FPP	SD	Chef de Service	17/08/1987
63	90708	YEMBE GILIMBO	Gbadolite	CS1	CS3	Chef de Bureau	01/01/1987
64	90712	MONDELE MIKALA Clémentine	Dirkin/Siège	FPP	FPP	Chef de Service	26/06/1988
65	90716	NGANGA NGUBI Béatrice	Dirkin/Siège	CS2	CS3	Chef de Bureau	04/06/1988
66	90722	ABIA MAKUNDU Christophe	Gbadolite	FPP	DA	Chef de Division	12/10/1987
67	90725	MATSOYA MAUNDA	Zongo	FP	FPP	Chef de Service	02/01/1988
68	90732	KPIDE BUGYA Lucienne	Gbadolite	FP	FPP	Chef de Bureau	01/01/1987
69	91017	ATOMBEWO OLANGI	Matadi	CS3	FP	Chef de Service	09/12/1991
70	91069	NKA NYONGONYI	Aéro	CS2	CS3	Chef de Bureau	02/04/1991
71	91075	BAKATULOWA BADIBANGA	Kalemie	CS2	CS3	Chef de Bureau	21/11/1991
72	91092	CHIRUME NABINTU Odile	Normalisation	FP	FPP	Chef de Service	12/02/1992
73	91116	MBEMBO MUNGAMBA Wivine	Div. Médicale	FP	FP	Chef de Bureau	27/07/1992
74	91196	KISIMBA KALUNGA	Kalemie	CS2	CS3	Chef de Bureau	08/09/1992
75	91241	NYEMBO MWANGE	Kolwezi	FP	FPP	Chef de Service	27/09/1993
76	91267	ANKOBO MANDUNU	Kikwit	M3	CS1	Prime fixe	12/05/1993
77	91270	BENGWO AYAKABEBE	Bunia	CS1	CS3	Chef de Bureau	15/02/1993
78	91298	KOPO NTARANGAMBA Doudou	Dirkin/Siège	CS2	CS3	Chef de Bureau	16/08/1993
79	91313	MADJELA KATSHAYA PATOU	Matadi	FP	SD	Chef de Service	06/10/1993
80	91316	KIKOPELA KHOMBA	Lubumbashi	CS3	SD	Chef de Service	04/08/1993
81	91353	KALUNGA MUHIYA Jules	Lubumbashi	FP	FPP	Chef de Bureau	20/01/1994
82	91374	MABILA MONGENDU Eugénie	DLOG	CS2	CS3	Chef de Bureau	01/02/1994
83	91375	MAKIESE MAYEMBA Augustin	Matadi	M2	SD	Chef de Service	31/05/1994
84	91384	MUCHAIL MUNENG	Likasi	FPP	SD	Chef de Service	03/03/1994
85	91386	MWEPU ILUNGA	Lubumbashi	DA	DA		26/07/1994
86	91395	BETE BWAZUMO	Zongo	FP	FPP	Chef de Division	12/08/1994
87	91397	NDJOWO ABUZI	Gbadolite	FP	FPP	Chef de Service	12/08/1994
88	91421	KANYINDA KALAMBA	Kananga	CS2	CS3	Chef de Service	19/10/1994
89	91439	KEMBO MAMONA	Matadi	M3	CS1	Prime fixe	12/05/1995
90	91440	NKOSI NDOTONI	Matadi	M3	CS1	Chef de Bureau	12/09/1994
91	91457	TSHIKADILE AMBAMBI	Lubumbashi	CS1	CS2	Chef de Bureau	26/12/1994
92	91472	TSHIAMBANDA NDAL MOISE	Lubumbashi	FP	FP		01/02/1994
93	91479	NGBENZI ASUMAMBI	Bumba	SD	DA	Chef de Division	05/01/1995
94	91480	EPOKELE NDELE Augustin	Maluku	CS1	CS2	Chef de Bureau	18/01/1995
95	91487	TANKOY YELE-YELE Moïse	Aéro	CS3	FP	Chef de Bureau	25/07/1995
96	91521	MABIALA NGOMA Jean-Louis	Matadi	CS1	CS2	Chef de Bureau	13/04/1999
97	91528	KOLOTO NZEE DELPHIN	Maluku	CS1	CS2	Chef de Bureau	19/05/1995
98	91530	WALU OTSHUDI	Kasumbalesa	CS1	CS2	Chef de Bureau	01/08/1995
99	91532	HALU ZUNGBALI	Bukavu	DA	DIR	Chef de Départ	08/09/1995
100	91540	LANDU DILUBENZI	Boma	M3	CS2	Prime fixe	01/11/1995
101	91544	NZUNGU ZAKANDA Daniel	Matadi	FPP	FP	Chef de Service	13/04/1999

	91545	MOKONDI BUKASA	Matadi	FPP	SD	Chef de Division	13/04/1999
103	91546	LUKUBU NDONGALA Joachin	Matadi	CS3	FP	Chef de Bureau	23/01/1996
104	91550	MASIALA KINKELA	Boma	CS1	CS2	Chef de Bureau	25/03/1996
105	91578	OKITAWETSHI OKOLONGO	Dirkin/Siège	SD	SD	Chef de Service	10/10/1995
106	91589	MANSIAMINA MATADI Ruth	DA	CS2	CS3	Prime de tech	13/04/1999
107	91590	MOMBA BONGALA	Métrieologie	CS3	FP	Chef de Bureau	13/04/1996
108	91611	MAVELA MBUMBA Richard	Lukala	CS3	FP	Chef de Service	26/08/1996
109	91627	BASANGUSU BAKINDILA Marie	Boma	CS3	FP	Chef de Bureau	27/08/1996
110	91629	ASSUMANI FERUZI	Boma	CS1	CS2	Prime fixe	21/08/1996
111	91631	PHUBI BUTSHILA	Lukala	CS3	FP	Chef de Bureau	19/08/1996
112	91632	MASSAMBA MANGOVO	Boma	CS2	CS3	Chef de Bureau	16/08/1996
113	91633	BALU SEKE	Boma	M3	CS1		12/09/1996
114	91634	LUVANGU NKUNA	Muanda	FPP	SD	Chef de Service	27/09/1996
115	91647	DILUKILA MAMPASI	Matadi	FP	FP	Chef de Division	22/10/1996
116	91683	KINDELE NSUNDA	Lubumbashi	FPP	SD	Chef de Service	03/02/1997
117	91697	KAWAYA MASUDI	Dirkin/Siège	CS1	CS2	Chef de Bureau	10/05/1999
118	91792	MUKUMBI MADIKA KABULO	Lubumbashi	DA	DA	Chef de Division	01/07/1999
119	91801	MBUYI MVUANDA Béatrice	DCT	CS3	FP	Chef de Service	08/12/1998
120	91805	NTITA BOWA Paulin	Mwene Ditu	CS1	CS2	Chef de Bureau	06/12/1998
121	91808	DIKIESE NDUANDELE	Matadi	CS3	FP	Chef de Service	13/04/1999
122	91820	MBALI ZINGA	Matadi	CS1	CS2	Chef de Bureau	03/08/2000
123	91854	KANKONDE MUPATA	Kananga	FPP	DA	Chef de Service	27/12/2000
124	91862	MUKENDI TSHIMANGA Crispin	DA Sans affect	FP	FPP		09/11/2000
125	91863	MULANGU KAMWANGA	Dirkin/Siège	CS3	FP	Chef de Bureau	06/10/2000
126	91902	MASIALA LONGO	Boma	CS2	CS3	Chef de Bureau	04/05/1999
127	91923	BODIABI ANONGI	Laboratoires	CS3	CS3	Chef de Bureau	29/03/2001
128	91951	KANAMA KIMBUNGU PAMPHYL	Dirkin/Siège	FP	SD	Chef de Service	10/01/2000
129	92308	USHIDA UKUMU	Beni	CS3	CS3	Chef de Bureau	19/02/2002
130	92309	MUKUBWA MUNYAMPARA	DCI	FPP	SD	Chef de Division	13/04/1998
131	92311	ALUBATI ASANI	Kasumbalesa	M3	CS1		30/08/2001
132	92312	BASIKA WILONDJA	Lubumbashi	M3	CS3	Prime fixe	30/08/2001
133	92320	NDJONDO NGWAMAH' Crispin	Finances	FP	SD	Chef de Service	23/03/2003
134	92326	MAKUMBI NYANGA	Lubumbashi	CS3	FP	Chef de Bureau	04/04/2003
135	92357	KONDE KIAMA Isidore	Lukala	FP	FPP	Chef de Bureau	14/06/2000
136	92471	DOMAI IHAMA Fidelie	DCI	SD	DA	Chef de Dépar	15/01/2003
137	92503	BINENE KALENDA Joe	Lubumbashi	CS3	FP	Chef de Service	30/04/2001
138	92522	BASANGUSU NTUNGHA	Boma	CS3	FP	Prime de tech	30/05/2001
139	92524	NGINDU SHABANA J.Claude	Beach	M3	CS1	Prime fixe	29/04/2001
140	92526	MUBENGAYI MUBAMBA	Kananga	CS2	CS3	Chef de Bureau	29/04/2001
141	92530	SALEMBA KASENGA	Lubumbashi	FP	SD	Chef de Bureau	29/05/2001
142	92531	ILUNGA TSHIAMBUILA	Mwene Ditu	M2	CS1	Chef de Bureau	01/12/2000
143	92540	KABOYI MALU WA KABOYI	Mbuji Mayi	CS3	FP	Chef de Service	08/06/2001
144	92606	MWENGE BILENGANYA	Dirkin/Siège	CS2	CS3	Chef de Bureau	08/07/2000
145	93001	NSIMBA SOKI	Matadi	CS3	FP	Chef de Service	09/04/2001
146	93002	EBABO LIGBADO ABONGO	Matadi	CS2	FP	Chef de Service	09/04/2001
147	93003	KALUNGA MUSENGE	Matadi	CS2	CS3	Chef de Bureau	10/04/2001
148	93004	MVUMBU VANGU	Dirkin/Siège	CS1	CS3	Prime de tech	09/11/2001
149	93006	MUKOKO MADIBA	Matadi	CS1	CS3	Chef de Bureau	09/04/2001
150	93008	MBENZA DIBINDU Bernadette	Dirkin/Siège	CS3	FP	Chef de Bureau	09/04/2001
151	93009	LOKO KAMBANZU	Div. Médicale	CS3	FP	Chef de Bureau	09/04/2001
152	93010	IPALA INNOCENT	Matadi	CS1	CS3	Chef de Bureau	09/04/2001
153	93012	NGUMBI MATHANDU	Matadi	FP	FPP	Chef de Service	09/04/2001

154	93013	IYAMPANGO MONKAJU	Laboratoires	CS3	FP	Chef de Bureau	10/04/2001
155	93014	NKANGA KISANGALA	Matadi	CS1	CS2	Chef de Service	09/04/2001
156	93016	NIOFI NZAU EUGENE	Matadi	FP	FPP	Chef de Division	09/04/2001
157	93018	LUBELA LUTETE ALBERT	Matadi	CS1	CS2	Chef de Service	10/04/2001
158	93024	LOKO NTOTO MATONDO	Matadi	M3	CS1	Chef de Bureau	10/04/2001
159	93027	KIAFUKA ZOLANDONGA	Matadi	CS1	CS2	Chef de Bureau	10/04/2001
160	93030	MASIALA MVEMBA	Boma	M2	CS1	Prime fixe	14/03/2001
161	93031	KUVELA NDAMVOU Esther	Boma		CS3		07/05/2001
162	93033	KAPITA MBU	Dirkin/Siège	CS3	CS3	Prime de tech	04/04/2001
163	93036	NGOY NZITA	Boma	CS3	FP	Chef de Bureau	17/03/2001
164	93037	KIZUNGU ASUMANI	Boma	CS2	CS3	Chef de Service	19/03/2001
165	93047	AMISI ABDALLAH	Boma	M3	CS1	Prime fixe	22/04/2003
166	93049	DIKANGA DIKANGA Victor	Boma	M3	CS1	Prime fixe	06/05/2003
167	93050	MUANDA MVUMBI	Boma	M3	CS2	Chef de Bureau	06/05/2003
168	93051	KINI KI NGIMBI	Boma	CS3	FP	Chef de Bureau	16/04/2003
169	93052	MVEMBA NGOMA	Boma	CS3	FP	Chef de Bureau	14/04/2003
170	93053	YENDE NSELE ODETTE	DCT	FPP	SD	Chef de Service	03/04/2003
171	93056	BIONGO MIKOKO Joséphine	Lubumbashi	CS3	FP	Chef de Bureau	04/04/2001
172	93059	KAYEMBE ILUNGA Pierre Noël	Audit	SD	DA	Chef de Division	01/01/2003
173	93060	KALANOMBE NGWANGU	Aéro	CS3	FP	Chef de Bureau	04/04/2003
174	93064	EBINDA BUMBA Chantal	Marketing	CS3	FP	Chef de Bureau	23/07/2003
175	93065	KINSEMBE SAMITAMBU Alain	Dirkin/Siège	CS3	FP	Chef de Bureau	23/06/2003
176	93067	MATOKA SIPOLE Pauline	Normalisation	CS3	FP	Chef de Service	07/07/2003
177	93068	MUTOMBW KASAMB Gracias	DCPL	FPP	SD	Chef de Service	07/07/2003
178	93070	NZILA NAGESA JULES	Normalisation	FP	FPP	Chef de Division	07/07/2003
179	93071	KAMBAMBA LULENDO Jérémie	Normalisation	FP	SD	Chef de Service	07/07/2003
180	93072	LOKO NZUZI	Dirkin/Siège	FP	FPP	Chef de Service	29/05/2003
181	93074	ANALE KANDALE Rosalie	Beach	FPP	DA	Chef de Division	20/06/2003
182	93075	BHANIA DRATIA Jeanine	Finances	CS3	FPP	Chef de Service	04/04/2003
183	93079	KUMAMBANGI MWANA MBELO	Finances	CS2	CS3	Chef de Bureau	04/04/2003
184	93082	INYAMWENYI MBWIYA	Lubumbashi	FPP	SD	Chef de Service	22/05/2003
185	93083	MBOYO NDJOKO Hubertine	Lubumbashi	FP	SD	Chef de Service	08/05/2003
186	93084	KALOMBO MWENYI Gires	Mwene Ditu	CS1	CS3	Chef de Service	16/06/2003
187	93086	LUMANISHA KAPINGA	Mwene Ditu	CS1	CS3	Chef de Bureau	16/06/2003
188	93087	LOKWA BOLAYOLO Josué	Aéro	FP	FPP	Chef de Bureau	16/06/2003
189	93091	MUJINGA MUKADI	Mwene Ditu	CS3	FP	Chef de Service	16/06/2003
190	93093	NGOKWEY IMBOYO Nicole	DCI	CS3	FP	Chef de Bureau	22/04/2003
191	93094	MAKITA NGWEYI Barthélémy	Boma	FP	FPP	Chef de Bureau	04/07/2003
192	93100	ISANGA LIEMA	Kasumbalesa	FP	SD	Chef de Service	04/05/2003
193	93101	NGOY KANENGENE	Tenke Fungur	FP	FPP	Chef de Bureau	03/06/2003
194	93102	KASONGO MUSIMBWA Patrick	Informatique	SD	DA	Chef de Département	30/04/2003
195	93105	MAGHOMA MUGANZA	Lubumbashi	FPP	SD		13/06/2003
196	93106	NYEMBO KITINWA	Kasumbalesa	FP	FPP	Chef de Service	09/06/2003
197	93107	MUAUKE NGALAMULUME	Lubumbashi	FP	FPP	Chef de Service	09/06/2003
198	93109	NGALULA TSHILONDA ALINE	Lubumbashi	FP	FPP	Chef de Bureau	05/05/2003
199	93113	KABOBA KIBANGU	Lubumbashi	FP	FPP	Chef de Service	22/05/2003
200	93114	MAKUTU HANDJILA	Kasumbalesa	FP	FPP	Chef de Service	22/05/2003
201	93116	ATOSHA MUSHABIKA M. Thérèse	DCPL	FPP	SD	Chef de Division	03/07/2003
202	93118	MAGENI KOKO	Lubumbashi	FP	FPP	Chef de Service	06/05/2003
203	93119	NDJADI LONYAMA	Lubumbashi	FP	FPP	Chef de Service	05/05/2003
204	93121	MAKUTU KUNDA	Luano	CS3	FP	Chef de Bureau	06/05/2003
205	93123	EBULA MWAMBA Gabriel	Lubumbashi	FP	FPP	Chef de Service	06/05/2003

206	93124	KANGIA SAMBIA Wilfried	Lubumbashi	CS3	FP	Chef de Bureau	05/05/2003
207	93126	TSHIAPAKATSHI MULUMBA	Mbuji Mayi	FP	FPP	Chef de Service	01/07/2003
208	93128	MUKALA KABEYA	Mbuji Mayi	FP	FPP	Chef de Division	01/07/2003
209	93129	KIALA KIA MUTOMBO	DPD	FPP	FPP	Chef de Service	01/07/2003
210	93130	MWANZA BOPULU Jodel	DA	SD	DA	Chef de Département	01/07/2003
211	93131	BOMPELI W'OMPELI	DCA	FPP	SD	Prime de technicien	24/07/2003
212	93133	MUKADI NGANDU	Mbuji Mayi	FP	FPP	Chef de Division	01/07/2003
213	93134	BAHEKA MANDJUMBA IDA	Dirkin/Siège	FP	FPP	Chef de Bureau	01/07/2003
214	93136	KAZALA KABAMBA	Lubumbashi	FP	FPP	Chef de Bureau	01/07/2003
215	93137	LUADIA LUADIA Israël	DA	CS3	FP	Prime de technicien	19/06/2003
216	93139	MUTEBA NKASHAMA Pascal	Mbuji Mayi	M3	CS1	Chef de Service	01/07/2003
217	93140	LOPEMBE NZAMBE	Matadi	CS2	CS3	Chef de Service	16/07/2003
218	93141	NZUZI MVUMBI Charles	Matadi	M2	FP	Chef de Bureau	16/07/2003
219	93143	NTELA MAMPUEL Henry	Matadi	CS2	FP	Chef de Bureau	16/07/2003
220	93144	NGOLO SHANGA MINGA	Audit	SD	DA	Chef de Division	16/07/2003
221	93145	KONDE MANANGA	Matadi	CS3	FP	Chef de Bureau	16/07/2003
222	93147	LUSALA LUVUMA	Lukala	FP	SD	Chef de Division	16/07/2003
223	93149	NKOLO NDOMBASI	Matadi	FP	FPP	Chef de Bureau	16/07/2003
224	93150	MONSENGO IVINYA GODE	Dirkin/Siège	FPP	FPP	Chef de Service	15/07/2003
225	93152	KOMBE WUTSHU	Matadi	CS3	FP	Chef de Service	16/07/2003
226	93155	NDONDA MALEKO Godelive	Matadi		FPP	Chef de Service	16/07/2003
227	93156	BANZA KAWAYA	Lubumbashi	CS3	FP	Chef de Bureau	16/07/2003
228	93157	AKONDA N'GBANZO	Matadi	CS3	FP	Chef de Bureau	16/07/2003
229	93158	INDIA KIANA	Matadi	CS3	FP	Prime de technicien	16/07/2003
230	93159	MAKENGO NSUKA	Matadi	M3	CS1	Chef de Bureau	16/07/2003
231	93160	KASONGO WEMBI Gaston	Matadi	FP	FPP	Chef de Bureau	16/07/2003
232	93161	MALENGA WUNUKUNU CRISPIN	Matadi	CS2	CS3	Chef de Bureau	16/07/2003
233	93163	KIPOY MUTUNDU Onésime	Matadi		FPP	Chef de Service	16/07/2003
234	93165	MPANZU NSUNDA	Matadi	CS2	CS3	Chef de Bureau	16/07/2003
235	93166	MBUMBA LUSALA	Matadi	FPP	SD	Chef de Division	16/07/2003
236	93167	MAMBU LUTETE	Boma	CS3	FP	Chef de Bureau	16/07/2003
237	93168	PHEMBA TSHASA ZOE	Matadi	CS3	FP	Chef de Bureau	16/07/2003
238	93169	NLANDU MUAKASA Martin	Matadi	M1	SD	Chef de Service	16/07/2003
239	93171	LONGO LUEMBA	Matadi	CS3	FP	Prime de technicien	16/07/2003
240	93172	MVANGI MABIALA Chantal	Finances	CS3	FP	Chef de Bureau	15/07/2003
241	93173	MBAMBI MBAMBI Charly	Matadi	FP	FPP	Chef de Division	16/07/2003
242	93174	TSASA MBAMBI ROGER	Matadi	FPP	SD	Chef de Division	16/07/2003
243	93175	NSIMBA MPOLO	Matadi	CS3	FP	Chef de Bureau	16/07/2003
244	93176	LUNGA BABUTUKILA	Matadi	FPP	DA	Chef de Département	16/07/2003
245	93177	BOYILIMPO MANDJODI Edo	Matadi	FP	FPP	Chef de Service	16/07/2003
246	93178	NSUNDA TABI	Matadi	FP	FPP	Chef de Service	16/07/2003
247	93179	NDJOKU MANDJUMBA	Matadi	CS3	FP	Chef de Service	16/07/2003
248	93182	LELO MUANDA JULES	Matadi	CS3	FP	Chef de Bureau	16/07/2003
249	93183	BOKULU W'ELUMBU Henry	Matadi	FP	FPP	Chef de Service	16/07/2003
250	93184	BAZEYIMO ZOLA	Matadi	CS3	FP	Prime de technicien	16/07/2003
251	93186	AKONDA LIBUNA	Matadi	CS3	FP	Chef de Service	16/07/2003
252	93189	MABIALA MBONGA	Matadi	M3	CS1	Chef de Bureau	16/07/2003
253	93192	IWARI YOBAMI	Matadi	CS3	FPP	Chef de Bureau	16/07/2003
254	93193	MWANANGADI MABILA	Matadi	CS3	FP	Chef de Service	16/07/2003
255	93194	MASIMO MBULA	Matadi	FPP	SD	Chef de Division	16/07/2003
256	93195	BADIBANGA MUBIAYI	DCA	FP	FPP	Chef de Bureau	16/07/2003
257	93196	PUNGA KUMALELE	Matadi	CS3	FPP	Chef de Service	16/07/2003

258	93197	BELOKO LIBOBE	Hydrocarbure	SD	DA	Chef de Division	16/07/2003
259	93200	TANGU SOLEY	Matadi	SD	SD	Chef de Division	16/07/2003
260	93202	KOMOY LOYENGA Didier	Matadi	FP	FP	Chef de Service	16/07/2003
261	93203	NTEDIKA NYIMI José	Matadi	CS3	FP	Chef de Service	16/07/2003
262	93204	NSIMBA NZUNGU Daniel	Matadi		FP	Chef de Bureau	16/07/2003
263	93207	KWAKOMBE IBWAYOLO Carmel	Matadi		FP	Chef de Service	16/07/2003
264	93208	ABEDI KISESA	Matadi	CS3	FP	Chef de Service	16/07/2003
265	93209	NSIMBA ADUBANGO ROGER	Matadi	FP	FPP	Chef de Service	16/07/2003
266	93217	MBAMBI BANGU	Matadi	CS2	FP	Chef de Bureau	16/07/2003
267	93225	MBUYI KAMUNGA	Matadi	FP	FPP	Chef de Service	16/07/2003
268	93228	NGUMA NZITA ALAIN	Matadi	CS3	FP	Chef de Bureau	16/07/2003
269	93230	MINGASHANGA NGOLO Emmanuel	Matadi		FP	Chef de Service	16/07/2003
270	93231	NSEKA KINDOMBA Nadine	Matadi	C9	FPP	Chef de Service	16/07/2003
271	93232	BUANA KANINDA SERGES	Matadi	FP	FPP	Chef de Service	16/07/2003
272	93233	MALELA MAMBUKU Stéphane	Matadi	CS3	FPP	Chef de Service	16/07/2003
273	93234	BUNDA SAMBU	Matadi	CS3	FP	Chef de Bureau	16/07/2003
274	93236	KABWEBWE NSABWA	Matadi	FPP	SD	Chef de Division	16/07/2003
275	93238	SHULUNGU KOLONGO Guy	Matadi		CS3	Chef de Service	16/07/2003
276	93244	BAVEKA NDOKI Jean	Matadi	CS3	CS3	Prime de tech	16/07/2003
277	93245	NGOY LUANGA Rigobert	Matadi		FPP	Chef de Service	16/07/2003
278	93247	BITUMBA MASUMBUKU JOSEPH	DSDG	DIR	DIR	Chef de Départ	05/05/2003
279	93248	LIBALA EBALI JEAN LUC	Lubumbashi	CS3	FP	Chef de Bureau	05/05/2003
280	93250	TANZEY MBO	Kalemie	SD	DA	Chef de Division	22/05/2003
281	93251	NKONGO MBUMBA	Kolwezi	FP	FP	Chef de Service	22/05/2003
282	93253	MATONDO MANINGA	Boma	CS2	CS3	Chef de Bureau	05/08/2003
283	93254	MANGEMBELE NYAMI Jean	Lukala	CS2	CS2	Chef de Service	15/08/2003
284	93256	LENKULA KITOKO	Lukala	CS3	FP	Chef de poste	05/08/2003
285	93257	MADILA NGONGO Gogo	Lukala	CS3	FP	Chef de Service	05/08/2003
286	93258	MAVUZI SEMBA	Lukala	M3	CS1	Chef de poste	05/08/2003
287	93259	BUSHABU WOTO Emmanuel	DPD	CS3	FP	Chef de Bureau	05/08/2003
288	93260	KIBANZA KIANKUNZU André	Lukala	CS3	FP	Chef de Service	12/08/2003
289	93261	MOBO ZADI Jean-Marie	Lukala	CS3	FP	Chef de Bureau	05/08/2003
290	93262	KONDE MBUANGANI Elisabeth	Lukala	CS2	CS3	Chef de Bureau	05/08/2003
291	93263	LELO NZUKI Moïse	Lukala	CS3	FP	Chef de Bureau	05/08/2003
292	93264	MPANZU KATU	Lukala	M3	CS1	Chef de poste	05/08/2003
293	93265	PINDU NDUDI	Lukala	M3	CS1	Chef de poste	05/08/2003
294	93266	MABIALA NZANGU Youlou	Lukala	CS2	CS3	Chef de Bureau	05/08/2003
295	93269	KINI MATUIDI VICKY	Aéro	M3	CS1	Prime de tech	05/08/2003
296	93271	DOBO MATOLU ABONGO	Lukala	M3	CS3	Chef de Bureau	18/08/2003
297	93274	MAPISHI ZOLA	Matadi	CS3	FPP	Chef de Bureau	16/07/2003
298	93275	MBOMBO KABANTU	Marketing	CS3	FP	Chef de Service	27/07/2003
299	93277	EPENGE NDJONGA MOMBE	Matadi	FP	FPP	Chef de Service	07/09/2004
300	93278	TSHABA TSHINZELA Célestin	DSDG	DIR	DIR	Chef de Départ	07/09/2004
301	93283	KALUMUNA KIZITO	Marketing	FPP	SD	Chef de Service	11/08/2004
302	93337	KAPYA LUFUNGULO	Kalemie	M3	CS1	Prime de tech	26/03/2005
303	93343	AHUKA DJUNGA Alphonsine	Lubumbashi	CS1	CS2	Chef de Bureau	26/03/2005
304	93403	MUTEBA MUKAZ	Lubumbashi	CS2	FP	Chef de Bureau	04/08/1999
305	94138	MUSAMBI FAILA	Lubumbashi	FPP	DA	Chef de Service	07/01/2003
306	94150	KAMINA NSOKE	Kasumbalesa	SD	SD	Chef de Service	28/04/1988
307	94169	MBOTO MUKANDWA Cléophas	Matadi		CS3	Chef de Service	28/03/1991
308	94172	NGWALA SAMBA Rico	Matadi	CS2	CS3	Chef de Bureau	13/04/1999
309	94173	TSASA MBAMBI KIRO	Matadi	FPP	SD	Chef de Service	04/11/1999

A N N E X E I V

LA CONVENTION COLLECTIVE D'ENTREPRISE OFFICE CONGOLAIS DE CONTROLE

En application des dispositions du Titre XII, Chapitre IV de la Loi n° 15/2002 du 16 octobre 2002 portant Code du Travail et celles de la Convention Collective Interprofessionnelle Nationale du Travail de décembre 2005, une Convention Collective d'Entreprise est conclue.

ENTRE :

L'Office Congolais de Contrôle, en sigle « OCC », représenté par Monsieur Oswald MUKINGI NAHIMANA, Administrateur Délégué Général Adjoint, d'une part ;

ET :

Les organisations Syndicales représentatives, ci-après,

CSC : Confédération Syndicale du Congo,

SATOCC : Syndicat Autonome des Travailleurs de l'Office Congolais de Congolais,

FO : Force Ouvrière,

UNTC : Union Nationale des Travailleurs du Congo,

D'autre part ; ci-après, dénommées Partie Syndicale.

TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 : DE L'OBJET

La présente Convention Collective a pour but de régir les relations et les conditions de travail entre l'Office Congolais de Contrôle, « O.C.C » en sigle, et son personnel.

Article 2 : DE L'EXECUTION

Les parties s'engagent à exécuter de bonne foi les dispositions de la présente Convention Collective pendant toute la durée d'application de celle-ci.

Article 3 : DU CHAMP D'APPLICATION

Les dispositions de la présente Convention Collective s'appliquent à l'ensemble du personnel d'Exécution, de Maîtrise, de Collaboration, de Commandement et de Direction ayant conclu un contrat de Travail écrit à durée indéterminée avec l'OCC et occupant un emploi permanent.

Les agents d'Exécution, de Maîtrise, de Collaboration, de Commandement et de Direction sont ceux occupant les emplois d'exécution, de Maîtrise, de collaboration, de Commandement et de Direction.

Elles s'appliquent également aux travailleurs ayant conclu avec l'Office Congolais de Contrôle un contrat à durée déterminée, exception faite de certaines dispositions qui ne sont applicables uniquement qu'aux agents ayant conclu avec l'OCC un contrat à durée indéterminée.

Le personnel étranger est régi par cette Convention Collective si son contrat de travail le prévoit.

Les travailleurs journaliers ne sont pas concernés par les dispositions de la présente Convention Collective, leur utilisation étant réglementée par les dispositions de l'article 40 alinéa 2 du Code du Travail.

Article 4 : DE LA NOMENCLATURE DE GRADES

La nomenclature de grades à l'Office Congolais de Contrôle se présente comme suit :

CATEGORIES	G R A D E S								
	C1	C2	C3	C4	C5	C6	C7	C8	C9
Catégorie 1	C1	C2	C3	C4	C5	C6	C7	C8	C9
Catégorie 2	M1	M2	M3	X	X	X	X	X	X
Catégorie 3	CS1	CS2	CS3	X	X	X	X	X	X
Catégorie 4	FP	FPP	X	X	X	X	X	X	X
Catégorie 5	S/D	DIR ADJ	DIR.	X	X	X	X	X	X

Article 5 : DE LA DUREE.

La présente Convention est conclue pour une durée indéterminée.

Article 6 : DE L'ENTREE EN VIGUEUR.

La présente Convention Collective entre en vigueur après son visa par l'Inspecteur du Travail, qui dispose de quinze (15) jours calendrier pour son approbation. Dépassé ce délai, la Convention sort ses effets.

Le dépôt au greffe du Tribunal de Travail se fera par les soins de l'Inspecteur du Travail conformément à l'article 280 du Code du Travail.

Article 7 : DES AVANTAGES ACQUIS

1. La présente Convention ne peut en aucun cas être la cause de restriction des avantages acquis par le personnel à la date de sa mise en application.
2. Les avantages reconnus aux employés par la présente Convention ne peuvent être cumulés avec ceux déjà accordés pour le même objet dans l'Entreprise par usage ou par protocole particulier.
3. En cas de conflit des textes, l'employé bénéficie du régime le plus favorable.

Article 8 : DE LA REVISION

La présente Convention Collective pourra être révisée tous les deux ans. La demande de révision doit être faite par lettre recommandée ou par porteur avec accusé de réception, adressée par la partie qui en prend l'initiative à l'autre partie. Cette demande indiquera les dispositions mises en cause et sera accompagnée des propositions écrites de substitution.

Le délai d'ouverture des pourparlers interviendra dans les trente-cinq (35) jours ouvrables qui suivent la réception de la demande, les deux parties s'accordant sur la date de cette ouverture.

Les éléments de rémunération et les indemnités de logement seront calculés en francs congolais constants et négociés une fois l'an.

Article 9 : DE LA DENONCIATION

- A. La présente Convention pourra être dénoncée par l'une des parties contractantes moyennant un préavis de quatre (4) mois signifié à l'autre partie par lettre recommandée ou par porteur avec accusé de réception des Secrétariats de la Délégation Générale ou de la Délégation Syndicale.

Une copie de cette lettre de préavis sera adressée à l'Inspection Générale du Travail.

Toutefois, la première dénonciation ne pourra intervenir avant l'expiration d'un délai de cinq (5) ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention.

- B. La lettre de dénonciation doit en préciser les motifs et contenir le projet de la nouvelle Convention.
- C. Les parties s'engagent à entamer les négociations dans un délai de trois (3) mois à compter de la date de la réception de la lettre de préavis.
- D. Si l'accord ne peut intervenir avant l'expiration du délai de trois (3) mois à compter de la date d'ouverture des pourparlers, les parties peuvent, nonobstant les dispositions du libellé « A » du présent article, décider de commun accord que la Convention reste en vigueur pendant un autre délai de trois (3) mois.

Article 10 : DE LA CONCILIATION ET DE LA MEDIATION.

1. De la conciliation

- A. En cas de différend résultant de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention Collective, la partie qui soulève ce différend doit le porter à la connaissance de l'autre partie par lettre recommandée ou par porteur avec accusé de réception.
- B. Les deux parties se réunissent dans les cinq (5) jours à compter de la date de la réception de la lettre, afin de trouver une solution au différend.
- C. Lorsque les parties se sont mises d'accord sur la solution à apporter au différend, le texte de l'accord doit faire l'objet d'un procès-verbal soumis aux formalités prévues à l'article 314 du Code du Travail.

D. Si après cette réunion, le différend subsiste, la partie la plus diligente saisit l'Inspecteur du Travail ; celui-ci préside une réunion groupant les parties au cours de laquelle il tentera de les concilier.

Il statuera en droit sur les questions juridiques et en équité sur les autres.

E. A l'issue de la tentative de conciliation, l'Inspecteur du Travail établit un procès-verbal constatant soit l'accord soit le désaccord total ou partiel des parties ; celles-ci contresignent le procès-verbal dont elles reçoivent copies.

L'accord de la conciliation est exécutoire dans les conditions fixées à l'article 314 du Code du Travail.

F. En cas d'échec total ou partiel, le procès - verbal de non conciliation précise les points de désaccord afin de faciliter la tâche au médiateur.

2. De la médiation

En cas de non conciliation totale ou partielle, le conflit est obligatoirement soumis à la procédure légale de médiation telle que définie aux articles 310 à 315 du Code du Travail et aux articles 27 à 29 de la loi n° 016/2002 du 16 octobre 2002 portant création, organisation et fonctionnement des tribunaux du Travail.

Le médiateur convoque les parties dans les trois (3) jours de la saisine ; il jouera son rôle dans l'esprit, les conditions et les règles définis aux articles 311, 312 et 313 du Code du Travail.

Article 11 : DE LA GREVE ET DU LOCK OUT.

A. Les parties s'interdisent d'avoir recours à la grève et au lock out pendant le délai de préavis, de dénonciation ou de la révision de la présente Convention Collective et pendant la durée des négociations qui y font suite.

B. En cas de cessation collective de travail, les parties s'engagent à prendre les dispositions nécessaires pour sauvegarder les moyens de fonctionnement de certains services de l'entreprise et assurer les prestations d'intérêt public et humanitaire conformément aux dispositions légales en vigueur.

Article 12 : DE L'ADHESION.

Tout employeur ou tout syndicat d'employeurs et de travailleurs pourra adhérer à la présente Convention Collective sans que celle-ci puisse, de quelque façon que ce soit, être modifiée ou mise en cause en l'une quelconque de ses parties dans les formes et délais prescrits à l'article 286 du Code du Travail.

TITRE II : DE L'ACTIVITE SYNDICALE

Article 13 : DU DROIT D'AFFILIATION ET DES COMITES D'ENTREPRISE.

A. Du droit d'affiliation.

- L'Office Congolais de Contrôle reconnaît à tous les employés le droit de s'affilier librement au mouvement syndical de leur choix et de s'en désaffilier de leur propre gré à tout moment de l'exécution de leur contrat de travail.
- Il s'engage à ne pratiquer et à ne permettre aucune discrimination qui serait fondée sur l'appartenance syndicale notamment en matière d'embauche, de salaire, de promotion, d'affectation, de droits aux avantages et de sanctions disciplinaires.

B. Des Comités d'Entreprise.

L'Office Congolais de Contrôle reconnaît l'existence en son sein des comités d'Entreprise :

La compétence des comités d'Entreprise s'étend sur l'ensemble de problèmes touchant à l'organisation des syndicats représentatifs à l'Office. Ils organisent leurs réunions en dehors des heures de service ou pendant les heures de service avec l'accord de l'Employeur ou de son représentant.

Cependant, dans les entités où il n'y a pas des délégués syndicaux élus, les parties conviennent que les comités d'Entreprise désignent leur président à titre d'interlocuteur auprès du représentant de l'Employeur.

L'Employeur s'engage à n'exercer aucune pression sur les Délégués Syndicaux et les membres du Comité d'Entreprise non Délégués Syndicaux.

Article 14 : DE LA REPRESENTATION DES TRAVAILLEURS A L'OFFICE.

La représentation des travailleurs pour chaque entité est assurée par une délégation syndicale élue conformément à l'article 255 du Code du Travail.

Les parties conviennent de former à côté des Délégations Syndicales de base, un organe central appelé « Délégation Syndicale Nationale » pour le règlement des problèmes intéressant l'ensemble des employés de l'Office.

La composition de cette délégation, ses compétences tant territoriales que matérielles et ses règles de fonctionnement sont déterminées par le règlement intérieur élaboré par les présidents provinciaux et les Délégués Syndicaux effectifs de Kinshasa.

Article 15 : DE LA PARTICIPATION AUX COMMISSIONS MIXTES.

Une Commission mixte est celle dans laquelle chacune des parties participe en tant que délégué des parties.

Chaque fois que la partie Syndicale sera appelée à participer à une commission mixte dans laquelle chacune des parties serait représentée directement et qui serait décidée soit par l'Employeur, soit de commun accord entre les deux parties (par les organisations professionnelles reconnues comme représentatives ou celles qui leur seront affiliés), il appartiendra aux parties de déterminer ensemble :

- le nombre de participants ;
- l'ordre du jour ;
- la durée de la réunion ;
- le lieu où elle se tient ;
- les heures, etc.

Les frais de transport et de mission sont à charge de l'Employeur. Sauf cas d'urgence, les organisations syndicales sont tenues d'informer par écrit, au moins 15 jours à l'avance, l'Employeur ou son représentant, de la participation des employés désignés à ces commissions.

Le temps de travail consacré à la participation aux commissions mixtes sera considéré comme temps de travail effectif et payé par l'Employeur. Il ne sera ni récupérable ni déduit du congé annuel.

Pour les réunions trimestrielles, semestrielles et annuelles ou toute autre réunion reflétant le caractère d'une commission mixte, l'Employeur facilite le transport, prend en charge les frais de mission et alloue aux participants un perdiem dont le montant est fixé de commun accord par les deux parties.

Article 16 : DES FONCTIONS SYNDICALES PERMANENTES.

Le contrat d'un employé élu à une fonction syndicale permanente ne permettant pas à ce dernier d'assurer ses prestations contractuelles est suspendu pendant la durée de son mandat électif.

L'Employé est réintégré de droit dans l'Entreprise au terme de ce mandat. Il bénéficie lors de sa réintégration de toutes les améliorations apportées à l'échelon auquel il appartenait lors de son élection, majorées des anciennetés du temps passé en détachement syndical. La réintégration peut être suivie d'une promotion.

Article 17 : DES CONGRES ET DES STAGES DE FORMATION.

Les parties conviennent du principe de libérer les Délégués Syndicaux et des militants syndicaux qui seraient invités par les organisations syndicales, en vue de participer soit à un congrès soit à un stage de formation sur le territoire national ou à l'étranger.

La durée de l'absence est assimilée à des jours ouvrables payés et non déductibles du congé de reconstitution ou annuel des participants. Cette durée est fixée de commun accord avec l'Employeur.

Chaque délégué ou militant syndical concerné est tenu de remettre une attestation de participation ou tenant lieu à l'employeur, dans les deux jours qui suivent sa reprise de travail. A défaut de respecter cette obligation, le congé accordé ne sera pas rémunéré.

Article 18 : DES MANIFESTATIONS CIVIQUES ET SOCIALES.

L'Employeur accepte de libérer une délégation des employés afin de leur permettre de participer aux manifestations organisées par les organisations syndicales et par les pouvoirs publics.

L'Employeur facilite le déplacement et accorde un rafraîchissement aux participants. Leur hauteur sera déterminée par une note de service de la Délégation Générale.

Article 19 : DE LA RETENUE A LA SOURCE ET DU VERSEMENT DE LA COTISATION SYNDICALE.

La cotisation syndicale sera retenue conformément à l'article 40 de la Convention Collective Interprofessionnelle Nationale du Travail.

Conformément à l'Ordonnance-Loi n° 68/027 du 20 janvier 1968, modifiant les dispositions de l'article 273 du Code du Travail du 09 août 1967, les modalités de perception par

retenue à la source et de versement par les entreprises de la cotisation syndicale des employés aux organisations syndicales sont définies comme indiqué ci-après :

1. La cotisation syndicale est fixée à 2% de la rémunération de l'employé telle que définie à l'article 7 point « h » du Code du Travail ;
2. la retenue de la cotisation par l'Employeur est mensuelle. Les cotisations syndicales sont incluses dans l'appel des fonds des salaires pour le mois concerné et libérées en même temps que ceux - ci ;
3. Outre la cotisation syndicale, l'Employeur s'engage à retenir à la source des cotisations spéciales au profit des organisations syndicales intéressées, pour diverses prestations sociales fournies par celles-ci en faveur des travailleurs.

Les bordereaux de versement accompagnés des listes reprenant les noms des cotisants par syndicat, leur rémunération à payer et les montants des cotisations retenues sont envoyés aux organisations syndicales suivant des modalités à convenir.

Une copie complète de ces documents est gardée par le bureau de la Délégation Syndicale.

Article 20 : DES VISITES SUR LE LIEU DE TRAVAIL.

Les visites sur les lieux de travail seront organisées de commun accord entre la Délégation Syndicale et le Représentant de l'Employeur. Celui-ci accepte de mettre conformément aux articles 34 et 35 de l'Arrêté Ministériel n°012/CAB.MIN/TPS/ar/NK 054 du 12 octobre 2004, des moyens conséquents à la disposition des Délégués Syndicaux.

En cas d'urgence, le Délégué Syndical le plus proche du lieu où sa présence est nécessaire prévient son chef direct et le représentant de l'Employeur de sa visite sur le lieu.

Article 21 : DES REMUNERATIONS POUR PRESTATIONS SYNDICALES.

Le temps de travail consacré par le Délégué Syndical pendant les heures de service pour le règlement des problèmes relevant des compétences lui reconnues par le Code du Travail et la présente Convention sera payé comme le temps de travail au taux normal.

Toutes les heures libres consacrées aux réunions avec l'employeur ou avec son accord, seront rémunérées conformément à l'article 38 de la présente Convention Collective.

Article 22 : DES PROCES – VERBAUX DES REUNIONS.

Lors des réunions trimestrielles ou annuelles, les parties mettent sur pied un secrétariat mixte.

Dans la quinzaine qui suit ces réunions, l'employeur remet à la Délégation Syndicale les copies des procès-verbaux destinées aux organisations syndicales et lui fournit les moyens d'expédition.

Article 23 : DES REUNIONS PERIODIQUES MIXTES EMPLOYEUR-PARTIE SYNDICALE.

Conformément à l'article 263 du Code du Travail, outre les dispositions du 1^{er} paragraphe de l'article précité, l'employeur informe la Délégation Syndicale avant la tenue de la réunion trimestrielle, semestrielle et annuelle, sur les données comportant les informations suivantes :

1. Réunion trimestrielle :

- le versement des cotisations syndicales des membres effectifs par catégories socio – professionnelles, par sexe et échelon ;
- la situation économique et sociale de l'Office.

2. Réunion semestrielle :

- le rendement et la productivité.

3. Réunion annuelle :

- l'évolution du chiffre d'affaires ;
- l'évolution des tarifs ;
- les activités économiques de l'entreprise ;
- le tableau de formation de résultat (T.F.R.) ;
- le bilan et compte général ;
- les grandes lignes du programme de développement de l'entreprise.

Ces documents seront remis à la Délégation Syndicale sous pli fermé confidentiel, huit jours avant la tenue de la réunion.

Les représentants des parties s'engagent à ne pas divulguer les informations confidentielles dont ils auraient eu connaissance dans l'exercice de leurs fonctions.

TITRE III : DES CONDITIONS GENERALES D'EMBAUCHE.

Article 24 : DE LA VACANCE D'EMPLOI.

Un emploi est vacant lorsqu'il est prévu dans l'organigramme approuvé, repris dans l'effectif organique et lorsqu'il n'est pas occupé par un employé titulaire désigné comme tel par l'autorité compétente.

L'emploi peut être en permanence ou temporairement vacant selon que le titulaire est définitivement ou momentanément absent.

Seuls les emplois vacants en permanence peuvent être pourvus par voie de recrutement, de promotion, de commissionnement ou de changement d'emploi.

Article 25 : DE LA SELECTION DES CANDIDATS.

- a) En cas de vacance d'emploi, l'Office Congolais de Contrôle accorde priorité aux employés de l'Entreprise qui se sont portés candidats et aux employés licenciés par suite de suppression d'emploi ou pour des raisons économiques, pour autant qu'ils soient reconnus aptes à occuper l'emploi vacant ;
- b) En cas de capacité et de mérite égal, préférence sera donnée aux employés qui ont la plus grande ancienneté dans l'Entreprise ;
- c) Priorité sera accordée en second lieu aux enfants des employés pensionnés, réformés ou décédés ainsi qu'aux conjoints survivants des employés décédés à la suite d'un accident de travail ou d'une maladie professionnelle pour autant qu'ils répondent aux critères ;
- d) S'il est établi d'une manière objective qu'aucun des candidats visés dans les trois cas de priorité prévus aux literas a, b et c du présent article, ne répond à la qualification requise pour occuper le poste vacant, l'Employeur, fera appel à la main d'œuvre extérieure à l'Entreprise. Et dans ce dernier cas, priorité sera donnée aux nationaux ;
- e) La sélection des candidats s'opère selon les critères ci - dessous :

- Niveau de formation scolaire ou pratique ;
- Qualification et aptitudes professionnelles par les examens pratiques et de maturité ;
- Degré d'expérience pour la fonction à occuper ;
- Aptitude au travail.

Article 26 : DE L'ENGAGEMENT.

Nul ne peut être engagé à l'OCC s'il ne satisfait aux conditions ci - après :

- a) être en priorité de nationalité congolaise ;
- b) être de bonne conduite et mœurs ;
- c) jouir de ses droits civiques et politiques ;
- d) être âgé de 16 ans accomplis et ne pas avoir dépassé l'âge maximum de 45 ans à la date d'admission ;
- e) avoir un extrait de casier judiciaire vierge, ne datant pas de plus de trois (3) mois ;
- f) être apte à l'emploi postulé ;
- g) être porteur d'un diplôme ou d'un certificat requis pour l'exercice de l'emploi postulé et avoir réussi dans l'ordre utile à l'épreuve d'engagement.

Concernant les emplois d'exécution, les candidats doivent satisfaire à l'épreuve d'engagement visant à déterminer s'ils possèdent des connaissances d'aptitude exigée pour occuper le poste à pourvoir.

S'agissant de l'âge d'admission tel que fixé au point « d » du présent article, l'Administrateur Délégué Général ou le Conseil d'Administration peut, selon le cas et dans l'intérêt de l'Office, recruter à un emploi vacant et non permanent conformément à la loi n° 78/002 du 06 janvier 1978 portant dispositions générales applicables aux entreprises publiques, une personne d'une valeur administrative, scientifique ou technique éprouvée dont l'âge dépasse le maximum fixé. Dans ce cas, l'engagement se fera sur base d'un contrat à durée déterminée conformément aux prescrits des articles 41 et 42 du Code du travail.

Article 27 : DU GRADE A L'ENGAGEMENT.

Tout candidat à l'embauche doit être engagé à l'Office après avoir satisfait aux conditions ci-avant énumérées, aux grades de :

- **Echelonnés** : S'il n'est pas détenteur d'un diplôme d'Etat ou son équivalent ;
- **Maîtrise I** : S'il est détenteur d'un diplôme d'Etat ou son équivalent ;
- **Maîtrise III** : S'il est détenteur d'un diplôme niveau A2, Capacitariat en Secrétariat de Direction, Institut Technique Médical ou l'équivalent ;
- **CS1** : S'il est détenteur d'un diplôme de Graduat ou son équivalent (Diplôme A1, G3, Ingénieur Technicien...) ;
- **CS2** : S'il est détenteur d'un diplôme de Licence ou son équivalent ;
- **CS3** : S'il est détenteur d'un Diplôme d'Ingénieur Civil, Diplôme d'Etudes Spéciales (DES), Médecin, Docteur avec Thèse.

Nul ne peut être engagé à l'Office Congolais de Contrôle à un grade supérieur à celui du CS3, quelle que soit sa valeur administrative, scientifique et technique.

Article 28 : DU CONTRAT DE TRAVAIL.

Tout contrat de travail, tel que défini à l'article 7 point « c » du Code du Travail est constaté par écrit dans les formes légales et est conclu pour une durée déterminée ou indéterminée. L'écrit est établi en quatre (4) exemplaires dont l'un est remis à l'employé.

La Délégation Syndicale aura la faculté de consulter ce contrat à la Division du Personnel.

Article 29 : DE LA PERIODE D'ESSAI.

- 1) Tout contrat est assorti d'une clause d'essai dont la durée est fixée comme suit :
 - un mois pour les emplois d'Exécution ;
 - deux mois pour les emplois de Maîtrise ;
 - trois mois pour les emplois de Collaboration ;
 - six mois pour les emplois de Commandement et de Direction.
- 2) Pour une intégration du nouvel agent à partir de l'emploi de maîtrise, la période d'essai sera consacrée à la connaissance générale de l'entreprise par la nouvelle unité. Pendant ce temps, celle-ci sera affectée par l'organe de la structure ayant l'administration dans ses attributions de façon successive dans plusieurs Départements, Directions et Services afin de s'imprégner des réalités spécifiques de l'Entreprise.

- 3) L'employé retenu à un emploi de maîtrise ou de collaboration fait parvenir un rapport d'essai à l'Administrateur Délégué Général via le Département Administratif, la Direction Provinciale ou l'Agence et selon le cas, deux semaines, pour l'emploi de maîtrise, un mois pour l'emploi de collaboration, avant la fin de la période d'essai.
- 4) Le rapport doit être individuel. Il est transmis à l'autorité compétente accompagné des avis de la commission du département, de la direction ou de l'agence concernée.
- 5) L'Employeur doit confirmer par écrit la fin de la période d'essai à la date convenue. Passé cette date, l'essai est réputé concluant.

Pendant la période probatoire, l'Employeur ne peut mettre fin au contrat que pour un motif valable dûment motivé et conforme à la procédure requise par la présente Convention Collective moyennant un préavis fixé comme suit :

- 10 jours pour les emplois d'exécution et maîtrise ;
- 20 jours pour les autres catégories.

Ce délai prend cours le lendemain de la notification de la décision.

En cas de rupture à l'initiative de l'Employeur, la prestation du préavis peut être remplacée par le paiement d'une indemnité compensatoire.

Article 30 : DE LA REINTEGRATION ET DU REENGAGEMENT

La réadmission d'une personne ayant perdu la qualité d'agent peut constituer soit une réintégration (reprise en service), soit un réengagement (conclusion d'un autre contrat de travail). Cette décision est notifiée à l'ex-agent par l'employeur.

Peuvent être réintégrés, dans le cadre des dispositions de l'article 24, de la présente Convention, les anciens employés :

- ayant été relevés de leurs fonctions pour cause d'inaptitude au travail et dont l'aptitude est à nouveau reconnue par la commission de trois (3) Médecins dont un au moins est agréé par l'employeur ;
- ayant été licenciés pour des raisons économiques ;
- bénéficiaires d'une réhabilitation légale relative à une condamnation ayant entraîné la perte de la qualité d'employé de l'Office ;

- ayant été frappés d'une mesure de résiliation de contrat pour des faits dont l'existence ou la gravité est mise à néant par une décision judiciaire irrévocable ultérieure à la décision disciplinaire pourvu qu'il n'y ait pas eu faute professionnelle retenue dans le chef de l'employé.

Lorsqu'un employé licencié ou démissionnaire est réintégré, il ne conserve ses droits à l'ancienneté et au grade dont il était revêtu lors de son licenciement ou de sa démission que s'il rembourse le décompte final perçu suivant modalités à fixer entre l'employeur et la Délégation Syndicale.

En cas de non remboursement du décompte final dûment perçu, l'employé est réengagé sans bénéfice d'ancienneté ni de grade dont il était revêtu lors de sa démission. La réintégration ne donne pas droit au rappel des rémunérations.

TITRE IV : DES CONDITIONS GENERALES DU TRAVAIL

Article 31 : DE LA DUREE DU TRAVAIL

Les parties conviennent que la durée des prestations est de 40 heures/semaine, soit cinq (5) jours/semaine (semaine anglaise) et 8 heures par jour soit de 8 heures 00' à 16 heures 00'.

Des horaires spéciaux pourront être aménagés pour certains emplois compte tenu de la nature des prestations. Ces horaires seront fixés par l'employeur après consultation avec la Délégation et les organisations syndicales.

Article 32 : DU CHANGEMENT DE L'HORAIRE DE TRAVAIL

Tout changement de l'horaire de travail ne peut intervenir qu'en accord avec la Délégation Syndicale.

Le nouvel horaire sera affiché dans tous les lieux de travail.

Article 33 : DE L'INFORMATION DES TRAVAILLEURS

L'Office Congolais de Contrôle s'engage à installer dans ses sites des panneaux pour afficher les communications émanant de l'entreprise, de la délégation syndicale et des syndicats ayant obtenu au moins un siège dans l'entreprise. Les panneaux de la Délégation Syndicale sont distincts de ceux de l'employeur.

Article 34 : DES HEURES SUPPLEMENTAIRES

Tout travail en dehors des heures normales de service est interdit, sauf en cas d'extrême nécessité.

Dans ce cas, les dépassements de la durée de travail ne pourront excéder ceux prévus par l'arrêté ministériel n° 68/11 du 17 mai 1968 portant réglementation de la durée du travail et fixation des modalités de rémunération des heures supplémentaires. Les heures supplémentaires effectuées à l'initiative personnelle de l'agent ne peuvent donner lieu à aucune majoration de salaire.

Article 35 : DE LA REMUNERATION DES HEURES SUPPLEMENTAIRES ET TRAVAUX URGENTS

A. La prestation d'heures supplémentaires doit être préalablement autorisée par l'Administrateur Délégué Général pour les Départements et par ses représentants pour ce qui concerne les Directions et Agences.

- B. Le paiement des heures supplémentaires est dû à partir de la fin de l'horaire journalier et donne droit à une majoration de rémunération de la manière suivante :
- 50% pour les deux premières heures supplémentaires journalières ;
 - 75% pour chacune des heures suivantes ;
 - 200% pour chacune des heures supplémentaires effectuées le samedi, le dimanche et les jours fériés.

Seuls les emplois d'Exécution, de Maîtrise et de Collaboration peuvent bénéficier des heures supplémentaires.

- C. La rétribution des prestations extra-horaires est laissée à l'appréciation de l'Administrateur Délégué Général pour les emplois de commandement.

Article 36 : DU TRAVAIL DE NUIT

- Le travail de nuit est celui exécuté entre 19 heures et 5 heures du matin ;
- La rémunération de tous les travailleurs occupant un emploi qui, par sa nature, ne peut s'accomplir que la nuit, est majorée de 85% (veilleurs de nuit ou sentinelles) ;
- Toute heure de travail accompli la nuit dans les entités qui par leur nature ont une activité s'exerçant habituellement pendant le jour et pendant la nuit ou une partie de celle-ci, donne lieu à une majoration de la rémunération de 100%.

Article 37 : DU REPOS HEBDOMADAIRE ET DES JOURS FÉRIÉS.

Les jours de fermeture régulière pour les équipes non postées sont le samedi et le dimanche.

Les jours fériés sont ceux fixés par la loi et le jour anniversaire de l'OCC, c'est-à-dire le 1^{er} février.

Les jours décrétés chômés et payés par les pouvoirs publics sont assimilés aux jours fériés légaux. Si l'un des jours fériés légaux coïncide avec un samedi ou un dimanche, il est remplacé par le jour ouvrable suivant.

Article 38 : DES TRAVAUX EXCEPTIONNELS DE DIMANCHE ET JOURS FÉRIÉS.

Les employés qui, à la suite des circonstances exceptionnelles, sont amenés à travailler un dimanche ou un jour férié pendant une durée équivalente à celle d'une journée normale de travail, bénéficient :

1. d'une indemnité égale à la rémunération journalière, sans préjudice des dispositions relatives au paiement des heures supplémentaires ;
2. d'un jour de congé compensatoire payé.
Si la durée de ces prestations est inférieure à six heures, les dispositions de l'article 35, point « B » de la présente Convention sont seules applicables.

TITRE V : DES OBLIGATIONS RECIPROQUES DU CONTRAT

Les deux parties sont tenues au respect des dispositions du titre IV, chapitre IV du Code du Travail, spécialement en ses articles 50 à 56.

Article 39 : LES OBLIGATIONS DE L'EMPLOYE.

a. De la sauvegarde des intérêts de l'OCC

En toute circonstance, l'employé doit veiller à la sauvegarde des intérêts de l'OCC et procurer à sa clientèle le service le meilleur et le plus diligent. Il a l'obligation de conserver en bon père de famille et de restituer le cas échéant, les matériels, les mobiliers et les espèces qui lui ont été confiés du fait de ses fonctions.

b. Du bon fonctionnement des services

L'employé répond devant ses supérieurs hiérarchiques du bon fonctionnement des services dont le contrôle ou la direction lui est confiée.

De ce fait, il est tenu d'intervenir pour empêcher les abus, négligences ou contraventions aux lois et règlement en vigueur en République Démocratique du Congo qu'il serait amené à constater dans l'exercice de ses fonctions.

c. Des règles de politesse

L'employé est tenu de se conformer aux règles de politesse et de bienséance dans les rapports avec ses supérieurs, ses chefs directs hiérarchiques, ses collègues ainsi que dans ses relations avec les employés placés sous ses ordres et la clientèle.

Les employés se doivent mutuellement aide et assistance dans une mesure compatible avec l'intérêt du service.

d. De la sauvegarde de la réputation de l'OCC

Au service comme dans la vie privée, l'employé doit éviter tout ce qui pourrait porter atteinte à la confiance du public vis-à-vis de l'OCC ou souiller la réputation ou le prestige de ses fonctions.

Il doit éviter de compromettre par son imprudence ou négligence, la réputation ainsi que la sécurité de l'OCC et de son personnel.

e. Du secret professionnel.

L'employé est tenu au secret professionnel, il lui est interdit de dévoiler les faits dont il aurait eu connaissance en raison ou à l'occasion de ses fonctions qui seraient de nature confidentielle ou jugée tels par les prescriptions des supérieurs hiérarchiques.

f. Du respect de la voie hiérarchique.

Sans préjudice des dispositions relatives à l'article 62, troisième tiret du Code du Travail, l'employé est tenu d'acheminer par la voie hiérarchique les propositions, requêtes, plaintes ou réclamations qu'il aurait à formuler et qui concernent le service ou sa situation personnelle.

L'autorité hiérarchique saisie par l'employé est tenue de transmettre à qui de droit les propositions, requêtes, plaintes ou réclamations qui sont formulées, avec le cas échéant, ses remarques et considérations.

En cas de refus de transmission par l'autorité hiérarchique, opposé par l'autorité hiérarchique, l'employé peut directement saisir l'autorité supérieure par le canal de la Délégation Syndicale.

g. Il est interdit à l'employé de :

- solliciter, d'exiger ou d'obtenir directement ou indirectement d'une tierce personne, même en dehors de ses fonctions mais en vertu de celles-ci, des dons, cadeaux, gratifications ou avantages quelconques ;
- créer une immixtion de personne ou d'organismes étrangers dans ses relations avec l'entreprise, notamment, à l'appel des demandes ou des propositions qu'il formule aussi bien en ce qui concerne sa situation personnelle que les affaires de service. Cette interdiction ne concerne pas les organisations représentatives du personnel définie par la loi ;
- quitter le travail sans autorisation écrite du chef direct pendant les heures de service ou de se déplacer du poste de travail sans motif valable ;
- enlever, déchirer ou salir les avis ou affichages apposés dans les lieux de travail ;

h. Du respect des biens de l'OCC

L'employé est tenu de respecter la destination des biens de l'OCC mis à sa disposition pour des raisons de service et il lui est interdit d'utiliser lesdits biens à des fins personnelles.

i. Des incompatibilités

Il est interdit à l'employé d'exercer une activité lucrative ou non, qui serait de nature à porter atteinte à la dignité de ses fonctions, ou à empêcher, entraver ou affecter l'accomplissement normal de celles-ci.

j. De la désertion

L'employé doit exécuter de bonne foi les obligations liées à son contrat.

Ainsi, il y a désertion lorsque l'employé totalise les absences consécutives dépassant trois (3) jours non justifiés et cesse de répondre aux obligations contractuelles prévues par la présente convention.

Le chef hiérarchique constate la désertion et en informe l'autorité compétente pour la prise de décisions de la résiliation du contrat de plein droit et la notification par écrit à l'employé concerné.

Dans ce cas, l'employeur est exempté de la procédure liée au régime disciplinaire.

Article 40 : DES OBLIGATIONS DE L'EMPLOYEUR.

Sans préjudice des dispositions des articles 55 et 56 du Code du Travail, l'employeur s'engage notamment à :

- a) éviter tout acte ou tout propos tendant à entretenir ou à favoriser toute forme de discrimination syndicale, raciale, régionale, tribale, religieuse, politique ou clanique au sein de l'entreprise ;
- b) éviter d'intimer à l'employé des ordres incompatibles avec des lois du pays ou du règlement en vigueur au sein de l'entreprise ;
- c) protéger l'employé dans le cadre et dans l'exercice de ses fonctions contre les actes et abus d'autorité des tiers ;

- d) fournir au travailleur l'emploi convenu, et ce, aux temps et lieu convenus ;
- e) mettre à la disposition de l'employé les moyens matériels et équipements nécessaires du travail ;
- f) veiller à ce que les travailleurs bénéficient des conditions de sécurité et d'hygiène adéquates.

TITRE VI : DE LA CARRIERE, DES EMPLOIS, DE L'AFFECTATION, DE LA MUTATION, DU TRANSFERT ET DU CHANGEMENT D'EMPLOI.

Article 41 : DU PLAN DES CARRIERES.

La carrière est l'ensemble des emplois occupés par un employé depuis la date d'engagement jusqu'à la cessation définitive des services.

La carrière de l'employé se poursuit dans l'emploi dans lequel il a été engagé. Toutefois, l'employé peut être affecté à tout moment à un autre emploi autant qu'il satisfasse aux conditions de qualification requises pour l'accès à cet emploi.

L'affectation à un autre emploi ne peut en aucun cas être la cause de restriction des droits acquis, encore moins de la rétrogradation.

La carrière d'un employé ne peut être suspendue que par l'une des causes déterminées par les dispositions du Code du Travail et de la présente Convention Collective.

La suspension de carrière non reconnue par les textes légaux ou réglementaires est exclue.

La carrière prend fin par la survenance de l'une des causes de cessation définitive de service fixées par les dispositions de la présente Convention.

Article 42 : DES EMPLOIS.

Les emplois sont les postes administratifs et techniques déterminés par les dispositions particulières portant classification générale des emplois de l'Office.

Les dispositions fixent la hiérarchie des emplois.

A chaque emploi correspond en principe une série de grades ayant un grade minimum et un grade maximum.

A chaque emploi sont attachées des attributions.

L'ensemble des attributions correspondant à un emploi constitue la fonction.

Article 43 : DE L'AFFECTATION.

L'affectation est la mesure administrative de l'autorité compétente par laquelle un employé est désigné à un emploi déterminé pour autant qu'elle corresponde à l'esprit et à la lettre de l'article 42 alinéa 2 de la présente convention.

Article 44 : DU COMMISSIONNEMENT.

Le Commissionnement est l'affectation par décision de l'Administrateur Délégué Général ou du Conseil d'Administration selon le cas d'un employé à un emploi d'une catégorie ou d'un échelon supérieur au sien définitivement vacant.

La durée maximale d'un commissionnement est de six mois. Après ce délai, l'employé peut être confirmé dans son nouvel emploi après le rapport concluant.

Pendant la période de commissionnement, l'employé bénéficie d'une indemnité mensuelle égale à la différence entre la rémunération dont il jouit au moment où il est commissionné et la rémunération correspondante à l'emploi qu'il exerce ainsi que les autres avantages liés à cette fonction.

Article 45 : DE L'INTERIM.

L'intérim est la désignation provisoire par l'autorité compétente d'un employé dont la fonction est égale ou immédiatement inférieure à celle d'un emploi temporairement vacant.

Il y a lieu de préciser que le commissionnement s'applique pour l'emploi définitivement vacant tandis que l'intérim pour l'emploi temporairement vacant.

Dans ce cas, l'employé appelé à assumer l'intérim bénéficie de:

- la différence entre son traitement de base et celui de la catégorie de l'occupant du poste ;
- la différence entre son transport et celui de la catégorie de l'occupant du poste ;
- la différence entre son logement et celui de la catégorie de l'occupant du poste ;
- la prime et tous autres avantages liés à la fonction exercée ;

Ces avantages sont calculés au prorata de jours d'intérim.

Pour assumer l'intérim :

1. De la qualité de l'intérimaire

L'employé doit assumer la fonction égale ou immédiatement inférieure à celle d'un emploi temporairement vacant.

N'est pas considéré comme assumant l'intérim, l'Adjoint qui, en cas d'absence ou d'empêchement du titulaire, le remplace automatiquement. Le poste n'est donc pas vacant et il n'y a pas lieu de parler d'intérim.

2. De la durée d'intérim.

L'intérim ne peut dépasser six mois consécutifs dans un même poste sauf dans un poste dont le titulaire est absent pour raisons de mission de service, de formation ou de stage. Dans ce dernier cas, la durée de l'intérim ne peut dépasser douze (12) mois.

Cette disposition ne s'applique pas dans le cas où le titulaire du poste est placé dans une position extra conventionnelle au sein de l'Office.

3. De la fin de l'intérim

La fin de l'intérim est sanctionnée par un rapport d'intérim qui doit être transmis dans les 48 heures qui suivent la reprise de travail du titulaire du poste.

Article 46 : DE LA MUTATION.

La mutation est l'affectation d'un employé d'une entité à une autre au sein de l'Office Congolais de Contrôle, occasionnant forcément changement de résidence.

Aucun employé ne peut être muté sans avoir reçu au préalable une autre affectation à un emploi correspondant ou supérieur à son grade.

Aucune mutation ne peut s'effectuer au cours de l'année scolaire, sauf en cas de nécessité impérieuse de service.

On distingue :

A. Selon le lieu :

- 1) La mutation de la Délégation Générale (Kinshasa) à une entité provinciale ou vice versa ;
- 2) La mutation d'une entité provinciale à une autre ;
- 3) La mutation au sein d'une même Direction (du siège de la Direction à une Agence ou vice versa et d'une Agence à une autre) ;
- 4) La mutation au sein d'une même Agence avec changement de résidence.

B. Selon le motif :

1) La mutation pour raison de service

L'employé en mutation pour raison de service bénéficie :

- de titres de voyage, pour lui et sa famille ;
- d'une prime d'installation de trois (3) mois de son salaire net ;
- des frais de subsistance de deux (2) mois calculés de la manière suivante :
 - taux journalier de frais de mission pour l'employé ;
 - $\frac{1}{2}$ du taux journalier de frais de mission de l'employé, pour le conjoint ;
 - $\frac{1}{4}$ du taux journalier de frais de mission de l'employé, pour chacun des enfants en charge qui accompagnent l'employé ;
- une augmentation de 20% de son indemnité de logement.

Lorsqu'il est mis fin à la mutation par le retour au lieu de recrutement, l'employé, ainsi que sa famille bénéficient d'une Prime d'installation équivalente à trois (3) mois de son salaire mensuel net, ainsi qu'un (1) mois de frais de subsistance.

2) La mutation pour raison de santé.

- En cas de maladie certifiée par une commission médicale constituée de trois Médecins dont au moins un est agréé par l'Office, l'employeur appréciera l'opportunité d'accorder à l'employé les avantages prévus pour la mutation dans l'intérêt de service.
- Toutefois, en cas de maladie d'origine professionnelle certifiée par une commission médicale constituée de trois Médecins dont au moins un est agréé par l'Office, l'employé bénéficiera des avantages prévus pour la mutation dans l'intérêt de service.

3) De la mutation pour convenance personnelle.

- En cas de demande de mutation formulée par un employé pour des raisons d'intérêt ou de convenance personnelle, l'OCC apprécie l'opportunité de faire suite à cette demande eu égard aux justifications avancées à sa situation professionnelle et aux disponibilités d'emploi correspondant à son grade dans le lieu d'affectation sollicitée.

- L'employé est notifié de la décision de la mutation sollicitée ainsi que des conditions dans lesquelles cette mutation a été accordée.
- Dans tous les cas, l'OCC prend en charge les titres de voyage de l'employé et de sa famille.

C. Cas des agents mutés et qui sont en transit.

Quel que soit le motif de la mutation, en cas de transit, l'employé ainsi que les membres de sa famille qui l'accompagnent bénéficient des frais de logement dont la hauteur est fixée par la Délégation Générale.

D. Cas des affectations à Kinshasa et dans les Chefs lieux des entités.

Une Note de Service prise par l'Administrateur Délégué Général après concertation avec la Délégation Syndicale, détermine les modalités pratiques pour des cas spécifiques des affectations assimilées à la mutation selon le cas.

Article 47 : DE LA FORMATION

L'Office accepte d'assurer et de promouvoir la formation professionnelle de ses employés.

A cet effet, en collaboration avec la Délégation Syndicale, il établit des programmes de formation correspondant aux différents degrés de qualification.

Cette formation peut être organisée avec le concours de l'INPP ou de tout autre organisme de formation professionnelle au Congo ou à l'étranger.

Article 48 : DU RECLASSEMENT

Le reclassement est l'affectation d'un agent à une fonction correspondante à son nouveau profil. Les modalités de reclassement sont définies dans le plan des carrières.

Article 49 : DE LA CLASSIFICATION DES EMPLOIS.

Les parties conviennent que cette disposition fera l'objet d'un protocole d'accord signé par les deux parties après adoption de la présente Convention.

Article 50 : DE LA COMMISSION PERMANENTE DE CLASSIFICATION DES EMPLOIS.

Les parties reconnaissent l'existence au sein de l'Office Congolais de Contrôle d'un organe permanent dénommé Commission permanente de la Classification des Emplois, « CPCE / OCC » en sigle. Sa composition, son fonctionnement et sa mission sont fixés par une Note de Service de l'Administrateur Délégué Général, après concertation avec la partie Syndicale.

Article 51 : DU TRANSFERT.

Le transfert est la cession d'un ou plusieurs employés d'un employeur à un autre.

Lorsque l'Etat propriétaire a l'intention de céder son entreprise ou une partie de celle-ci, entraînant le transfert d'un ou de plusieurs employés, la Délégation Générale portera la question à l'ordre du jour de la réunion mixte entre l'Employeur et la partie syndicale.

Elle donnera à ce propos tous les renseignements utiles et discutera tous les avis et propositions de la Partie Syndicale.

Article 52 : DU CHANGEMENT D'EMPLOI.

Tout changement d'emploi d'un travailleur autre qu'un manoeuvre sans spécialité pour un motif valable lié à l'aptitude du travailleur ou fondé sur les nécessités de fonctionnement de l'entreprise ou du service, doit faire l'objet d'un avenant signé conjointement par l'employeur et le travailleur et approuvé par la Délégation Syndicale.

En cas de refus, le travailleur est licencié avec préavis.

TITRE VII : DES POSITIONS.

Article 53 : DES DIFFERENTES POSITIONS RELATIVES A LA CARRIERE DE L'EMPLOYE.

Les différentes positions relatives à la carrière de tout employé de l'Office sont :

1. l'activité de service ;
2. le congé ;
3. la disponibilité ;
4. le détachement ;
5. la suspension de fonction.

Article 54 : DE L'ACTIVITE DE SERVICE.

L'activité de service est la position de l'employé qui exerce effectivement les attributions afférentes à l'emploi correspondant à son grade.

Sont assimilés à l'activité de service, les missions officielles ainsi que tous les stages de formation et de perfectionnement et des études ordonnés par l'entreprise qu'un employé peut être appelé à entreprendre dans l'intérêt de l'Office.

Article 55 : DES CONGES.

Le congé est la position de l'employé dont les fonctions sont temporairement suspendues soit pour des raisons de santé soit pour lui assurer un repos de détente ou lui permettre de faire face à certaines circonstances importantes de sa vie. Au regard de la carrière, le congé est assimilé à l'activité de service.

Le départ en congé de l'employé ne rend son emploi que temporairement vacant et à l'expiration du congé, l'employé réoccupe d'office son emploi.

Article 56 : DES SORTES DE CONGES.

Les congés se subdivisent en congé de reconstitution ou annuel, congé de circonstance, congé de maladie et de maternité.

Les trois (3) derniers congés ne s'octroient qu'en raison et à l'époque de l'événement qui les justifie. Ils sont dus dès que la preuve de l'événement est apportée et admise.

Article 57 : DU CONGE DE RECONSTITUTION OU ANNUEL.

Après une année de service comptée de date à date, les employés jouissent d'un congé dont la durée est fixée à l'article 59 de la Convention Collective d'Entreprise.

Article 58 : DE LA PRISE DE CONGE DE RECONSTITUTION OU ANNUEL.

En vertu de l'article 140 du Code du Travail, l'employé ne peut renoncer entièrement ou partiellement à ce congé. La date du congé est fixée de commun accord sans toutefois que la prise effective du congé puisse dépasser de six mois la date prévue de son ouverture.

Les avantages liés au congé de reconstitution ou annuel ne sont payés à l'employé que si celui-ci prend effectivement ce congé.

Les reports éventuels de congé annuel relèvent de l'appréciation de l'Administrateur Délégué Général ou de son Délégué pour les employés de toutes les catégories. Les demandes de report dûment motivées sont introduites dans les délais utiles par la voie hiérarchique.

La durée du congé de reconstitution ou annuel est ainsi fixée :

- a. les emplois d'exécution : vingt cinq (25) jours ouvrables augmentés de trois (3) jours par tranche de cinq (5) ans d'ancienneté sans pouvoir dépasser une durée maximum de quinze (15) jours ;
- b. les emplois de maîtrise et de collaboration : trente (30) jours ouvrables augmentés de trois (3) jours par tranche de cinq (5) ans d'ancienneté sans pouvoir dépasser une durée maximum de quinze (15) jours ;
- c. les emplois de commandement et de direction : trente-deux (32) jours ouvrables augmentés de trois (3) jours par tranche de cinq (5) ans d'ancienneté sans pouvoir dépasser une durée maximum de quinze (15) jours.

Le cumul des congés n'est autorisé que pour deux exercices successifs mais à concurrence de la moitié du congé relatif à l'exercice précédent et de la totalité du congé de l'exercice courant.

Avant le 31 décembre de chaque année, chaque Département, Direction, Agence et Division autonome établissent à l'intention du Département Administratif le planning des employés autorisés à bénéficier d'un congé de reconstitution au cours de l'année suivante.

Article 59 : DES AUTRES AVANTAGES POUR CONGE ANNUEL.

A l'occasion de leur départ en congé annuel, l'Office accorde aux employés repris ci - dessous le bénéfice de la gratuité des titres de voyage selon les modalités suivantes :

A. Cadres de direction

- Pour le Cadre prestant au lieu d'engagement, la gratuité des titres de voyage pour le Cadre et son conjoint pour se rendre dans un lieu de son choix situé sur le territoire de la République Démocratique du Congo (tous les trois (3) ans) ;
- Pour le Cadre en mutation pour raison de service, la gratuité des titres de voyage pour lui et sa famille pour se rendre à son lieu d'engagement. Toutefois, si le Cadre en mutation pour raison de service choisit un trajet moins onéreux que celui reliant le lieu de mutation au lieu d'engagement, le bénéfice de la gratuité des titres de voyage lui sera accordé pour se rendre avec sa famille du lieu de mutation au lieu de leur choix (tous les deux (2) ans) ;
- Au cas où le Cadre en mutation choisit de voyager seulement avec son conjoint, il a le loisir de se rendre dans un lieu de son choix sur le territoire de la République Démocratique du Congo (tous les deux (2) ans).

B. Cadres de Commandement

- Au lieu d'engagement : gratuité du titre de voyage pour le Cadre seul pour se rendre dans un lieu de son choix de la République Démocratique du Congo (tous les trois (3) ans).
- En mutation pour raison de service : gratuité des titres de voyage pour lui et sa famille pour se rendre au lieu d'engagement. Toutefois, si le Cadre en mutation choisit de voyager seul, il peut se rendre dans un lieu de son choix de la République Démocratique du Congo (tous les deux (2) ans).

C. Autres employés

Autres employés en mutation, gratuité des titres de voyage pour lui et sa famille pour se rendre au lieu d'engagement (tous les deux (2) ans).

Article 60 : DU TRAITEMENT PENDANT ET AU RETOUR DU CONGE.

- A. Pendant la durée du congé, tout employé de l'Office a droit au traitement plein. Ce traitement lui sera payé avant son départ en congé. L'employé bénéficie en outre d'une allocation complémentaire de congé égale à 100% de son salaire mensuel brut.
- B. L'agent en congé doit s'abstenir d'exercer une profession lucrative auprès d'un autre employeur.
- C. A l'occasion de son retour de congé, l'agent peut solliciter un prêt ne dépassant pas son salaire brut et remboursable en six (6) mensualités.

Dans ce cas, l'employeur lui accorde ce prêt dans les 30 jours qui suivent la reprise du travail.

Article 61 : DU CONGE DE CIRCONSTANCE.

Par congé de circonstance, il faut entendre les congés exceptionnels accordés à l'employé pour survenance d'événements familiaux.

L'employé a droit aux congés de circonstances suivants et bénéficie d'un montant forfaitaire équivalent à :

- Mariage de l'employé : cinq (5) jours ouvrables + $\frac{1}{3}$ de l'indemnité amortissement véhicule de FP.
- Accouchement de l'épouse : trois (3) jours ouvrables + $\frac{1}{6}$ de l'indemnité amortissement véhicule de FP.
- Mariage de l'enfant de l'employé : deux (2) jours ouvrables + $\frac{1}{6}$ de l'indemnité amortissement véhicule de FP.
- Décès du conjoint : dix (10) jours ouvrables + 100% de l'indemnité amortissement véhicule de FP.
- Décès de l'enfant : cinq (5) jours ouvrables + $\frac{1}{2}$ de l'indemnité amortissement véhicule de FP.
- Décès du père ou de la mère : cinq (5) jours ouvrables + 100% de l'indemnité amortissement véhicule de FP.
- Décès du frère ou de la sœur : cinq (5) jours ouvrables + $\frac{1}{5}$ de l'indemnité amortissement véhicule de FP.

- Décès du beau-père ou de la belle-mère : cinq (5) jours ouvrables + $\frac{1}{2}$ de l'indemnité amortissement véhicule de FP.
- Décès d'un allié au second degré : deux (2) jours ouvrables.
- Mutation : quatre (4) jours ouvrables au départ et quatre (4) jours ouvrables à l'arrivée.
- Déménagement : deux (2) jours ouvrables.

Article 62 : DU DEPASSEMENT DE CONGE DE CIRCONSTANCE.

L'Office n'est tenu au paiement des congés prévus à l'article précédent qu'à concurrence de douze (12) jours ouvrables par an. En cas de dépassement, l'employeur peut accorder un congé de circonstance non rémunéré.

Article 63 : DU CONGE DE MALADIE.

Le congé de maladie est accordé en cas de maladie ou d'accident dûment constaté par l'autorité médicale agréée par l'Office mettant l'employé dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions.

Article 64 : DE LA LIMITE DE CONGE DE MALADIE.

Ce congé est limité à six (6) mois consécutifs en cas de maladie non due à un accident de travail ou non réputée maladie professionnelle. Pendant cette période, l'employé bénéficie de l'intégralité de son traitement d'activité.

Ce délai est porté à douze (12) mois lorsque le congé résulte d'une maladie professionnelle ou d'un accident de travail aux termes de la réglementation sur la sécurité sociale.

A l'expiration de six (6) premiers mois, l'employé bénéficiera d'un traitement d'attente dont le montant est égal aux $\frac{3}{4}$ de sa rémunération.

Article 65 : DU DEPASSEMENT DE CONGE DE MALADIE.

La prolongation de la maladie au-delà de la durée prévue à l'article 64 entraîne un licenciement pour inaptitude au travail au sens de l'article 97 « b » de la présente Convention.

Dans ce cas, en plus de dispositions relatives à l'indemnité de fin de carrière prévues dans la présente Convention Collective, l'employé bénéficiera des dispositions relatives au licenciement avec préavis.

Article 66 : DU CONGE DE MATERNITE :

Tout employé de sexe féminin en état de grossesse dûment constaté par l'autorité médicale agréée par l'Office a droit à un congé de maternité d'une durée de 14 semaines, dont 6 avant et 8 après son accouchement.

Article 67 : DE LA PRISE ET DES AVANTAGES PENDANT LE CONGE DE MATERNITE.

Le congé est accordé sur présentation d'un certificat médical établi par un Médecin agréé par l'Office indiquant la date probable de l'accouchement.

Durant cette période, l'employé féminin bénéficiera de la totalité de son salaire, de l'entièreté des allocations familiales et de tous ses avantages contractuels en nature.

Elle bénéficiera également d'une indemnité évaluée au 1/6 de l'IAV du Fondé de Pouvoir.

Au retour de congé de maternité, la femme bénéficiera d'un repos d'une heure par jour pour lui permettre l'allaitement de l'enfant et ce, pendant 12 mois.

Article 68 : DE LA DISPONIBILITE.

La disponibilité est la position de l'employé qui est autorisé à interrompre temporairement ses services dans l'intérêt du service, dans l'intérêt personnel ou dans le cas de force majeure.

L'employé peut être mis en disponibilité :

1. pour des raisons de convenance personnelle. Dans ce cas, l'employé doit avoir accompli au moins 5 ans au sein de l'Office et l'autorisation de la Délégation Générale est requise ;
2. dans l'intérêt du service pour permettre à l'employé d'effectuer des études spécialisées ou des stages de formation ou de perfectionnement au Congo ou à l'étranger.

Article 69 : DE LA MISE EN DISPONIBILITE POUR CAS DE FORCE MAJEURE, POUR CONVENANCE PERSONNELLE ET POUR INTERET DE SERVICE.

A. Mise en disponibilité pour cas de force majeure.

- La force majeure est un événement imprévisible, insurmontable ayant une cause extérieure et rendant impossible de manière totale, absolue et générale l'exécution de l'obligation contractuelle ;
- En cas de force majeure établie par l'employé, celui-ci peut à l'expiration de deux (2) mois, solliciter sa mise en disponibilité ;
- S'il ne l'a pas sollicité à l'expiration de ce délai, l'employeur peut résilier le contrat sans indemnité à moins que l'employé soit dans l'impossibilité d'entrer en contact avec l'employeur ou son représentant.

B. Mise en disponibilité pour convenance personnelle.

La disponibilité pour convenance personnelle ne peut être accordée que :

- Si elle ne nuit pas au bon fonctionnement de service ;
- Si l'employé compte au moins 5 ans de service à l'OCC, sauf pour des cas humanitaires laissés à l'appréciation de l'employeur ;
- Si l'employé n'a pas d'obligations financières vis-à-vis de l'OCC au moment de la demande de mise en disponibilité ;
- Si l'employé s'engage à n'exercer aucune activité lucrative, le mandat public excepté, une fois sa mise en disponibilité acquise. S'il est prouvé que l'employé bénéficiaire de la mise en disponibilité exerce une activité lucrative, l'employeur aura la latitude de procéder à la résiliation du contrat (licenciement sans préavis).

La décision précise la durée de la mise en disponibilité qui ne peut être supérieure à trois (3) ans. L'employé mis en disponibilité est, à sa demande, repris en service pour autant que la durée de la disponibilité convenue ne soit pas dépassée. La demande de réintégration doit être introduite dans les 30 jours qui suivent la fin de la mise en disponibilité.

C. Mise en disponibilité pour intérêt de service.

La disponibilité pour intérêt de service est accordée par l'Office à l'employé pour lui permettre d'effectuer à plein temps des études de spécialisation ou des stages de formation ou de perfectionnement en République Démocratique du Congo ou à l'étranger.

La mise en disponibilité pour intérêt de service est accordée pour la durée présumée des études ou du stage.

A l'expiration de la durée normale de la disponibilité, l'employé doit regagner son poste, auquel cas il est remis d'office en activité.

Si l'employé ne regagne pas son poste de travail, son contrat est résilié d'office, sous réserve du point 2 de l'article 68 de la présente Convention.

Article 70 : DE LA SITUATION DE L'EMPLOYE PENDANT LA DISPONIBILITE.

Durant la disponibilité, la situation de l'employé doit être réglée comme suit :

1. Quant à la carrière

N'est prise en considération dans le calcul de l'ancienneté que la durée de la disponibilité prononcée dans l'intérêt du service ou dans le cas de l'impossibilité de rejoindre son poste.

2. Quant à la rémunération

Dans le cas de disponibilité prononcée dans l'intérêt de service, l'employé bénéficie d'un traitement d'attente égal aux $\frac{2}{3}$ de son traitement d'activité, ainsi que des avantages sociaux déterminés par la présente Convention.

Dans le cas de disponibilité prononcée suite à l'impossibilité de rejoindre son poste, l'employé conserve néanmoins son droit aux avantages sociaux déterminés par la présente Convention. Dans tous les autres cas, l'employé perd le droit à toute rémunération et à tous avantages.

3. Quant à l'avancement en grade et en traitement

L'avancement en grade et en traitement se fait conformément aux principes de la classification des emplois OCC.

L'avancement est suspendu pendant la disponibilité dans l'intérêt du service.

Toutefois, à l'expiration de la période de mise en disponibilité pour raison d'études à l'initiative de l'employé et pour autant que le stage ou la formation ait été effectuée avec succès, l'avancement de l'employé est calculé rétroactivement.

Dans le cas de mise en disponibilité pour raison de convenance personnelle, l'employé perd ses droits à l'avancement en grade et en traitement.

Article 71 : DU DETACHEMENT.

Le détachement est la position de l'employé qui est autorisé par l'Office à interrompre ses services pour servir sous le drapeau ou dans l'Administration Publique, pour exercer un mandat public ou politique quelconque ou pour occuper un emploi auprès d'organismes nationaux ou internationaux dont fait partie la République Démocratique du Congo.

Le détachement d'un employé rend temporairement vacant, pour la durée de son détachement, l'emploi qu'il occupait.

Le détachement est sollicité par l'organisme qui se propose d'utiliser l'employé de l'OCC ou par l'employé lui-même sur présentation des documents probants.

Article 72 : EFFETS DU DETACHEMENT.

1. L'employé garde ses droits à l'avancement en grade et en traitement conformément à la classification des emplois.
2. L'employé est soustrait aux dispositions de la présente Convention dont l'application est incompatible avec sa position notamment les dispositions relatives aux congés, aux signalements, aux avantages sociaux et au régime disciplinaire.
3. L'employé n'est plus à charge de l'Office, et est rémunéré par l'organisme auprès duquel il est détaché, sous réserve des accords éventuellement conclus entre l'Office et l'organisme concerné.

Article 73 : DE LA FIN DU DETACHEMENT

Il peut être mis fin au détachement à tout moment soit à la demande de l'employé, soit de l'organisme qui l'a sollicité, soit encore de l'OCC quand l'intérêt de service l'exige.

A l'expiration du détachement, l'employé est repris d'office en activité de service et réaffecté à un emploi correspondant à son grade.

Au cas où le détachement est interrompu par suite d'un manquement de l'employé, celui-ci n'est repris en activité de service qu'après la clôture de l'action disciplinaire ou judiciaire éventuellement entamée à sa charge par l'organisme au sein duquel il a été détaché.

Lorsque l'action disciplinaire ou judiciaire entamée à charge de l'employé est clôturée par une sanction disciplinaire ou pénale, l'Office se réserve le droit de réexaminer ce cas conformément aux dispositions de la présente Convention lors de la reprise.

Article 74 : DE LA SUSPENSION DE FONCTION POUR BESOIN D'ENQUETE.

La suspension ne constitue pas une sanction disciplinaire, mais une mesure préventive prise dans l'intérêt du service. Elle entraîne pour l'employé l'interdiction d'exercer toute fonction. Toute suspension de fonction pour besoin d'enquête doit s'opérer conformément à l'article 72 du Code du Travail.

Cependant, l'employé a l'obligation de se mettre à la disposition de l'administration pour besoin d'enquête. Pendant ce temps, l'employé continue à bénéficier du salaire net.

Article 75 : DE LA SUSPENSION POUR POURSUITE JUDICIAIRE.

La suspension à la suite des poursuites judiciaires est réglée conformément aux dispositions des articles 57 point 7 et 60 alinéa « d » du Code du Travail.

Toutefois, l'action disciplinaire est distincte et indépendante de l'action judiciaire et quel qu'en soit le résultat. L'Office reste juge de l'opportunité de la poursuite disciplinaire ou l'application d'une sanction conformément aux dispositions de la présente Convention.

Article 76 : DU PRONONCE DE LA SUSPENSION.

La suspension de fonction est prononcée :

➤ **AU SIEGE :**

- Par l'Administrateur Délégué Général, le Comité de Gestion entendu pour les emplois de Commandement et de Direction ;
- Par le Chef du Département Administratif, pour les emplois d'exécution, de maîtrise et de collaboration ;

➤ **AU NIVEAU DES PROVINCES**

- par le Chef de Direction ou le Chef d'Agence, pour les emplois d'exécution, de maîtrise et de collaboration relevant de leurs ressorts respectifs.

Article 77 : DES MISSIONS.

Est considéré comme une mission, le déplacement que doit effectuer un employé en dehors de son lieu de travail habituel et pour raison de service, en République Démocratique du Congo ou à l'étranger. Toute mission doit être sanctionnée par un rapport écrit dans un délai de sept jours.

Article 78 : DES FRAIS DE MISSION.

Une indemnité journalière est accordée à tout employé se rendant en mission de plus de 24 heures pour raison de service d'une localité à une autre.

Pour la durée de mission, l'Office assure à l'employé le transport et alloue, pour couvrir tous les autres frais, une indemnité dite « frais de mission » dont les taux sont fixés par une note de service discutée entre les parties.

En cas d'annulation de la mission, les frais perçus sont remboursables suivant le planning établi par le Département Administratif conformément aux dispositions du Code du Travail.

TITRE VIII : DE L'EVALUATION ET DE LA PROMOTION.

Article 79 : DE L'APPRECIATION DU PERSONNEL.

L'appréciation est obligatoire pour tout employé. Elle a pour but d'éclairer l'OCC sur la valeur, les aptitudes, les capacités, le rendement et les mérites de l'employé. Elle constitue l'un des critères de l'avancement en grade.

Le Comité de Gestion approuve les modalités relatives à l'établissement de l'appréciation des ressources humaines qui lui sont proposées par l'entité ayant la gestion des Ressources dans ses attributions.

Article 80 : DE LA PERIODICITE.

L'appréciation du Personnel est semestrielle. Elle se réalise aux 30 juin et 31 décembre de chaque année pour tout employé ayant accompli six (6) mois révolus de prestation.

Article 81 : DU MODE DE COTATION.

La cotation est la consolidation des évaluations hebdomadaires. Elle va de janvier à juin et de juillet à décembre de l'année. Elle découle de l'exploitation des fiches de suivi de l'agent. Elle se fait sur base d'une grille de cotation OCC.

La cotation est faite par le Chef direct en présence de l'agent et de l'évaluateur.

L'agent peut requérir la présence d'un Délégué Syndical.

Article 82 : DES ECHELONS D'APPRECIATION.

1. L'appréciation est établie à deux (2) échelons pour les emplois d'exécution, de maîtrise et de collaboration :
 - a) au premier échelon par le Chef hiérarchique direct ;
 - b) au deuxième, par le Chef de Service, de Division, d'Agence, de Direction ou de Département ;
 - c) en cas de contestation de l'agent, intervient l'arbitrage du Chef hiérarchique immédiatement supérieur.
2. L'appréciation est établie à deux (2) échelons pour les emplois de commandement :
 - a) Au premier échelon par le Chef de Département Adjoint ou Chef de Direction Adjoint ;
 - b) au deuxième, par le Chef de Département ou de Direction ;

c) Au cas où il n'y a pas d'Adjoint, le Chef de Département Administratif confirme ou infirme l'appréciation du coteur du 1^{er} échelon.

3. L'appréciation est établie en un (1) seul échelon pour les emplois de Direction, par le Comité de Gestion agissant par délégation de pouvoir du Conseil d'Administration.

Article 83 : DU COMMENTAIRE D'APPRECIATION.

Les autorités chargées de l'appréciation des employés doivent justifier leurs cotations par un commentaire clair et précis expliquant pourquoi l'employé progresse, recule ou est stationnaire.

Article 84 : DE LA PROMOTION.

La promotion est un avancement en grade ou en fonction d'un agent.

Le personnel de l'Office peut bénéficier de l'un ou l'autre type de promotion reprise ci-dessous :

- la promotion verticale ;
- la promotion horizontale.

A. La promotion verticale

La promotion verticale est le passage d'un niveau de fonction ou de grade à un autre. L'octroi de la promotion verticale est subordonné à la réalisation des critères ci-après :

a) Vacance d'emploi

Il est exigé au cas où l'agent à promouvoir a atteint le grade maximum reconnu à l'emploi qu'il occupe ;

b) Ancienneté

Six (6) ans pour les fonctions de Commandement et de Direction ;

Cinq (5) ans pour les autres fonctions.

c) Rendement meilleur et cotation durant la période reprise au point « b » :

➤ Pour les fonctions de commandement et de Direction :

- 2 fois la côte « Elite » ;
- 3 fois la côte « Très bon » ;
- 4 fois la côte « bon ».

- Pour les autres fonctions :
 - 1 fois la côte « Elite » ;
 - 2 fois la côte « Très bon » ;
 - 3 fois la côte « bon ».

d) Correspondance niveau d'études et grade

Pour ceux qui ont obtenu, en cours de carrière, un diplôme supérieur à celui présenté à l'engagement. Pour autant que l'intéressé n'ait pas encore atteint le grade de recrutement correspondant à celui-ci. Et que le diplôme obtenu réponde aux exigences des emplois répertoriés à l'Office ;

e) Correspondance grade et fonction

A chaque niveau de responsabilité correspond un grade minimum en fonction des exigences des emplois répertoriés à l'OCC.

B. Promotion horizontale

La promotion horizontale est le passage d'un échelon à un autre au sein du même grade ou fonction.

La promotion horizontale permet au personnel d'évoluer dans le salaire et autres avantages tout en restant dans la même fonction, catégorie ou grade lorsque l'agent a atteint le grade maximum de sa catégorie.

L'octroi de la promotion horizontale est subordonné à la réalisation des critères ci – après :

- a) Ancienneté d'au moins 5 ans pour les fonctions de commandement et de Direction, et de 3 ans pour les autres ;
- b) Un rendement meilleur sanctionné par la cotation annuelle aux conditions suivantes :
 - Pour les fonctions de commandement et de Direction :
 - 2 fois la côte « ELITE » ;
 - 3 fois la côte « TRES BON » ;
 - 4 fois la côte « BON ».
 - Pour les autres fonctions :
 - 1 fois la côte « ELITE » ;
 - 2 fois la côte « TRES BON »
 - 3 fois la côte « BON ».

Toute promotion horizontale ou verticale est notifiée par l'autorité compétente.

Article 85 : DE L'AUGMENTATION POUR ANCIENNETE.

Tout agent régi par la présente Convention Collective bénéficie de date à date d'une augmentation pour ancienneté.

On entend par ancienneté, le temps pendant lequel l'agent a été occupé de façon ininterrompue au service de l'Office.

Ne sont pas interruptifs de l'ancienneté, les absences pour congés annuels, de circonstance, de maternité, les absences motivées et celles dues aux accidents de travail ainsi que le temps passé en détachement.

Le taux de l'augmentation pour ancienneté est fixé à 9% l'an du salaire de base acquis pour toutes les catégories socioprofessionnelles.

Article 86 : DES CRITERES D'APPRECIATION

L'appréciation pour les employés de l'Office Congolais de Contrôle est établie suivant les critères ci – après :

A. Pour les Cadres exerçant les fonctions allant du Chef de Département au Chef de Service :

- Sauvegarde des intérêts de l'Office ;
- Aptitude au management ;
- Connaissances professionnelles ;
- Qualité et quantité de travail ;
- Esprit d'initiative et de créativité ;
- Assiduité et sens de responsabilité
- Tenue et présentation ;
- Sens de discipline et ponctualité ;
- Ethique et déontologie professionnelle.

B. Pour les autres employés.

- Sauvegarde des intérêts de l'Office ;
- Connaissances professionnelles ;
- Qualité de travail ;
- Quantité de travail ;
- Esprit d'initiative et de créativité ;
- Assiduité et sens de responsabilité ;
- Tenue et présentation ;
- Sens de discipline et ponctualité ;
- Ethique et déontologie professionnelle.

Article 87 : DES APPRECIATIONS SYNTHETIQUES DE MERITE.

Les mérites de l'employé s'expriment par l'une des appréciations synthétiques ci – après :

- ELITE 90 à 100 points
- TRES BON 80 à 89 points
- BON 70 à 79 points
- MOYEN 60 à 69 points
- ASSEZ BON 50 à 59 points
- INSUFFISANT moins de 50 points.

L'employé qui obtient deux (2) fois successivement en deux (2) ans ou dans les quatre (4) ans la mention insuffisante est licencié avec préavis, la commission de recours entendue.

Article 88 : DU TAUX DE L'AUGMENTATION ANNUELLE POUR APPRECIATION.

Le taux de l'augmentation annuelle est fixé de la manière suivante pour toutes les catégories socioprofessionnelles selon l'appréciation synthétique :

- ELITE 10% du salaire de base mensuel ;
- TRES BON 8% du salaire de base mensuel ;
- BON 6% du salaire de base mensuel ;
- MOYEN 4% du salaire de base mensuel.

Article 89 : DE LA COMMISSION DE RECOURS.

- Endéans les vingt (20) jours à dater de la réception de la notification de l'appréciation annuelle lui adressée par le Département Administratif, l'employé a droit à introduire un recours motivé contre l'appréciation qui lui est attribuée par ses Chefs hiérarchiques.

Ce recours est porté par voie hiérarchique auprès de la Commission de Recours dans les cinq jours. En cas de non transmission par les Chefs hiérarchiques, l'employé saisit la Commission par le canal de la Délégation Syndicale.

- La Commission de recours est permanente et compétente pour examiner les requêtes des agents portant sur les réclamations en matière des appréciations annuelles.
- La Commission de Recours est composée de quatre représentants des employés et de quatre représentants de l'employeur.

Le Chef du Département Administratif est le Président de cette Commission.

Les membres cités ci-dessus font des propositions auprès de la Délégation Générale. Cette dernière peut refuser ou entériner les propositions faites par les membres de la Commission.

La décision définitive émanant de la Délégation Générale, agissant par délégation de pouvoir du Comité de Gestion ou du Conseil d'Administration est sans appel.

Article 90 : DE LA SOUS TRAITANCE DES EMPLOIS

L'employeur recourt à la sous-traitance des emplois à l'OCC pour les cas nécessitant une expertise non disponible et ce, en concertation avec la Délégation Syndicale.

Article 91 : DES AUDITS DE GESTION

Les parties reconnaissent l'importance et la nécessité pour l'Office de recourir pour l'impératif de bonne gouvernance de la chose publique aux contrôles réguliers de gestion.

Toutefois, l'organisation des débats contradictoires avec le personnel des services audités sur les faiblesses constatées afin d'en obtenir les explications est requise avant toute éventuelle action disciplinaire à leur charge.

TITRE IX : DU REGIME DISCIPLINAIRE ET DU CONSEIL DE DISCIPLINE.

Article 92 : DU REGIME DISCIPLINAIRE

Tout manquement par un employé à ses obligations professionnelles, aux devoirs de son état, à l'honneur ou à la dignité de ses fonctions, constitue une faute disciplinaire.

Suivant la gravité des faits, les sanctions disciplinaires applicables à l'agent incriminé sont les suivantes :

1. l'avertissement ;
2. Le blâme ;
3. La mise à pied n'excédant pas 7 jours ;
4. La mise à pied n'excédant pas 2 fois 15 jours par an ;
5. Le licenciement avec préavis ;
6. Le licenciement sans préavis.

Pour les emplois d'exécution, de maîtrise et de collaboration, les sanctions autres que le licenciement sont prononcées selon le cas par le Chef de Département Administratif, le Chef de Direction Provinciale ou le Chef d'Agence. Le licenciement est prononcé par l'Administrateur Délégué Général.

Pour les emplois de commandement et de direction, les sanctions autres que le licenciement sont prononcées par l'Administrateur Délégué Général, tandis que le licenciement est prononcé par le Conseil d'Administration sur proposition du Comité de Gestion.

Article 93 : DE LA PROCEDURE DISCIPLINAIRE

a) Ouverture de l'action disciplinaire.

Le pouvoir d'ouvrir l'action disciplinaire est reconnu au chef direct et au supérieur hiérarchique.

Pour les cas non flagrants, l'application des sanctions disciplinaires fait au préalable l'objet d'une demande d'explications adressée à l'employé incriminé, avec copie à la Délégation Syndicale.

Pour les cas de flagrance ou d'une faute revêtant une gravité particulière, la demande d'explications et le Conseil de Discipline peuvent être remplacés par l'audition de l'employé en présence de la Délégation Syndicale.

b) Instruction du dossier.

L'employé dispose d'un délai de deux (2) jours ouvrables pour donner des explications à la demande d'explications lui adressée.

L'initiateur de la demande d'explications dispose d'un délai d'un mois calendrier à partir de la réponse à la demande d'explications pour apprécier les explications de l'agent et réserver suite à l'incriminé.

Passé ce délai, il est présumé avoir accepté les explications de l'agent. Si les explications sont convaincantes, l'initiateur signifie à l'agent le classement du dossier sans suite.

Si les explications ne sont pas convaincantes, il transmet le dossier au Chef d'Agence ou au Chef de Direction (pour les entités provinciales) ou au Département Administratif (pour les entités centrales), avec propositions de sanction autres que le licenciement dans le mois à compter de la date de réception de la réponse de l'employé incriminé.

En cas de proposition de licenciement, le dossier disciplinaire complet est transmis au Chef du Département Administratif ou au Chef de la Direction selon le cas en vue de la saisine du conseil de discipline.

Le Conseil de discipline statue et transmet son avis à l'Administrateur Délégué Général dans un délai d'un mois. L'avis du Conseil de Discipline a un caractère consultatif.

Dans tous les cas, le dossier doit être clôturé dans les trois (3) mois à compter de la date de l'ouverture de l'action disciplinaire. Passé ce délai, le dossier est classé sans suite.

c) Clôture de l'action disciplinaire.

L'action disciplinaire ouverte à charge d'un employé est clôturée par une décision de classement sans suite ou l'application de l'une des sanctions prévues dans la présente Convention Collective.

d) Décision et prononcé de la sanction disciplinaire.

Toute sanction prise contre un employé doit lui être notifiée par écrit et portée à la connaissance de la Délégation Syndicale. L'employé ne peut être puni doublement pour une même faute.

Les sanctions autres que le licenciement sont prononcées selon le cas, par le Chef de Département Administratif, le Chef de Direction ou le Chef d'Agence pour les agents occupant les emplois d'Exécution, de Maîtrise et de Collaboration.

Le licenciement est prononcé par l'Administrateur Délégué Général après avis du Conseil de Discipline.

Article 94 : DU CONSEIL DE DISCIPLINE.

a) Création

Le Conseil de Discipline est créé par une Note de Service de l'Administrateur Délégué Général, sur proposition du Chef de Département Administratif ou du Chef de Direction Provinciale, suivant le cas.

La Note de Service portant création du Conseil de Discipline détermine la composition du Conseil de Discipline et décline l'identité complète de l'agent incriminé.

Il est créé suivant le cas, un Conseil de Discipline Central pour connaître des faits répréhensibles commis par les agents prestant au niveau des Départements Centraux et un Conseil de Discipline Provincial pour connaître des faits disciplinaires commis par des agents relevant des Directions Provinciales.

b) Composition du Conseil de Discipline

Le Conseil de discipline au niveau central se compose de treize (13) membres dont huit (8) nommés par l'Administrateur Délégué Général parmi les Cadres de Direction, de Commandement et de Collaboration, quatre (4) Délégués Syndicaux désignés par la Délégation Syndicale et le Président de la Délégation Syndicale.

Au niveau provincial, il est composé de dix (10) membres dont six (6) désignés par l'Administrateur Délégué Général et quatre (4) Délégués Syndicaux désignés par la Délégation Syndicale provinciale dont le Président Provincial.

L'Administrateur Délégué Général désigne, dans l'acte de création du Conseil de discipline, un Président et un secrétaire.

c) Saisine et fonctionnement du Conseil de Discipline

Le Conseil de Discipline est saisi par le dépôt du dossier disciplinaire à son secrétariat.

Le dépôt du dossier disciplinaire est de la responsabilité du Chef de Département Administratif pour les cas relevant du ressort des entités centrales et du Chef de Direction Provinciale pour les autres.

Le fonctionnement du Conseil de Discipline est régi par son règlement intérieur.

d) Procédure devant le Conseil de Discipline

Le Conseil de Discipline est convoqué par son Président au plus tard huit (8) jours après sa saisine. La notification de cette convocation est faite à l'agent incriminé trois (3) jours avant la date de la réunion où il est appelé à comparaître.

Lorsqu'après la convocation, l'employé ne se présente pas, une nouvelle convocation lui est adressée avec injonction de se présenter endéans 48 heures.

En cas d'absence après la seconde convocation, le Conseil réuni, constate et statue par défaut en fonction des éléments versés dans le dossier.

Lorsque, après avoir répondu à une ou plusieurs convocations, l'agent poursuivi s'abstient de comparaître, le Conseil statue malgré tout. Dans ce cas, son avis est réputé contradictoire.

Le Conseil examine les faits reprochés à l'employé conformément aux textes en vigueur et dépose sous forme de conclusion son avis auprès de l'autorité compétente. Il procède de la manière suivante :

1. Examen de la procédure suivie ;
2. Résumé des faits (circonscrire les manquements) ;
3. Examen des griefs :
 - Griefs du départ (voir demande d'explications) ;
 - Griefs disqualifiés par les explications de l'agent (voir réponse de l'agent) ;
 - Griefs persistants (justifications non convaincantes) ;
4. Audition de l'agent incriminé et de(s) témoin(s) ;
5. Avis et considérations du Conseil ;
6. Conclusion :
 - De la procédure ;
 - De la requalification des faits : faute professionnelle correspondant à l'acte posé ;
 - Des griefs retenus à charge de l'incriminé ;
 - De la valeur estimée du préjudice causé ;
 - Des circonstances atténuantes ou aggravantes ;
 - Des sanctions proposées.

e) Lieu de la tenue du Conseil de Discipline

Le Conseil de Discipline se tient, en principe, au lieu de la commission des faits.

Lorsqu'il se tient ailleurs en raison de certaines circonstances, les employés appelés à y comparaître effectuent le déplacement nécessaire sur base d'une feuille de route et non d'un ordre de mission. Pendant leur séjour, ils n'ont droit qu'à une indemnité de subsistance.

Article 95 : DE LA COMMISSION D'AUDITION.

Pour les cas de flagrance ou d'un fait répréhensible revêtant une gravité particulière, la demande d'explications et le conseil de discipline sont remplacés par l'audition de l'employé en présence de la Délégation Syndicale.

a) Création

Il est créé une commission d'audition centrale ou une commission d'audition provinciale.

La commission d'audition centrale connaît des faits répréhensibles ou revêtant une gravité particulière commises par :

- des agents relevant des Départements Centraux et de la Direction Provinciale de KINSHASA ;
- les Chefs de Direction Provinciale, Chefs de Division Provinciale et Chef d'Agence.

La Commission d'Audition Provinciale connaît des faits répréhensibles ou revêtant une gravité particulière commis par des agents autres que les Chefs de Direction Provinciale, Chefs de Division Provinciale et Chefs d'Agence.

b) Composition

Les dispositions de la présente Convention Collective sur la composition des Conseils de Discipline Central et Provincial sont applicables mutatis mutandis à la Commission d'Audition.

L'acte de création de la Commission d'Audition désigne un Président et un Secrétaire.

c) Saisine et fonctionnement de la Commission d'Audition

Les dispositions de la présente Convention Collective régissant la saisine et le fonctionnement du Conseil de Discipline sont applicables mutatis mutandis à la Commission d'Audition.

d) Procédures devant la Commission d'Audition

La Commission d'Audition est convoquée par son Président immédiatement après sa saisine. La notification de cette convocation est faite à l'agent incriminé dans les 24 heures de la saisine.

Lorsqu' après la convocation, l'employé ne se présente pas, une nouvelle convocation lui est adressée avec injonction de se présenter endéans 24 heures.

En cas d'absence après la seconde convocation, la Commission se réunit, constate et statue par défaut en fonction des éléments versés dans le dossier.

Lorsque, après avoir répondu à une ou plusieurs convocations, l'agent poursuivi s'abstient de comparaître, la Commission statue malgré tout. Dans ce cas, son avis est réputé contradictoire.

La Commission auditionne l'agent poursuivi et examine en toute indépendance, les faits mis à sa charge conformément aux textes en vigueur et dépose dans un délai de cinq (5) jours sous forme de conclusion, son avis auprès de l'autorité compétente.

e) Lieu de la tenue de la Commission d'Audition

La Commission d'Audition se tient, en principe, au lieu de la commission des faits.

Lorsqu'elle se tient ailleurs en raison de certaines circonstances, les employés appelés à y comparaître effectuent le déplacement nécessaire sur base d'une feuille de route et non d'un ordre de mission. Pendant leur séjour, ils n'ont droit qu'à une indemnité de subsistance.

Article 96 : DE LA RESILIATION DU CONTRAT.

Tout licenciement sera justifié par un motif valable lié à l'aptitude, à la conduite de l'employé ou fondé sur les nécessités du fonctionnement de l'entreprise. Le licenciement s'opère avec ou sans préavis.

Article 97 : DU LICENCIEMENT.

a) Du licenciement sans préavis.

Le licenciement sans préavis est la rupture du Contrat de Travail du Chef de l'Employeur lorsque l'employé commet une faute revêtant une gravité particulière.

Justifient le licenciement sans préavis, notamment :

- le vol ;
- tout acte d'improbité, de voie de faits ou d'injures graves à l'égard de l'employeur ou d'autres membres du personnel ;
- l'ivresse répétée pendant les heures de service ;
- l'ivresse suivie d'un acte matériel préjudiciable ;
- les actes d'indiscipline accompagnés de violence pendant ou à l'occasion du service à l'encontre d'autres employés ;
- la demande de cadeau sous forme d'argent, de marchandises ou d'autres bénéfices personnels pour accomplir des actes en relation avec la fonction ;
- l'octroi d'avantages illicites pour soi – même ou pour autrui par abus d'autorité ;
- les faux renseignements lors de l'engagement revêtant un caractère frauduleux ;
- le fait d'avoir fait croire à l'existence des capacités ou d'aptitudes qu'on ne possède pas ;
- la compromission, par imprudence, de la sécurité de l'établissement, du travail ou du personnel ;
- les actes ou les comportements portant ou pouvant porter atteinte à la réputation ou aux intérêts de l'Office ;
- les actes immoraux ou scandaleux sur le lieu de travail ;
- le refus d'ordre et les actes d'insubordination dans la limite des prérogatives légales
- la sortie frauduleuse des containers ;
- faux et usage de faux ;
- transcription volontaire de fausses adresses sur les bulletins d'analyses et les factures ;
- minorer la valeur des factures ;
- émission et établissement des reçus parallèles ;
- émission et établissement des faux mémos ;
- émission et établissement des bulletins d'analyse complaisant
- émission et établissement d'un faux rapport d'étalonnage et de contrôles techniques.

b) Du licenciement avec préavis.

Le licenciement avec préavis est la rupture du contrat du chef de l'employeur. Il peut être prononcé notamment en cas de :

- récidive d'une faute ayant entraîné précédemment une mise à pied ;
- mauvaise conduite ;
- inaptitude ou insuffisance professionnelle ;
- inaptitude au travail due à un accident de travail ou une maladie professionnelle ;

- inaptitude au travail non due à un accident de travail ou une maladie professionnelle ;
- suppression d'emploi au sens de l'article 78 du Code du Travail.

Article 98 : DE LA DUREE DU PREAVIS

En cas de résiliation du contrat à l'initiative de l'employeur, la durée de préavis à donner est fixée comme suit :

1. moins d'un an d'ancienneté : 18 jours ;
2. un an et plus pour :
 - les classifiés 1 à 9 : 25 jours augmentés de 10 jours par année d'ancienneté ;
 - les agents de maîtrise : 3 mois augmentés de 15 jours par année d'ancienneté ;
 - les Cadres de collaboration : 6 mois augmentés de 25 jours par année d'ancienneté ;
 - les Cadres de commandement : 8 mois augmentés de 25 jours par année d'ancienneté ;
 - les Cadres de Direction : 10 mois augmentés de 25 jours par année d'ancienneté.

Ce préavis peut être remplacé par une indemnité dont le montant est égal à la rémunération due pour la période considérée.

Article 99 : DE L'INDEMNITE DE LICENCIEMENT

Lorsque le contrat de travail est résilié à l'initiative de l'employeur pour un motif valable, lié à l'aptitude ou à la conduite de l'employé ou fondé sur les nécessités du fonctionnement de l'entreprise, l'employé bénéficie sans préjudice de l'article 98 de la présente Convention, d'une indemnité de licenciement. Elle est constituée de la totalité de sa dernière rémunération brute.

Article 100 : DE L'ABSENCE PENDANT LA DUREE DU PREAVIS

Pendant la durée du préavis, l'employé peut s'absenter deux fois par semaine en vue de rechercher un emploi, et ce, pourvu que la durée de ces absences ne dépasse pas une journée de travail.

Cette journée est considérée comme ouvrable et payée en conséquence.

Article 101 : DU LICENCIEMENT ET DE LA MUTATION D'UN DELEGUE SYNDICAL

Sans préjudice des dispositions prévues à l'article 93 de la présente Convention Collective, tout licenciement ou mutation d'un Délégué Syndical titulaire ou suppléant envisagé par l'employeur ou son représentant faisant perdre la qualité de Délégué Syndical, fera l'objet d'un examen effectué par une Commission Mixte composé de :

- 4 représentants de l'employeur ;
- 4 représentants de la partie syndicale.

Pour la composition de la Commission Mixte, les représentants de la partie syndicale sont choisis par le délégué incriminé ou muté qui doit y être entendu.

Le procès-verbal des travaux de cette Commission sera soumis à l'Inspecteur du Travail géographiquement compétent pour approbation conformément à l'article 258 du code du Travail.

La Commission devra se réunir le plus rapidement possible et les conclusions de la réunion seront soumises à l'approbation de l'Inspecteur du Travail géographiquement compétent conformément à l'article 258 du Code du Travail.

Sauf faute lourde constatée par la Commission et approuvée par l'Inspecteur du Travail, la durée de préavis à observer en cas de licenciement d'un Délégué titulaire ou suppléant est égale au double de la période applicable en vertu des dispositions de l'article 64 du Code du Travail sans pouvoir être inférieur à huit (8) mois.

L'employé ayant perdu la qualité de délégué suite à une mutation bénéficiera jusqu'à la fin du mandat de la Délégation Syndicale des délais prévus au présent article.

Les candidats non réélus bénéficient du principe de protection prévu dans le Code du Travail pendant une période de six (6) mois.

Article 102 : DE LA DEMISSION VOLONTAIRE ET DE LA SUPPRESSION D'EMPLOI.

A. De la démission volontaire.

Tout employé peut rompre le contrat de travail en remettant sa démission à l'Office. La démission peut ou ne pas être motivée. L'employé peut prêter la moitié du préavis.

La démission s'exprime par écrit. L'Office accuse réception et communique au démissionnaire la date de la fin de ses prestations.

B. Suppression d'emploi.

Il peut être mis fin au contrat d'un employé pour un motif valable fondé sur les nécessités du fonctionnement de l'entreprise ou de service. Le licenciement pour suppression d'emploi est prononcé conformément aux dispositions de l'article 78 du Code du Travail.

Article 103 : DU RECOURS ET DE LA COMMISSION NATIONALE DES RECOURS

Les parties conviennent de la création, au sein de l'Office Congolais de Contrôle, d'une Commission Nationale des Recours contre la résiliation des contrats.

Tout ex-agent dont le contrat de travail avec l'Office Congolais de Contrôle a été résilié a le droit d'introduire un recours par écrit auprès de la Commission Nationale des Recours et, en copie, par voie hiérarchique endéans trente (30) jours ouvrables à dater du lendemain de la sanction.

L'autorité hiérarchique qui a reçu la copie du recours transmet à la Commission les éléments du dossier ci-après :

- une copie de la fiche individuelle de l'ex-agent ;
- le dossier disciplinaire complet ayant abouti à la résiliation du contrat : demande d'explications et la réponse de l'ex-agent, les procès-verbaux des auditions et les conclusions du conseil de discipline ou les procès-verbaux des auditions de la commission d'audition instituée à cet effet, la notification de la résiliation du contrat ;
- les sanctions disciplinaires écopées par l'agent au cours des trois dernières années.

La Commission Nationale des Recours siège à la Délégation Générale et est présidée par l'Administrateur Délégué Général ou son Représentant. Ses décisions sont exécutoires, définitives et sans appel.

a) Mission de la Commission Nationale des Recours.

La Commission Nationale des Recours a pour mission de traiter les recours des ex-agents contre la résiliation de leurs contrats de travail.

b) Composition de la Commission Nationale des Recours.

- Côté Employeur : 5 (cinq) membres ;
- Côté Syndicats : 3 (trois) membres.

c) Périodicité des réunions.

Les réunions de la Commission Nationale des Recours sont semestrielles.

TITRE X : DU TRANSPORT ET DES AVANTAGES SOCIAUX.

Article 104 : DU TRANSPORT.

A. De l'indemnité de transport.

Les parties adhèrent au principe de l'indemnité mensuelle de transport suivant :

1) Kinshasa et les sièges des Directions

- Echelonnés et Maîtrises : 6 trajets par bus suivant le tarif de l'Hôtel de Ville ;
- Cadres de collaboration, Cadres de commandement et de Direction : 6 trajets de taxi suivant le tarif de l'Hôtel de Ville.

2) Autres Agences

- Echelonnés et Maîtrises : 6 trajets par bus suivant le tarif de l'Hôtel de Ville ;
- Cadres de collaboration, Cadres de commandement et de Direction : 6 trajets de taxi suivant le tarif de l'Hôtel de Ville.

B. De l'Indemnité Amortissement Véhicule.

L'Office accepte d'accorder une « Indemnité Amortissement Véhicule » aux employés qui utilisent leurs propres véhicules pour venir au service.

Par véhicule, il faut entendre un automobile à quatre roues destiné au transport individuel ou familial.

Ces employés doivent assumer au moins les fonctions de Chef de Bureau ou Chef de Section.

Cette indemnité est fixée sur base d'un quota de carburant réparti de la manière ci – après :

- Maîtrise (M)	: 150 L
- Cadres de collaboration (CC)	: 250 L
- FP et FPP	: 350 L
- Sous-Directeur	: 450 L
- Directeur Adjoint	: 550 L
- Directeur	: 700 L

Les employés qui utilisent les motos bénéficient d'une indemnité égale au $\frac{3}{5}$ de l'IAV véhicule de leur catégorie.

C. De l'indemnité forfaitaire de transport.

L'Office Congolais de Contrôle accepte également d'accorder une indemnité forfaitaire de transport aux agents non bénéficiaires de l'IAV.

L'Indemnité Forfaitaire de Transport (IFT) est l'équivalent de la moitié de l'Indemnité Amortissement Véhicule (IAV) de la catégorie.

Article 105 : DES VOITURES DE DIRECTION ET DE FONCTION.

Les Cadres de direction ont droit à une voiture de direction ou de fonction. Les Cadres de commandement ont droit à une voiture de fonction mise à leur disposition par l'entreprise pour les besoins de service.

La possession d'une voiture de direction exclut celle d'une voiture de fonction pour le même employé.

En plus de l'IAV prévue à l'article 104 et au paragraphe précédent, ils bénéficient d'un quota de carburant de 60 litres par semaine.

Article 106 : DE L'INDEMNITE CHAUFFEUR.

Les Cadres de direction bénéficient mensuellement d'une indemnité « chauffeur » dont le montant est équivalent à la rémunération correspondant à l'échelon d'engagement d'un chauffeur.

Article 107 : DE L'INDEMNITE DOMESTIQUE

Les Cadres de direction ont droit à un personnel domestique comprenant un cuisinier et un veilleur de nuit.

Les Cadres concernés par cette disposition perçoivent une indemnité domestique mensuelle dont le montant est égal à la rémunération correspondant à l'échelon d'engagement de l'unité concernée.

Article 108 : DES CADEAUX

Les parties s'accordent sur le principe d'octroyer une collation aux Cadres de Commandement et de direction à l'occasion des fêtes ci-après :

- 1^{er} janvier : Nouvel an ;
- 1^{er} février : Date anniversaire OCC ;
- 30 juin : Date anniversaire de l'indépendance.

A l'occasion de ces fêtes, chaque Cadre reçoit une bouteille de liqueur à déterminer, plus une somme d'argent dont le montant est fixé par une note interne. Cette somme est payable à la caisse sous la supervision de la Division du Personnel.

Des cadeaux en nature en l'occurrence le riz et le poulet sont distribués aux employés à la veille des fêtes de fin d'année et d'anniversaire OCC.

Article 109 : DES FRAIS DE CONSOMMATION D'EAU ET D'ELECTRICITE

Les frais de consommation d'eau et d'électricité pour les Cadres de Commandement et les Cadres de Direction sont à charge de l'Office.

Nul ne peut bénéficier de l'application de la présente disposition :

1. S'il n'habite effectivement seul ou avec sa famille, soit à titre locatif soit à titre de propriétaire, une maison desservie en eau et électricité et facilement identifiable (n°, Avenue ou Rue, Commune, ...).
2. S'il ne remet les factures de consommation d'eau et d'électricité au Département des Services Généraux qui s'occupe du paiement auprès de la REGIDESO et de la SNEL.

Au niveau des Directions, le règlement de ces frais revient à la Division ou au Service ayant l'administration dans ses attributions.

Article 110 : DE L'EQUIPEMENT.

L'Office Congolais de Contrôle accorde tous les 5 ans aux Cadres de Commandement et de direction une indemnité d'installation destinée à l'acquisition d'équipement pour leurs maisons.

Le montant de l'indemnité et sa répartition par catégorie de bénéficiaire sont laissés à la discrétion du Comité de Gestion.

Article 111 : DU TREIZIEME (13^{ème}) MOIS

Le treizième mois, payable la première quinzaine du mois de décembre, est accordée aux employés qui comptent un an d'ancienneté, à la date du 31 décembre. Elle est égale à un mois de la rémunération brute, du logement, du transport et des allocations familiales.

Ce treizième mois est calculé au prorata des mois de service prestés dans l'Office pour les employés engagés au cours de l'année.

L'employeur et la Délégation Syndicale déterminent la quantité des cadeaux à accorder aux différentes catégories.

Article 112 : DE L'ANNIVERSAIRE OCC.

L'anniversaire OCC est célébré chaque 1^{er} février à Kinshasa et dans toutes les Directions et Agences.

Cette journée est chômée et payée. Des cadeaux sont à l'occasion remis aux employés.

Article 113 : DES INDEMNITES DE FONCTION ET DE REPRESENTATION.

a) De l'indemnité de fonction.

L'Office accorde une indemnité mensuelle de fonction, fixée par une note interne après consultation de la Délégation Syndicale, aux employés exerçant les fonctions ci-après :

- Chef de Département Adjoint ;
- Assistants ;
- Chef de Direction ;
- Chef de Poste Autonome ;
- Chef de Direction Adjoint ;
- Chef de Division et Chef d'Agence ;
- Chef de Service ;
- Secrétaire de Division ou d'Agence ;
- Chef de Service Adjoint ;
- Chef de Bureau et Chef de Section ;
- Secrétaire de la Direction Générale ;
- Chef de Division Adjoint et Chef d'Agence Adjoint ;
- Secrétaire de Département ;
- Secrétaire de Direction ;
- Chef de Département ;
- Chef de Corps ;
- Chef de Poste.

b) De l'indemnité de représentation.

L'indemnité de représentation est allouée aux Chefs de Directions, Chefs de Directions Adjoints, Chefs d'Agences et Chefs d'Agences Adjoints et est déterminée après consultation de la Délégation Syndicale suivant une note interne.

Article 114 : DE LA PRIME DE TECHNICITE OU DE RISQUE.

Les parties conviennent d'accorder une prime de technicité ou des risques aux employés exerçant certaines fonctions. Une note de service interne prise en concertation avec la Délégation syndicale fixera les emplois concernés par cette disposition.

Article 115 : DES ALLOCATIONS FAMILIALES.

a) Du taux des allocations familiales

Les employés de l'Office régis par la présente Convention bénéficient des allocations familiales légales et extra-légales dont le montant est fixé de la manière suivante :

- allocations familiales légales 33,50 FC par jour par enfant soit 871,00 FC par enfant et par mois ;
- allocations familiales extra-légales 80,00 par enfant et par mois pour toutes les catégories professionnelles, fixées par une note de service de l'Administrateur Délégué Général.

b) Du paiement

Les allocations familiales légales et extra-légales sont calculées journalièrement et payés mensuellement en même temps que le salaire.

Article 116 : DU LOGEMENT OU DE L'INDEMNITE DE LOGEMENT.

- a. Pour toutes les catégories professionnelles, l'entreprise alloue une indemnité de logement dont le taux est fonction de la catégorie socioprofessionnelle à laquelle appartient l'employé. Cette indemnité est allouée à tous les agents indistinctement.
- b. Le taux de l'indemnité de logement à allouer est fixé sur le barème de rémunération.

Article 117 : DE L'INDEMNITE DE VIE CHERE (I.V.C).

- a. Pour toutes les catégories professionnelles, l'Office alloue une indemnité de vie chère dont le taux est fonction du grade dont l'employé est revêtu.
- b. Le taux de l'indemnité vie chère à allouer est fixé sur le barème de rémunération.

Article 118 : DE LA PRIME DE FIDELITE.

- a. L'Office accorde à ses employés une prime de fidélité égale à :
- 1 mois de salaire net de la catégorie lors de leur 5^{ème} année de service ;
 - 2 mois de salaire net de la catégorie lors de leur 10^{ème} année de service ;
 - 3 mois de salaire net de la catégorie lors de leur 15^{ème} année de service ;
 - 5 mois de salaire net de la catégorie lors de leur 20^{ème} année de service ;
 - 7 mois de salaire net de la catégorie lors de leur 25^{ème} année de service ;
 - 9 mois de salaire net de la catégorie lors de leur 30^{ème} année de service.

Cette prime leur sera accordée à l'occasion de leur départ en congé.

- b. L'Office accorde en plus, à l'occasion de la 20^{ème} année, un cadeau dont la nature sera déterminée par catégorie socioprofessionnelle.

Cette prime leur sera accordée à l'occasion de leur départ en congé.

- c. L'Office accorde aux employés décorés pour mérite civique une prime fixée à chaque occasion par la Délégation Générale.

Article 119 : DE LA CAISSE DE SECOURS ET DES ECONOMATS

a. Caisse de secours.

L'Office Congolais de Contrôle accepte de créer une caisse de secours en vue d'aider ses employés dans certaines circonstances imprévisibles. Le montant de cette caisse est fixé par une Note de Service.

Le fonctionnement de la Caisse de secours ne doit pas gêner la bonne tenue de la comptabilité de l'Office.

Un règlement régissant les conditions d'octroi et de remboursement des prêts de la caisse sera arrêté de commun accord.

Les fonds proprement dits restent sous le contrôle de la direction de l'Office.

b. Des économats

Les parties conviennent de l'ouverture des économats à l'Office pour l'approvisionnement des travailleurs en denrées de première nécessité. Le fonctionnement de ces économats se fera conformément aux dispositions de l'article 115, Chapitre VII, Titre V, du Code du Travail.

Outre les Economats de l'OCC, l'Office accepte de collaborer avec les Economats des Syndicats représentatifs dûment agréés conformément aux prescrits du Chapitre VII du Code du Travail et d'autres Œuvres Sociales ouvertes exclusivement pour le bien être des masses laborieuses et ce, par la libération des retenues et autres fonds relatifs aux prestations fournies aux travailleurs par lesdits Syndicats.

La participation effective de la Délégation Syndicale dans la gestion des économats est requise conformément aux dispositions de l'article 116 point « b » du Code du Travail.

Article 120 : DES PRETS ET DES CREDITS.

A. L'Office accepte d'accorder des prêts en faveur de ses employés après vérification matérielle du motif par une commission mixte pour maladie d'un parent, location et diverses calamités.

Un règlement intérieur discuté entre parties et dûment accepté par le Comité de Gestion détermine les conditions dans lesquelles ces prêts sont octroyés.

B. L'Office accepte d'octroyer des crédits aux agents ayant accompli 5, 10, 15, 20 ans de service et plus.

Une commission Paritaire siège pour l'établissement d'un règlement intérieur accepté par le Comité de Gestion.

Article 121 : DES PRETS SCOLAIRES.

L'employeur accorde des prêts aux employés pour leur permettre de préparer la rentrée scolaire. Les modalités d'octroi et de remboursement sont à convenir avec la Délégation Syndicale.

Le montant du prêt accordé à chaque employé tient compte à la fois de sa catégorie professionnelle et du nombre d'enfants entrant en ligne de compte pour les allocations familiales.

Pour les employés ayant cinq enfants ou plus en scolarité, l'Employeur supporte le 1/5 du prêt.

Article 122 : DES PREVENTIONS DES ACCIDENTS DE TRAVAIL ET DES MALADIES PROFESSIONNELLES.

Il est reconnu de commun accord que dans le cadre de la prévention contre les accidents de travail et les maladies professionnelles, l'employeur et la Délégation Syndicale de l'Entreprise, conjointement, donneront des conseils aux employés en vue de prévenir des accidents de travail et des maladies professionnelles.

Sans préjudice des dispositions légales et réglementaires, en cas de survenance d'un accident de travail ou de maladies professionnelles, l'Employeur, en accord avec la Délégation Syndicale, alloue à la victime ou aux ayants droit, une indemnité de soutien dont le montant est déterminé entre parties.

Sans préjudice de l'obligation d'assainissement du milieu de travail qui incombe à l'employeur, il sera distribué périodiquement une ration de lait aux employés oeuvrant dans des conditions insalubres. Les emplois concernés par cette ration ainsi que la quantité y afférente sont déterminés par l'Employeur en accord avec la Délégation Syndicale.

Article 123 : DES SOINS DE SANTE ET TRANSFERT DES MALADES.

A. Soins de santé

L'Employeur accorde la gratuité des soins médicaux, chirurgicaux, obstétricaux, dentaires, hospitaliers, pharmaceutiques et lunettes médicales ainsi que des appareils d'orthopédie et de prothèse (prothèse dentaire exceptée) nécessités par l'état de santé de l'employé et des membres de sa famille.

Les conditions d'octroi des montures et verres des lunettes seront définies par une note de service.

Pendant le congé, l'employé et sa famille ont droit aux soins de santé.

En cas de congé en dehors de lieu de travail, l'Office honorera les factures afférentes aux soins prescrits et dispensés à l'employé et sa famille dans une formation médicale du lieu de son congé.

Le transport des malades ne pouvant se déplacer ainsi que le transport pour les accouchements sont pris en charge par l'Employeur et doivent s'effectuer dans les bonnes conditions.

Les frais d'hospitalisation et de restauration d'un employé ou d'un ayant – droit facturés par une institution médicale sont à charge de l'Office.

Les soins ne sont pas dus lorsque les bénéficiaires séjournent à l'étranger, sauf si l'agent s'y trouve pour de raison de service ou en mission ou s'il a été autorisé à s'y rendre pour le motif que les soins ne peuvent être donnés en République Démocratique du Congo.

B. Du transfert des malades

Par transfert, il faut entendre le déplacement pour raison médicale d'un ayant – droit malade d'une localité à une autre à l'intérieur de la République Démocratique du Congo.

Par ayant – droit, il faut entendre l'agent et les membres de sa famille (conjoint et enfants à sa charge qui habitent effectivement avec lui et n'exerçant pas de profession lucrative).

Une note de service fixera les conditions d'application du bénéfice des soins de santé et de transfert.

1. Condition de transfert.

a. A l'intérieur

Tout transfert ne peut se faire que sur prescription médicale impérative établie par une commission de trois médecins dont un au moins est agréé par l'Office.

b. A l'étranger

Le transfert à l'étranger ne peut se faire que sur prescription d'une commission de trois médecins dont un au moins est agréé par l'Office et après approbation du Comité de Gestion.

2. Séjour et frais de subsistance

a) A l'intérieur

Si l'ayant – droit n'est pas hospitalisé et qu'il est obligé de loger à l'hôtel, les frais de logement à l'hôtel et ceux de transport sont à charge de l'Office. Il bénéficie pendant son séjour d'une indemnité de subsistance équivalente au $\frac{1}{3}$ de l'indemnité des frais de mission de sa catégorie par jour.

b) A l'étranger

En cas de transfert à l'étranger approuvé par le Comité de Gestion, l'Office supporte les frais d'hospitalisation de l'employé ou de l'ayant - droit.

Quant aux frais de séjour, l'Office apprécie selon le cas le nombre des jours à prendre en charge, sans préjudice des instructions afférentes des pouvoirs publics.

Il bénéficie pendant son séjour d'une indemnité de subsistance équivalente au $\frac{2}{3}$ de l'indemnité des frais de mission de sa catégorie.

3. Convoyeur

Si l'état du malade l'exige, il peut être convoyé par un membre de sa famille sur prescription médicale impérative.

Dans ce cas, les frais de séjour (logement, transport et subsistance) du convoyeur sont à charge de l'Office.

Il bénéficie d'une indemnité de subsistance équivalente au $\frac{1}{5}$ de l'indemnité des frais de mission de la catégorie du malade.

Article 124 : DES SOINS DE SANTE TRADITIONNELS

Lorsque l'état de santé du malade requiert des soins traditionnels sur recommandation du médecin traitant, la Division Sociale se mettra en contact avec le guérisseur du malade en vue de la fixation des frais relatifs aux soins exigés, qui seront pris en charge par l'Office.

Article 125 : DES ACCIDENTS DE TRAVAIL ET DES MALADIES PROFESSIONNELLES

En cas d'incapacité temporaire ou partielle résultant d'un accident de travail ou d'une maladie professionnelle, les parties s'entendent pour que l'Office accorde à l'employé, qui est victime, le paiement intégral de la rémunération et autres avantages pendant les douze (12) premiers mois.

Passé ce délai, l'employé bénéficiera de $\frac{3}{4}$ de sa rémunération, de son logement et de son transport.

Tout employé qui, suite à un accident de travail ou à une maladie professionnelle, subit une diminution de son aptitude au travail ou perd cette aptitude sans que tout autre travail lui soit impossible, se verra confier les fonctions répondant à ses capacités de travail.

A défaut, une formation en vue de son reclassement lui sera donnée. En cas de maladie non professionnelle et d'accident dont l'employé pourra être victime en dehors de ses activités professionnelles, ce dernier bénéficiera des mêmes avantages durant les trois premiers mois ainsi que des dispositions prévues à l'alinéa précédent.

Article 126 : DU COMITE DE LUTTE CONTRE LE VIH/SIDA.

Les parties conviennent de créer au sein de l'Office Congolais de Contrôle des Comités de lutte contre le VIH/SIDA.

Ces Comités auront pour mission de mettre en place une politique interne de lutte contre le VIH/SIDA et contre la discrimination des personnes vivant avec le VIH (P.V.V.).

Article 127 : DES PRESTATIONS EN CAS DE DECES DE L'EMPLOYE OU D'UN MEMBRE DE SA FAMILLE.

En cas de décès de l'employé, de son conjoint, d'un des ses enfants donnant droit au bénéfice des allocations familiales ou en cas de décès d'un agent retraité, de la veuve non remariée d'un agent ou retraité décédé, d'un orphelin dont l'OCC prend en charge les soins de santé, la société verse à titre d'aide financière pour les frais de veillée mortuaire ce qui suit :

- agent : 125% de l'IAV du FP ;
- conjoint : 100% de l'IAV du FP ;
- autres ayants-droit, se conformer aux dispositions de l'article 61 de l'actuelle Convention Collective.

En outre, l'Office fournit :

- Un cercueil, une croix, un linceul, une chapelle ardente et met à la disposition de la famille un véhicule ou verse une indemnité correspondante pour le transport aller et retour de la dépouille mortelle du domicile au cimetière, suivant la catégorie de l'agent.
- L'Office verse à la veuve et aux orphelins, le montant équivalent à l'indemnité de licenciement avec préavis, l'indemnité de licenciement et celle de congé annuel auquel le défunt aurait eu droit s'il était en vie.
- L'Office accepte d'assurer le rapatriement de la veuve et des orphelins à charge du défunt jusqu'au lieu d'engagement de celui-ci à la demande de la veuve en cas de mutation pour raison de service.

Les membres de la famille de l'employé décédé, reconnus par l'OCC, ont droit aux soins médicaux et pharmaceutiques ainsi qu'aux cadeaux reconnus par l'actuelle Convention Collective.

Par membre de la famille du travailleur, on entend :

- la veuve légitime pour autant qu'elle ne s'est pas remariée ;
- les enfants en charge remplissant les conditions fixées par l'article 7 point K du Code du Travail ;

La dépouille mortelle de l'employé décédé en mission de service est rapatriée aux frais de l'Office au lieu de résidence habituelle du défunt.

Est assimilé au cas précédent, le décès de l'employé, de son conjoint ou des enfants entrant en ligne de compte pour les allocations familiales, survenu au lieu de transfert pour soins médicaux.

Les cas des décès de l'employé en mutation sont laissés à l'appréciation des organes compétents de l'Office qui décideront du rapatriement éventuel. S'agissant des employés décédés au lieu de résidence et dont la famille sollicite le rapatriement au lieu d'origine, l'Office n'interviendra qu'à concurrence des sommes qu'il fallait déboursier si l'inhumation avait eu lieu sur place.

Article 128 : DE LA RETRAITE, DE LA PENSION COMPLEMENTAIRE DE LA RETRAITE OU D'INVALIDITE.

A. L'employé est mis à la retraite lorsqu'il remplit l'une des conditions suivantes :

1. Lorsqu'il atteint l'âge normal auquel s'ouvre le droit à la pension de retraite conformément à l'article 38 du Décret – Loi organique du 28 juin 1961 sur la sécurité sociale.

En cas de suspicion de discordance entre l'âge avancé par l'employé et son âge réel, l'Office se réserve le droit de déterminer par tous les moyens de droit l'âge véritable de l'agent.

2. Lorsqu'à la suite d'un accident de travail ou d'une maladie professionnelle, il est atteint d'une infirmité qui le rend inapte à exercer tout emploi.

3. Lorsqu'il a une ancienneté de vingt (20) ans à l'Office et a atteint cinquante (50) ans d'âge, l'employé peut solliciter sa mise à la retraite anticipée.
- B. Deux ans avant sa retraite, l'employé bénéficie d'un grade immédiatement supérieur à celui dont il est revêtu.
- C. A l'occasion de son départ en retraite, l'employé reçoit à titre d'indemnité de fin de carrière, une somme égale à :
- Six (6) mois de rémunération nette + six (6) mois d'indemnité de logement et de transport pour un employé ayant au moins 10 ans à l'Office. Ceci concerne uniquement le cas de retraite anticipée.
 - Huit (8) mois de rémunération nette + huit (8) mois d'indemnités de logement et de transport pour un employé ayant dix (10) à quatorze (14) ans à l'Office.
 - Dix (10) mois de rémunération nette + dix (10) mois d'indemnités de logement et de transport pour un employé ayant quinze (15) à dix-neuf (19) ans à l'Office.
 - Douze (12) mois de rémunération nette + douze (12) mois d'indemnités de logement et de transport pour un employé ayant vingt (20) à vingt-quatre (24) ans à l'Office.
 - Quatorze (14) mois de rémunération nette + quatorze 14 mois d'indemnité de logement et de transport pour un employé ayant vingt-cinq (25) ans à l'Office.
 - Seize (16) mois de rémunération nette + seize (16) mois d'indemnités de logement et de transport pour un employé ayant vingt-six (26) à vingt-neuf (29) ans à l'Office.
 - Dix-huit (18) mois de rémunération nette + dix-huit (18) mois d'indemnités de logement et de transport pour un employé ayant trente (30) à trente-quatre (34) ans à l'Office.
 - Vingt (20) mois de rémunération nette + vingt (20) mois d'indemnité de logement et de transport pour un employé ayant trente (35) ans et plus à l'Office.
- D. Lorsqu'un employé est atteint d'une grave infirmité due à un accident de travail ou à une maladie professionnelle et qu'il devienne de ce fait invalide, il reçoit une indemnité de fin de carrière dont le montant est fixé à :

- Six (6) mois de rémunération nette + six (6) mois d'indemnités de logement et de transport pour un employé ayant accompli 10 à 15 ans de service à l'Office.
 - Huit (8) mois de rémunération nette + huit (8) mois d'indemnité de logement et de transport pour un employé ayant accompli seize (16) à vingt (20) ans de service à l'Office.
 - Dix (10) mois de rémunération nette + dix (10) mois d'indemnités de logement et de transport pour un employé ayant accompli vingt un (21) à vingt-quatre (24) ans de service à l'Office.
 - Douze (12) mois de rémunération nette + douze (12) mois d'indemnités de logement et de transport pour un employé ayant accompli vingt-cinq (25) ans et plus.
- E. L'Office remet aux employés retraités un cadeau dont la nature sera déterminée après consultation de la Délégation Syndicale.
- F. L'employé revêtu du grade de C1 au DIR et parti en retraite par limite d'âge et ayant presté au minimum pendant 10 ans à l'Office continuera à bénéficier pendant toute sa vie de la totalité de salaire de base de sa catégorie, augmentée de l'indemnité de logement correspondante.
- G. L'employé revêtu du grade de DIR et parti en retraite, continuera à bénéficier pendant les deux années qui suivent le départ en retraite, de sa rémunération mensuelle nette.

S'il décède, les avantages dont question à l'alinéa ci-dessus seront payés à ses héritiers légaux, sans préjudice de l'engagement d'un des ceux-ci comme prévu à l'article 26, point C de la présente Convention.

En outre, les parties conviennent de verser mensuellement, à chaque retraité de l'Office, une indemnité complémentaire de retraite jusqu'à la fin de sa vie.

Cette indemnité complémentaire comprend la base, l'indemnité de logement du grade auquel il était revêtu à la prise de sa retraite.

Article 129 : DES MATIERES NON PREVUES.

Les parties conviennent que les employés ont la même rémunération dans les conditions égales de travail, d'études ou de rendement.

Pour toutes les dispositions non prévues dans la Convention, les parties s'en tiennent aux textes légaux en vigueur dans la République Démocratique du Congo.

Fait à Kinshasa, le 22 mai 2006.

POUR LA PARTIE EMPLOYEUR

Mme Louise MAYUMA KASENDE, Administrateur Délégué Général

Oswald MUKINGI NAHIMANA, Administrateur Délégué Général Adjoint

ILAMBO BWAKA MANGALA, Chef de Département Administratif

Dieudonné MAKUNDA KIDIYA, Chef de Département Contrôle
Exportations

Guillaume LIGONGO MALIBA, Chef de Département Normalisation

Maurice MBAYO MUHIYA, Directeur

Denys MAYEMBA TEMBE, Directeur

David BOSOLO EFEKA, Rapporteur du Comité de Gestion

MUSIKITELA LEMAMBEL, Chef de Corps Juridique

KALANDE MOTA, Chef de Division Budget

Mme Jeannette ZITU KINSOLA, Chef de Division Suivi et Statistiques

Jean-Pierre MAPEPE NGWAKAHA, Chef de Division du Personnel

Gabriel LUBIBA MAMPUYA, Assistant

Sylvain ELOKO NSALA, Assistant

Pierrot MWAMBANZAMBI KANGUDIA, Assistant

André KATUNGA NTAMBWE, Conseiller Juridique/ANEP

POUR LA PARTIE SYNDICALE

I. LES ORGANISATIONS SYNDICALES REPRESENTÉES A L'OCC

1. CSC

Guy KOLELA TSHIBANGU, Secrétaire Général

Fidèle KIYANGI, Secrétaire Fédéral Urbain

2. SATOC

Clovis KAZADI MPUMPA, Secrétaire Général

Louis MINGASHANGA BUSHAMINGA, Secrétaire Général Adjoint

3. UNTC

Bernard LOKO KATSHAYA, Secrétaire Général

Joël DIAMBU BAMONA, Secrétaire Général Adjoint

4. FO

J.B. KONGOLO, Secrétaire Général

Florent BOTSIKE BOFOS'EKILA, Secrétaire Général Adjoint

5. UTEA

Collin MISOMBODI, Secrétaire Général Adjoint

II. DELEGATION SYNDICALE NATIONALE

Fortunat NDAMBO MANDJANDJU, Président / Délégation Syndicale Nationale

Odon KIANDA N'KAR, Vice-Président de la Délégation Syndicale Nationale

Onésime FULUMEYA GAHUNGULA, Secrétaire National

Lambert MUKONKOLE KITENGE, Secrétaire National Adjoint

Jean KATETE BIN KATETE, Président Provincial/DIRKAT

Zéphyrin KAKALA, Président Provincial/DIROR

MUSHAGALUSHA CHIRINGA, Président Provincial/DIREST

Michel KUMALUTA SHANGU, Président Provincial/CENTRE

BIKA MULOMBO, Président Provincial/DIRKOR

Alphonse NZAU NDULI, Président Provincial/DIRBAC

Jean-Marie NBGENZI ASUMAMBI, Président Provincial/DIREQ

Lievin MPARANYI, Président Provincial/DIRNOKI

Théophile SELUBANZI TEKADIOMONA, Secrétaire Provincial/Kinshasa

Martin NSUELE AMONSE, Trésorier Provincial

Bibiane SUKIDI KEMBI, Conseillère Provinciale

Bienvenu TOMBE MASIMO, Délégué Syndical

KAYEMBA GIBUILA YALA, Délégué Syndical

Constant NZAU MAKWALA, Délégué Syndical

Joachim BAONDJO ASHA, Délégué Syndical

Patience MATSUELA BAKU, Déléguée Syndicale

Norbert GEBANGA TARA NGUTORO, Délégué Syndical

Jordin LULA GIHELA, Délégué Syndical

Marie NGOIE KITENGE, Déléguée Syndicale

Thérèse NTUMBA KAHUMBU, Déléguée Syndicale

AMBIKA KAPAKATA, Délégué Syndical

Basile MASUA TCHOMBA, Délégué Syndical

Frédéric AMEGINDRA ASEKA, Délégué Syndical

Baudouin EKYOCI SUMAILI, Vice-Président Provincial/Kinshasa

Dr Patrice NOWA LELO, Conseiller Provincial

KRUBWA NABONG POM, Déléguée Syndicale

Omer KAPITA MOKE, Délégué Syndical

Frédéric PHAMBU NDINGA, Délégué Syndical

Josée TSHILANDA KATENDA, Déléguée Syndicale

Jean-Jacques BOLOMBE, Délégué Syndical

TABLE DES MATIERES

TITRE I : <u>DISPOSITIONS GENERALES</u>	1
Article 1 : DE L'OBJET	1
Article 2 : DE L'EXECUTION	1
Article 3 : DU CHAMP D'APPLICATION	2
Article 4 : DE LA NOMENCLATURE DE	2
Article 5 : DE LA DUREE.	3
Article 6 : DE L'ENTREE EN VIGUEUR.	3
Article 7 : DES AVANTAGES ACQUIS	3
Article 8 : DE LA REVISION	3
Article 9 : DE LA DENONCIATION	4
Article 10 : DE LA CONCILIATION ET DE LA MEDIATION.	4
Article 11 : DE LA GREVE ET DU LOCK OUT.	5
Article 12 : DE L'ADHESION.	5
 TITRE II : <u>DE L'ACTIVITE SYNDICALE</u>	7
Article 13 : DU DROIT D'AFFILIATION ET DES COMITES D'ENTREPRISE. ...	7
Article 14 : DE LA REPRESENTATION DES TRAVAILLEURS A L'OFFICE.	7
Article 15 : DE LA PARTICIPATION AUX COMMISSIONS MIXTES.	8
Article 16 : DES FONCTIONS SYNDICALES PERMANENTES.	8
Article 17 : DES CONGRES ET DES STAGES DE FORMATION.	9
Article 18 : DES MANIFESTATIONS CIVIQUES ET SOCIALES.	9
Article 19 : DE LA RETENUE A LA SOURCE ET DU VERSEMENT DE LA COTISATION SYNDICALE	9
Article 20 : DES VISITES SUR LE LIEU DE TRAVAIL.	10
Article 21 : DES REMUNERATIONS POUR PRESTATIONS SYNDICALES...	10
Article 22 : DES PROCES – VERBAUX DES REUNIONS.....	11
Article 23 : DES REUNIONS PERIODIQUES MIXTES EMPLOYEUR - PARTIE SYNDICALE	11
 TITRE III : <u>DES CONDITIONS GENERALES D'EMBAUCHE</u>	12
Article 24 : DE LA VACANCE D'EMPLOI.	12
Article 25 : DE LA SELECTION DES CANDIDATS	12
Article 26 : DE L'ENGAGEMENT	13
Article 27 : DU GRADE A L'ENGAGEMENT	13
Article 28 : DU CONTRAT DE TRAVAIL.	14
Article 29 : DE LA PERIODE D'ESSAI.	14
Article 30 : DE LA REINTEGRATION ET DU REENGAGEMENT.	15

TITRE IV : <u>DES CONDITIONS GENERALE DU TRAVAIL</u>	17
Article 31 : DE LA DUREE DU TRAVAIL.	17
Article 32 : DU CHANGEMENT DE L'HORAIRE DE TRAVAIL.	17
Article 33 : DE L'INFORMATION DES TRAVAILLEURS.	17
Article 34 : DES HEURES SUPPLEMENTAIRES.	17
Article 35 : DE LA REMUNERATION DES HEURES SUPPLEMENTAIRES ET TRAVAUX URGENTS.	17
Article 36 : DU TRAVAIL DE NUIT.	18
Article 37 : DU REPOS HEBDOMADAIRE ET DES JOURS FERIE.	18
Article 38 : DES TRAVAUX EXCEPTIONNELS DE DIMANCHE ET JOURS FERIÉS.	18
TITRE V : <u>DES OBLIGATIONS RECIPROQUES DU CONTRAT.</u>	20
Article 39 : LES OBLIGATIONS DE L'EMPLOYE	20
Article 40 : DES OBLIGATIONS DE L'EMPLOYEUR	22
TITRE VI : <u>DE LA CARRIERE, DES EMPLOIS ET DE L'AFFECTATION</u>	24
Article 41 : DU PLAN DES CARRIERES.	24
Article 42 : DES EMPLOIS.	24
Article 43 : DE L'AFFECTATION.	24
Article 44 : DU COMMISSIONNEMENT.	25
Article 45 : DE L'INTERIM.	25
Article 46 : DE LA MUTATION.	26
Article 47 : DE LA FORMATION.....	28
Article 48 : DU RECLASSEMENT.....	28
Article 49 : DE LA CLASSIFICATION DES EMPLOIS	28
Article 50 : DE LA COMMISSION PERMANENTE DE CLASSIFICATION DES EMPLOIS	29
Article 51 : DU TRANSFERT.....	29
Article 52 : DU CHANGEMENT D'EMPLOI.....	29
TITRE VII : <u>DES POSITIONS.</u>	30
Article 53 : DES DIFFERENTES POSITIONS RELATIVES A LA CARRIERE DE L'EMPLOYE.	30
Article 54 : DE L'ACTIVITE DE SERVICE.	30
Article 55 : DES CONGES.	30
Article 56 : DES SORTES DE CONGES.	30
Article 57 : DU CONGE DE RECONSTITUTION OU ANNUEL.....	31
Article 58 : DE LA PRISE DE CONGE DE RECONSTITUTION OU ANNUEL	31
Article 59 : DES AUTRES AVANTAGES POUR CONGE ANNUEL.....	32
Article 60 : DU TRAITEMENT PENDANT ET AU RETOUR DU CONGE.	33
Article 61 : DU CONGE DE CIRCONSTANCE.	33

Article 62 : DU DEPASSEMENT DE CONGE DE CIRCONSTANCE. .	34
Article 63 : DU CONGE DE MALADIE.	34
Article 64 : DE LA LIMITE DE CONGE DE MALADIE.	34
Article 65 : DU DEPASSEMENT DE CONGE DE MALADIE.	34
Article 66 : DU CONGE DE MATERNITE	35
Article 67 : DE LA PRISE ET DES AVANTAGES PENDANT	35
LE CONGE DE MATERNITE.	
Article 68 : DE LA DISPONIBILITE.	35
Article 69 : DE LA MISE EN DISPONIBILITE POUR CAS DE	36
FORCE MAJEURE POUR CONVENANCE PERSONNELLE	
ET POUR RAISON D'ETUDES.	
Article 70 : DE LA SITUATION DE L'EMPLOYE PENDANT	37
LA DISPONIBILITE.	
Article 71 : DU DETACHEMENT.	38
Article 72 : EFFETS DU DETACHEMENT.	38
Article 73 : DE LA FIN DU DETACHEMENT.	38
Article 74 : DE LA SUSPENSION DE FONCTION	39
Article 75 : DE LA SUSPENSION POUR POURSUITE JUDICIAIRE ...	39
Article 76 : DU PRONONCE DE LA SUSPENSION	39
Article 77 : DES MISSIONS	40
Article 78 : DES FRAIS DE MISSION	40
 TITRE VIII : <u>DE L'EVALUATION ET DE LA PROMOTION.</u>	 41
Article 79 : DE L'APPRECIATION DU PERSONNEL.	41
Article 80 : DE LA PERIODICITE.	41
Article 81 : DU MODE DE COTATION.	41
Article 82 : DES ECHELONS D'APPRECIATION.	41
Article 83 : DU COMMENTAIRE D'APPRECIATION.	42
Article 84 : DE LA PROMOTION	42
Article 85 : DE L'AUGMENTATION POUR ANCIENNETE.	44
Article 86 : DES CRITERES D'APPRECIATION	44
Article 87 : DES APPRECIATIONS SYNTHETIQUES DE MERITE.	45
Article 88 : DU TAUX DE L'AUGMENTATION ANNUELLE POUR ..	45
APPRECIATION.	
Article 89 : DE LA COMMISSION DE RECOURS.....	45
Article 90 : DE LA SOUS TRAITANCE DES EMPLOIS.....	46
Article 91 : DES AUDITES DE GESTION.....	46
 TITRE IX : <u>DU REGIME DISCIPLINAIRE ET DU CONSEIL DE DISCIPLINE</u>	 47
Article 92 : DU REGIME DISCIPLINAIRE.	47
Article 93 : DE LA PROCEDURE DISCIPLINAIRE.	47
Article 94 : DU CONSEIL DE DISCIPLINE.	49
Article 95 : DE LA COMMISSION D'AUDITION.	51
Article 96 : RESILIATION DU CONTRAT	52
Article 97 : DU LICENCIEMENT.....	52

Article 98 : DE LA DUREE DU PREAVIS.	54
Article 99 : DE L'INDEMNITE DE LICENCIEMENT.....	54
Article 100 : DE L'ABSENCE PENDANT LA DUREE DU PREAVIS....	54
Article 101 : DU LICENCIEMENT ET DE LA MUTATION D'UN DELEGUE SYNDICAL.....	55
Article 102 : DE LA DEMISSION VOLONTAIRE ET DE LA SUPPRESSION D'EMPLOI.	55
Article 103 : DU RECOURS ET DE LA COMMISSION NATIONALE DES RECOURS.	56
 TITRE X : <u>DU TRANSPORT ET DES AVANTAGES SOCIAUX.</u>	 58
Article 104 : DU TRANSPORT.	58
Article 105 : DES VOITURES DE DIRECTION ET DE FONCTION.....	59
Article 106 : DE L'INDEMNITE CHAUFFEUR.	59
Article 107 : DE L'INDEMNITE DOMESTIQUE.....	59
Article 108 : DES CADEAUX.....	59
Article 109 : DES FRAIS DE CONSOMMATION D'EAU ET D'ELECTRICITE.	60
Article 110 : DE L'EQUIPEMENT.....	60
Article 111 : DU TREIZIEME (13 ^{ème}) MOIS	60
Article 112 : DE L'ANNIVERSAIRE DE L'OCC.....	61
Article 113 : DES INDEMNITES DE FONCTION ET DE REPRESENTATION.	61
Article 114 : DE LA PRIME DE TECHNICITE OU DE RISQUE.....	62
Article 115 : DES ALLOCATIONS FAMILIALES.....	62
Article 116 : DU LOGEMENT OU DE L'INDEMNITE DE LOGEMENT....	62
Article 117 : DE L'INDEMNITE DE VIE CHERE (I.V.C).....	62
Article 118 : DE LA PRIME DE FIDELITE.....	63
Article 119 : DE LA CAISSE DE SECOURS ET DES ECONOMATS.....	63
Article 120 : DES PRETS ET CREDITS.....	64
Article 121 : DES PRETS SCOLAIRES.....	64
Article 122 : DES PREVENTIONS DES ACCIDENTS DE TRAVAIL	65
ET DES MALADIES PROFESSIONNELLES.	
Article 123 : DES SOINS DE SANTE ET TRANSFERT DES MALADES.....	65
Article 124 : DES SOINS DE SANTE TRADITIONNELS.....	67
Article 125 : DES ACCIDENTS DE TRAVAIL ET DES MALADIES	67
PROFESSIONNELLES.	
Article 126 : DU COMITE DE LUTE CONTRE LE VIH / SIDA.....	68
Article 127 : DES PRESTATIONS EN CAS DE DECES DE	68
L'EMPLOYE OU D'UN MEMBRE DE SA FAMILLE.	
Article 128 : DE LA RETRAITE, DE LA PENSION COMPLEMENTAIRE DE RETRAITE OU D'INVALIDITE.	69
Article 129 : DES MATIERES NON PREVUES.....	72